

Université de Montréal

**Les historiens français et britanniques devant la responsabilité de l'échec des
négociations tripartites de 1939 : étude historiographique de 1961 à 2011**

Par

Alexandre Hince

Département d'histoire, Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du
grade de Maître ès arts (M.A.) en histoire

option enseignement au collégial

Août 2015

© Alexandre Hince, 2015

Université de Montréal
Faculté des arts et des sciences

Ce mémoire intitulé :

**Les historiens français et britanniques devant la responsabilité de l'échec des
négociations tripartites de 1939 : étude historiographique de 1961 à 2011**

Présenté par :

Alexandre Hince

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Michael J. Carley

Président-rapporteur

Samir Saul

Directeur de recherche

Yakov Rabkin

Membre du jury

Résumé

En 1939, la France et la Grande-Bretagne réalisent que, pour arrêter les agressions d'Hitler en Europe, il va leur falloir constituer un front commun. Cette recherche d'alliés les mène à courtiser l'Union soviétique. Malgré plus de quatre mois de négociations anglo-franco-soviétiques, aucune entente n'intervient entre les parties. Cet échec est d'autant plus douloureux que le 23 août un pacte de non-agression est signé entre Berlin et Moscou et, qu'une semaine plus tard, l'Allemagne envahit la Pologne. La Seconde Guerre mondiale est commencée. Depuis les années 1990, plusieurs historiens ont affirmé que l'historiographie occidentale concernant l'échec des négociations tripartites de 1939 a été influencée par la propagande de la Guerre froide et qu'elle avait propagé l'idée que les Soviétiques n'avaient jamais eu l'intention de s'allier avec l'Entente. Toutefois, après l'analyse des études publiées entre 1961 et 2011 par les historiens français et britanniques, ce mémoire démontre que, depuis 1961, en Grande-Bretagne et en France, l'interprétation du rôle de l'Union soviétique dans cet échec est beaucoup plus libre d'aprioris idéologiques qu'on pourrait le croire. La publication de l'ouvrage d'A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, et la controverse qu'il va causer ont radicalement modifié la nature du débat et permis l'ascendant de thèses en tous points semblables à celles qui ont cours en Occident depuis le démantèlement de l'Union soviétique. Celles-ci soutiennent que les dirigeants soviétiques ont priorisé une alliance avec l'Entente au moins jusqu'à la fin du mois de juillet et que ce sont les politiques étrangères de la France et, plus particulièrement, de la Grande-Bretagne, qui ont causé l'échec des négociations tripartites de 1939.

Mots-clés : 1939, cause/origine de la Seconde Guerre mondiale, historiographie, URSS, France, Grande-Bretagne, relations internationales

Abstract

In 1939, France and Great Britain realized that stopping Hitler's aggression in Europe would require a common front. Such an endeavour brought them to consider the Soviet Union as a possible ally. Despite four months of negotiations, the three countries could not reach any agreement. This failure was dramatic since on 23 August, a non-aggression pact was signed between Berlin and Moscow and, one week later, Germany invaded Poland. The Second World War had started. Since the 1990s, many historians argued that Western historiography about these failed negotiations has been influenced by Cold War propaganda and the idea that the Soviets never had the intention of allying with Western Europe. However, after a more careful look at studies published between 1961 and 2011 by French and British historians, this thesis demonstrates that, since 1961, in both Great Britain and France, the interpretations of the Soviet Union's role in those negotiations were more free of ideological presuppositions than is often claimed. The publication of Taylor's *The Origins of the Second World War* and the controversy that followed radically changed the nature of the debate and allowed the emergence of theses strikingly similar to those argued currently. These suggest that the Soviet leaders prioritized allying with the Entente at least until the end of July and that France and, most notably, Great Britain's foreign policy caused the failure of the tripartite negotiations.

Key words: 1939, origin of the Second World War, historiography, USSR, France, Great Britain, international relations

Table des matières

Résumé	I
Abstract	II
Table des matières.....	III
Remerciements.....	V
Introduction	1
I. Problématique	5
II. Hypothèses.....	8
III. Méthodologie.....	12
IV. État de la question.....	14
1945-1960 : l'avènement des écoles de pensée « allemande » et de la <i>realpolitik</i>	15
A.J.P. Taylor : l'apparition de l'école de pensée de la sécurité collective en Occident.....	20
Chapitre premier. 1961-1974, Taylor provoque une modification majeure dans le débat.....	23
I. À quand remonte la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne?	24
II. La perception de la nature de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites	27
III. La responsabilité principale de l'échec des négociations tripartites : la politique étrangère soviétique?	34
Chapitre 2. 1975-1989, la convergence des idées	40
I. À quand remonte la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne?	41

II. La perception de la nature de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites	44
III. La responsabilité principale de l'échec des négociations tripartites : la politique étrangère soviétique?	55
Chapitre 3. 1990 à 2011, la continuité	67
I. À quand remonte la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne?	68
II. La perception de la nature de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites	74
III. La responsabilité principale de l'échec des négociations tripartites : la politique étrangère soviétique?	89
Conclusion	102
Bibliographie	111

Remerciements

Je tiens à prendre le temps de remercier les gens qui m'ont soutenu tout au long de cette aventure qu'est la rédaction d'un mémoire. Il m'est impossible de ne pas mentionner l'apport essentiel de mon directeur Samir Saul. Ses précieux conseils m'ont permis de mener à terme ce projet.

Je ne pourrais passer sous silence l'apport considérable d'Isabelle Yelle, Édouard Courpied et Alexandre Trépanier. Chacun, à votre façon, vous m'avez aidé à ce que ce mémoire prenne forme. Je ne vous remercierai jamais assez!

Évidemment, tout cela n'aurait jamais été possible sans le soutien constant de ma fiancée. Emilie, je te serai à tout jamais reconnaissant. Tu as su m'épauler, m'écouter et m'encourager quand j'en avais le plus besoin. Tout cela, sans compter les nombreuses fois où tu as dû pallier mon absence à la maison. Finalement, j'aimerais remercier mon fils, Zackary. Un jour, je t'expliquerai à quel point tes sourires et ton amour inconditionnel auront été une source de motivation exceptionnelle.

À vous tous, je vous dis merci!

« L'aveuglement universel culmine dans l'ignorance invraisemblable où l'on est des forces de l'U.R.S.S., [...] en 1939, nul ne sait ce que représente, dans son secret, l'immensité russe. Nul ne comprend cette diplomatie énigmatique aux cyniques virevoltes, prônant l'abolition des armées permanentes et forgeant l'armée rouge, pactisant au dernier moment avec son mortel ennemi Hitler. »¹

¹ Maurice Baumont, *La faillite de la paix (1918-1939)*, Paris, PUF, 1968 [1945], p. 894.

Introduction

1939, une vingtaine d'années après la fin de la Grande Guerre, après que le Traité de Versailles ait été ratifié par l'Allemagne², après que toute l'Europe ait dit « plus jamais », voilà que la guerre menace de nouveau en Europe. Comment est-ce possible? Le Traité ne devait-il pas assurer la paix en Europe pour une longue période, comme l'avait fait en 1815 le Congrès de Vienne?³

À la suite du Krach de 1929, l'Europe de Versailles est plongée dans la crise. Alors que l'économie s'effondre, des pays comme l'Allemagne et l'Italie remettent en question le Traité de Versailles, jugé injuste et humiliant. Avec Hitler et Mussolini aux commandes, les pays fascistes vont multiplier les coups d'éclat, afin de modifier le *statu quo*. En 1935, l'Italie envahit l'Éthiopie et il ne se trouve aucun gendarme pour faire respecter l'ordre établi ainsi que le droit international. L'Allemagne saisira à de multiples occasions cette opportunité qui s'offre à elle de modifier les paramètres d'un traité qu'elle s'est fait imposer par les vainqueurs de la Grande Guerre. C'est donc sans scrupule qu'elle transgresse l'esprit du traité de paix de la Première Guerre mondiale en augmentant ses effectifs militaires, en remilitarisant la Rhénanie et en annexant l'Autriche ainsi que les Sudètes durant les années trente.

En face de l'Italie et de l'Allemagne se trouvent la France et le Royaume-Uni à qui profite le *statu quo*. Toutefois, la Grande Guerre ayant été très coûteuse pour les Anglais et les Français et ayant grandement affecté leur économie, l'opinion publique n'est pas prête à soutenir une nouvelle campagne militaire

² Traité de Versailles : il est signé le 28 juin 1919 et met officiellement un terme à la Première Guerre mondiale. Le Traité impose des clauses punitives territoriales, militaires et économiques à l'Allemagne. Cette dernière, qui n'est pas invitée aux discussions, comme tous les pays vaincus, doit reconnaître sa responsabilité de la guerre. Ces clauses humiliantes vont par la suite favoriser des revendications de groupes nationalistes allemands, dont les nazis.

³ Congrès de Vienne de 1814-15: « reconstruit l'Europe, profondément déstabilisée par les guerres révolutionnaires et napoléoniennes. Le nouvel ordre européen, placé sous la protection de la Sainte Alliance des grandes monarchies se maintiendra tel quel ou presque pendant un demi-siècle. ». « 9 juin 1815. L'Acte final du Congrès de Vienne », *Hérodote* [En ligne], http://www.herodote.net/9_juin_1815-evenement-18150609.php, (page consultée le 08/03/15).

d'envergure. Les gouvernements optent alors pour une politique d'*appeasement*. Il s'agit de consentir à des modifications du Traité de Versailles afin de calmer les ardeurs expansionnistes d'Hitler et de Mussolini.⁴ Lorsqu'en 1938, Hitler s'empare d'une partie de la Tchécoslovaquie, la politique d'*appeasement* est poussée dans ses derniers retranchements. Neville Chamberlain, premier ministre britannique, s'envole pour Munich où une rencontre est organisée entre la Grande-Bretagne, la France, l'Italie et l'Allemagne, avec pour objectif d'éviter la guerre; l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) n'est pas invitée. De cette conférence à quatre naîtra l'accord de Munich.⁵ Chamberlain dira à son retour au pays : « *I believe that it is peace for our time* ». ⁶

C'était croire qu'Hitler pouvait être apaisé. Le 15 mars 1939, c'est le coup de Prague : l'Allemagne occupe la Tchécoslovaquie et établit le Protectorat de Bohême-Moravie. Cette fois, avec ce nouvel acte d'agression, il transgresse l'accord de Munich et provoque une crise profonde en Europe. On commence à entrevoir la nécessité d'établir des alliances pour contrer d'éventuelles agressions du III^e Reich.

Alors que l'Allemagne est liée à l'Italie et la Grande-Bretagne, à la France, l'URSS n'a pas d'alliés en Europe occidentale. Toutefois, cette situation d'isolement de l'Union soviétique, qui est accentuée à la suite de l'accord de Munich en 1938, se transforme en position de force, alors que le III^e Reich et les pays occidentaux cherchent à s'attirer ses faveurs. Pour Berlin, il s'agit d'éviter l'encerclement; pour Londres et Paris, de constituer une sécurité collective et de mettre un terme aux agressions des dictateurs fascistes.

⁴ Pour en savoir davantage sur l'*appeasement*, voir, entre autres : R.A.C. Parker. *Chamberlain and appeasement: British policy and the coming of the Second World War*, London, Macmillan, 1993, 388 p., Larry W. Fuchse. *Neville Chamberlain and Appeasement. A Study in the Politics of Appeasement*, London, Norton, 1982, 241 p., Frank McDonough., *Neville Chamberlain, appeasement, and the British road to war*, Manchester, Manchester Univ. Press, 1998, 196 p.

⁵ Pour en savoir davantage sur la crise de Munich, lire : François Paulhac. *Les accords de Munich et les origines de la guerre 1939*, Paris, J. Vrin, 1988, 271 p., Robert Rothschild. *Les chemins de Munich : une nuit de sept ans, 1932-1939*, Paris, Perrin, 1988, 496 p., Jean-Pierre Azéma. *Nouvelle histoire de la France. De Munich à la libération, 1938-1944*, Paris, Seuil, 1979, 412 p.

⁶ Neville Chamberlain dans A.J.P. Taylor, *The Origins of the Second World War*, London, Hamish Hamilton, 1963 [1961], p. 187.

À la suite du coup de Prague, l'*appeasement* semble être abandonné par les Occidentaux; ils avertissent l'Allemagne que toute nouvelle agression ne serait pas tolérée.⁷ Deux semaines plus tard, passant de la parole aux actes, Neville Chamberlain et Édouard Daladier, les premiers ministres anglais et français, offrent une garantie de protection à la Pologne. Est-ce un premier pas vers la constitution d'un front collectif?

Peu de temps avant que soit offerte une garantie aux Polonais, ceux-ci avaient refusé d'être associés à Moscou, dans une déclaration envoyée par le premier ministre britannique le 19 mars qui aurait uni la France, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et la Pologne.⁸ Les Puissances de l'ouest ont choisi de prioriser comme alliée la Pologne, croyant à sa supériorité militaire, à sa bonne volonté dans le conflit qui l'oppose à l'Allemagne pour les droits de la ville de Dantzig et à son désir de protéger la souveraineté de la Roumanie.⁹ Cette décision est-elle basée sur des préjugés idéologiques, sur une mauvaise compréhension de la situation en Europe de l'Est ou sur un manque d'information? A-t-on réfléchi à la réaction qu'aurait Moscou face à cette deuxième exclusion en moins d'un an? Est-ce que les Occidentaux ont réalisé que, pour protéger efficacement la Pologne, la présence de l'Union soviétique serait nécessaire?

Ainsi, moins de deux semaines après le coup de Prague, l'Union soviétique est une nouvelle fois exclue de la diplomatie européenne. Abandonnera-t-elle la politique de sécurité collective qu'elle menait déjà depuis 1933, sous l'égide de son commissaire aux Affaires étrangères, Maxime Litvinov? Voyait-elle en la garantie britannique à la Pologne le véritable abandon de la politique d'*appeasement* menée par Londres et Paris, laissant ainsi présager une collaboration prochaine? Ou bien, l'URSS avait-elle déjà amorcé un changement dans sa politique étrangère suite à l'accord de Munich? En 1939, l'URSS est confrontée à un choix : s'allier aux pays de l'Europe occidentale pour

⁷*Ibid.*, p. 205.

⁸*Ibid.*, p. 207.

⁹Leonard Mosley, *On Borrowed Time. How World War II Began*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1969, chap. VIII (The Panic Pact, p. 195 à 212).

refroidir les ardeurs d'Hitler ou maintenir son isolement avec une politique de bonne entente avec l'Allemagne, évitant ainsi les risques d'une guerre sur deux fronts, puisqu'elle est aussi en conflit avec le Japon en Asie. D'autant plus qu'une guerre impliquant les pays capitalistes d'Europe pourrait fort bien être bénéfique à l'Union soviétique.¹⁰

Le refus de la Pologne d'être intégrée à la proposition du 19 mars de Chamberlain s'explique de deux façons. Tout d'abord, les Polonais « intended to balance between Russia and Germany; the proposed declaration would commit [them] to the Russian side. »¹¹ Puis, une partie du territoire polonais appartenait à l'Empire russe avant la Grande Guerre. La Pologne craint que les troupes soviétiques entrent sur son territoire en tant qu'alliées et qu'elles en profitent pour reprendre le contrôle de ses anciennes terres. Toutefois, l'URSS, n'ayant pas de frontière commune avec l'Allemagne, fait valoir que, sans la permission de traverser la Pologne, ses troupes ne seraient d'aucune utilité dans une éventuelle alliance contre l'Allemagne.¹² Les Soviétiques imposent donc, comme condition essentielle à toute entente anglo-franco-soviétique, que lui soit accordé le droit de passage de ses troupes en Pologne. Toutefois, les Polonais, avec la garantie franco-britannique en poche, n'ont pas l'intention de modifier leur position. L'Entente a-t-elle compromis ses chances de s'allier avec les Soviétiques en accordant cette garantie non contraignante à la Pologne?

Les premières véritables propositions d'alliance anglo-franco-soviétique sont faites à la mi-avril. Il s'ensuit une série de propositions et de contre-propositions jusqu'au mois de juillet.¹³ Graduellement, et difficilement, la position des Occidentaux se rapproche de celle de l'URSS. Le 27 juillet, les partis acceptent de passer aux négociations militaires; certaines questions politiques sont laissées en suspens, dont celle de l'accès au territoire polonais. Le 17 août,

¹⁰ Taylor, *op. cit.*, p. 228.

¹¹ *Ibid.*, p. 207.

¹² Martin Gilbert et Richard Gott, *The Appeasers*, London, Weidenfeld and Nicolson, 1963, p. 257.

¹³ Taylor, *op. cit.*, p. 231.

moins d'une semaine après leur début, les discussions militaires sont suspendues.¹⁴ Le 23 août, l'échec est constaté, alors que le Pacte Molotov-Ribbentrop est signé.¹⁵ Officiellement, il prévoit une amélioration des liens économiques et surtout une promesse de non-agression de dix ans entre l'Union soviétique et le III^e Reich. Il s'ajoute à cela une clause secrète dans laquelle Hitler et Staline s'entendent sur le partage des zones d'influence en Europe de l'Est.¹⁶ La victoire allemande est éclatante; l'échec franco-britannique est alarmant; plus que jamais la guerre en Europe semble inévitable. Une semaine plus tard, le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne; le 3 septembre, suite à une longue hésitation, la Grande-Bretagne et la France respectent leur engagement envers la Pologne et déclarent la guerre à l'Allemagne. L'échec des négociations tripartites s'inscrit ainsi dans la longue liste des causes de la Deuxième Guerre mondiale.

« It is pointless to speculate whether an Anglo-Soviet alliance would have prevented the second World war. But failure to achieve this alliance did much to cause it. »¹⁷

I. Problématique

Les historiens se sont depuis penchés à maintes reprises sur la responsabilité de l'échec franco-britannique à conclure une alliance avec l'URSS. Pourquoi les négociations tripartites n'ont-elles pas abouti? Pourquoi ont-elles traîné en longueur? Les trois acteurs ont-ils négocié de bonne foi? Quels étaient les objectifs et priorités des acteurs dans ces négociations? Quel était le rôle des relations germano-soviétiques dans l'échec des négociations tripartites? En posant ces questions, les historiens ont tenté de comprendre les causes de l'échec des

¹⁴ *Ibid.*, p. 256.

¹⁵ Le Pacte de non-agression germano-soviétique est souvent associé à Viatcheslav Molotov, commissaire des Affaires étrangères soviétiques après le renvoi de Litvinov le 3 mai 1939, et à Joachim von Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères allemandes.

¹⁶ René Girault et Robert Frank, *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941. Histoire des relations internationales contemporaines*. Paris, Payot, 2004 [1988], tome II, p. 427.

¹⁷ Taylor, *op. cit.*, p. 247.

négociations et, par conséquent, d'expliquer une des causes de la Deuxième Guerre mondiale.

Cela nous amène à notre problématique principale. Comment les historiens français et britanniques ont-ils interprété le rôle de la politique étrangère soviétique dans l'échec des négociations tripartites de 1939? L'historien britannique Geoffrey Roberts écrit, en 1992 :

« For more than 50 years the historical interpretation of the Nazi-Soviet pact has been an ideological and political battleground on which two polarised versions of the truth have vied with each other. »¹⁸

Selon lui, il y a donc une problématique idéologique et politique dans le débat historiographique quant à l'interprétation de la décision soviétique de signer une entente avec l'Allemagne plutôt qu'avec la Grande-Bretagne et la France. Il croit aussi que la majorité des historiens occidentaux ont appuyé la thèse d'une décision soviétique précoce de rechercher tout d'abord une alliance avec Hitler.

« Contrary to the orthodoxy of most Western historians, it can now be shown, beyond reasonable doubt, that the Soviet decision for a pact with Nazi Germany was taken later rather than sooner and that the pact was a consequence, not a cause, of the breakdown in August 1939 of the Anglo-Soviet-French triple alliance negotiations. »¹⁹

Évidemment, dans cette étude, il sera seulement question d'une partie des historiens occidentaux, mais il semblait important de vérifier si cette affirmation s'appliquait à notre étude. C'est pourquoi les questions suivantes seront traitées dans l'analyse de notre problématique : est-ce que la majorité des historiens britanniques et français appuyaient la thèse d'une priorité accordée à une entente avec l'Allemagne de la part de l'Union soviétique, plutôt qu'avec les pays occidentaux, durant la Guerre froide? Est-ce que leurs positions se sont modifiées durant les vingt années qui ont suivi la fin de la Guerre froide?

¹⁸ Geoffrey Roberts, « The Soviet Decision for a Pact with Nazi Germany », *Soviet Studies*, vol. 44, no. 1, 1992, p. 74.

¹⁹ *Ibid.*, p. 57-58.

Une autre problématique est soulevée par Michael J. Carley, qui écrit, en 1999, que des historiens définissaient la situation comme suit : « Staline, le tsar rouge, était perfide et avait trompé les Français et les Britanniques, tandis qu'il négociait secrètement avec les Allemands. »²⁰ Il rapporte aussi les paroles de Gabriel Gorodetsky, un historien israélien, qui affirme que peu d'historiens « “prennent au sérieux l'invariable version soviétique [...] selon laquelle l'URSS aurait signé un pacte, contrainte et forcée, le considérant comme le moindre des deux maux” ». ²¹ Ces deux affirmations nous amènent à poser une autre question. Selon les historiens franco-britanniques, quel est le motif derrière la décision soviétique de s'allier à l'Allemagne? Patrick Finney affirme, en 1997, que, durant les premières années d'après-guerre, les historiens occidentaux soutenaient une interprétation idéologique, due au climat de la Guerre froide, dans laquelle « Stalin bore almost as much responsibility for the outbreak of war as Hitler, and the Nazi-Soviet pact was the culmination of long-standing Soviet efforts to reach *rapprochement* with Germany. »²² Il est donc légitime de se poser les questions suivantes : est-ce que la majorité des historiens franco-britanniques, qui écrivent après 1961, perçoit le Pacte germano-soviétique comme l'aboutissement d'une politique de longue date menée par le duo Staline-Molotov? Est-ce que la version soviétique trouve écho dans l'historiographie franco-britannique comprise entre 1961 et 2011 ou est-elle marginale, comme l'affirme Gorodetsky? De plus, l'historien britannique P.M.H. Bell, spécialiste des causes de la Deuxième Guerre mondiale, fait remarquer que la réussite du Pacte Molotov-Ribbentrop est intimement liée à l'échec des négociations tripartites.

« The Nazi-Soviet Pact ended the Anglo-Franco-Soviet negotiations, and removed all possibility of a triple alliance which might have been strong enough to deter Hitler from an attack on Poland. In asking why one set of negotiations failed and the other succeeded, the two must be taken together. »²³

²⁰ Michael J. Carley, *1939, L'alliance de la dernière chance. Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale*, Montréal, Presses de l'Univ. de Montréal, 2001 [1999], p. 13.

²¹ *Ibid.*, p. 14.

²² Patrick Finney, *The Origins of Second World War*, London, Arnold, 1997, p. 10.

²³ P.M.H. Bell, *The Origins of the Second World War in Europe*, London, Longman, 1986, p. 294.

Dans cette optique, il y a aussi lieu de se demander si, pour les historiens français et britanniques, la politique étrangère soviétique est considérée comme l'élément principal ayant causé l'échec des négociations tripartites. Cela revient, en quelque sorte, à se demander si la vision occidentale présentée par Finney a persisté dans le temps en France et en Grande-Bretagne.

II. Hypothèses

Il est souvent avancé que les historiens soviétiques ont conservé une version monolithique des événements des négociations tripartites durant l'ensemble de la Guerre froide, comme nous l'avons vu avec Gorodetsky. Dans cette thèse, les pays occidentaux sont essentiellement blâmés pour l'échec de la sécurité collective en 1939 et l'URSS, pour sa part, est blanchie. Dans cette version, les négociations tripartites échouent en raison de la mauvaise foi de l'Occident et le Pacte germano-soviétique est le dernier recours auquel s'est raccrochée l'Union soviétique lorsque ses dirigeants ont réalisé l'impossibilité de s'allier avec la France et la Grande-Bretagne.²⁴

En raison des circonstances dans lesquelles les historiens franco-britanniques ont dû écrire, il pourrait sembler logique qu'ils aient agi comme leurs collègues soviétiques. Selon cette hypothèse, leur débat reposerait alors sur des idées reçues et aurait glissé vers le parti pris durant la Guerre froide : en rejetant la faute sur les Soviétiques, qui auraient agi avec mauvaise foi, tout en évitant de critiquer leur propre pays. Dans cette optique, l'Union soviétique n'aurait eu aucune intention de s'allier avec l'Ouest depuis le départ; elle aurait tout simplement cherché à provoquer une meilleure offre de l'Allemagne, ce qu'elle aurait obtenu le 23 août 1939. Toujours suivant cette logique, la fin de la Guerre froide aurait été une fracture, plus ou moins nette, brisant le cercle de la propagande et modifiant le débat historiographique. Elle aurait amené

²⁴ *Ibid.*, p. 10.

graduellement les historiens français et britanniques à reconsidérer leur version de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites.

Toutefois, notre analyse du débat historiographique franco-britannique ne pointe pas dans cette direction. Il semble que l'historien britannique A.J.P. Taylor ait modifié considérablement le débat avec la publication de son ouvrage en 1961 et que la tendance ait été beaucoup plus nuancée que certains le laissent entendre.

« On the one side, there have been those historians who argued that the operational objective of Soviet foreign policy in 1939 was an alliance with the Western powers against Germany. Only at the last moment, when Moscow had failed, in its own terms, to achieve this goal did Stalin turn to a pact with Hitler. On the other side have been those who argued that a Soviet-Western alliance was, at best, a secondary goal of Moscow's foreign policy. From the spring of 1939 at the very latest the primary trajectory of Soviet foreign policy was towards a pact with the Nazis. »²⁵

Geoffrey Roberts décrit le débat comme opposant deux écoles de pensée : d'un côté, celle de la sécurité collective et de l'autre celle « allemande », surnommée ainsi puisqu'elle fait référence au fait que l'option allemande aurait été préférée par les dirigeants soviétiques dès le début des négociations tripartites. Nous croyons qu'une troisième école de pensée peut s'ajouter à celles proposées par Roberts : celle de la *realpolitik*. Celle-ci, étant plus nuancée, se retrouve souvent à cheval entre les deux premières. Selon cette vision, l'URSS utilise la politique de la porte ouverte, ne fermant pas la porte à une alliance autant avec l'Allemagne qu'avec l'Ouest entre mars et août 1939. Cette école de pensée, déjà très populaire durant la Guerre froide en France et en Grande-Bretagne, ne présente pas Staline comme étant « perfide » et ayant « trompé » l'Occident, vision que plusieurs historiens auraient soutenue selon Carley²⁶, mais comme un dirigeant avisé qui attend la meilleure offre, se sachant en position de force dans les négociations. Selon cette thèse, l'option d'une alliance avec l'Ouest reste l'option numéro un de l'Union soviétique au moins jusqu'au mois de juillet, et ce ne serait

²⁵ Roberts, *loc. cit.*, p. 74.

²⁶ Carley, *op. cit.*, p. 13.

que par la suite que la décision de s'entendre avec l'Allemagne fut prise.²⁷ Elle soutient donc que la politique étrangère soviétique ait été effectivement modifiée entre mars et avril 1939, comme l'affirme l'école « allemande », mais que la décision finale n'ait été prise qu'à la fin du processus de négociations, comme l'affirme l'école de la sécurité collective. Selon ces historiens, la responsabilité de l'échec revient en grande partie à l'Occident, qui n'a pas su saisir les opportunités aux bons moments.²⁸

Nous croyons que durant la période de 1961 à 1989, la majorité des historiens français ou britanniques appuient soit la thèse de la sécurité collective soit la thèse de la *Realpolitik*, cette dernière étant par ailleurs plus prisée. Ces deux écoles de pensée affirment généralement que l'alliance avec l'Allemagne est la conséquence de l'échec des négociations tripartites et non la cause.²⁹ Cela diminue grandement la responsabilité de la politique étrangère soviétique dans l'échec des négociations tripartites et laisse présager que la version d'un Staline « perfide » qui a « trompé » l'Occident, rapportée par Carley et Finney, n'a pas persisté dans le temps en France et en Grande-Bretagne.

Ainsi, les deux visions largement majoritaires ne retiennent pas la politique étrangère soviétique comme étant l'élément principal ayant causé l'échec des négociations anglo-franco-soviétiques. Dans les deux cas, c'est généralement la politique étrangère de la Grande-Bretagne, dirigée par le premier ministre Neville Chamberlain, qui est retenue comme élément central de l'échec. Ces thèses ne concordent donc pas avec l'idée que le débat ait été idéologique en raison de la Guerre froide.

Certains pourraient affirmer que, pourtant, le débat historiographique évolue beaucoup à la suite du démantèlement de l'URSS, amenant encore plus

²⁷ Jonathan Haslam, *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe, 1933-39*, London, Macmillan, 1984, p. 228-231.

²⁸ *Ibid.*, p. 228.

²⁹ Nous en ferons la démonstration au cours de nos trois chapitres. Cette idée est mise en avant scène en 1961 dans Taylor, *op. cit.*, p. 54.

d'historiens à soutenir la thèse de la sécurité collective et à critiquer principalement les politiques étrangères française et britannique. Serait-ce la fameuse fracture provoquée par la fin d'un débat idéologique aux implications politiques? Nous maintenons que cette fracture n'a pas lieu.

L'analyse amène à jeter un regard sur les sources disponibles et utilisées par les historiens, selon l'époque durant laquelle ils écrivaient. L'accès limité aux sources, surtout soviétiques, durant la Guerre froide et la publication progressive d'un plus grand éventail d'archives suite au démantèlement de l'URSS semble être le principal élément ayant causé cette modification dans le débat. Les historiens écrivant avant 1991 n'avaient que très peu d'indices sur la politique soviétique.

« Had the Soviet rulers on their side a logical aim clearly envisaged from the outset? No one knows the answer [...] We have no scrap of evidence for the internal working of Soviet policy. »³⁰

Ils étaient donc constamment obligés d'interpréter et de lire entre les lignes, sans jamais pouvoir affirmer formellement quoi que ce soit. Cette problématique est au cœur du débat, alors que peu d'intervenants s'accordent sur le moment exact de la décision soviétique de s'allier avec l'Allemagne et sur la nature de cette décision. Dans l'après Guerre froide, par exemple, là où il n'y avait que des sources allemandes de disponibles pour analyser les relations germano-soviétiques en 1939, il y a maintenant des archives soviétiques qui permettent de contre-vérifier, questionner, et, parfois, clarifier la politique soviétique. Ainsi, une réponse consensuelle, à savoir quelle était la nature profonde de la politique soviétique en 1939, tarde à s'imposer en raison de l'accès limité aux sources soviétiques et non en raison d'un débat idéologique. La fin de la Guerre froide vient donc aider la progression du débat et confirmer plusieurs hypothèses des écoles de pensée de la sécurité collective et de la *realpolitik*, reléguant encore plus l'école « allemande » à un rôle secondaire. C'est donc sous le signe de la continuité que se déroule le débat suite au démantèlement de l'URSS.

³⁰ Taylor, *op. cit.*, p. 230.

III. Méthodologie

Le bilan historiographique porte sur la période comprise entre 1961 et 2011. Cette période a été choisie pour plusieurs raisons. Tout d'abord, la période tampon d'une vingtaine d'années permet d'avoir un recul sur les événements et d'en mesurer les conséquences. Ensuite, en 1961, le « rideau de fer » qui sépare l'Occident de la zone d'influence de l'Union soviétique s'épaissit avec l'édification du Mur de Berlin au mois d'août. Il est indéniable qu'à ce moment l'URSS et l'Occident sont engagés dans une dynamique d'affrontement où la propagande est l'arme de prédilection. De plus, cette longue période, qui couvre cinquante ans, nous permet de comparer les écrits pendant et après la Guerre froide ainsi que de mesurer les effets du conflit sur l'ensemble du débat historiographique, alors que le démantèlement de l'URSS apporte son lot de nouveautés en atténuant les tensions entre les deux clans et en permettant graduellement un accès approfondi aux archives soviétiques. Mais surtout, 1961 coïncide avec la publication de *The Origins of the Second World War*, par A.J.P. Taylor, qui suscite une vaste controverse dans l'historiographie des causes de la Deuxième Guerre mondiale.

La structure de l'analyse est basée sur des périodes temporelles. Dans un premier temps, le bloc 1961-1989 sera abordé en deux sections. La première, comprenant les années 1961 à 1974, permettra de montrer l'évolution du débat alors qu'une nouvelle école de pensée voit le jour en Occident, celle de la sécurité collective, mais qui doit principalement s'appuyer sur les mêmes sources que durant la période 1945-1960. Ensuite, la deuxième (1975-1989) sera abordée avec l'objectif de comprendre où en est rendu le débat au crépuscule de la Guerre froide. Les conclusions tirées sur les causes de l'échec des négociations tripartites de 1939 et les positions prises par les grandes écoles de pensée avant d'obtenir un plus grand accès aux archives soviétiques serviront ensuite de balises comparatives pour l'évaluation de la période suivante. Ces deux sections présentent des caractéristiques semblables : la Guerre froide se déroule au même moment et les historiens n'ont pas accès aux archives soviétiques. Ils doivent

donc formuler des hypothèses qui ne peuvent être pleinement démontrées. Mais elles comportent aussi une différence significative dans le contexte, car, durant la période 1961-1974, l'accès aux archives britanniques, françaises et allemandes est limité. Alors que les historiens de la période 1975-1989 peuvent travailler avec beaucoup plus de sources provenant des archives nationales ces trois pays, tout en n'ayant accès qu'à la version soviétique officielle pour la majeure partie de la période.³¹

Dans un deuxième temps, le bloc temporel 1990-2011 sera abordé de façon à établir la comparaison avec les deux premières sections. Il sera question des changements apportés par la fin de la dynamique de Guerre froide et l'accès progressif à des archives soviétiques. Cette période sera marquée par un regain d'intérêt pour le sujet en raison des nouvelles sources disponibles et verra le débat tourner autour de la validité et de la crédibilité des sources soviétiques. De plus, on assiste à un rapprochement des écoles de pensée, puisque désormais les sources permettent d'infirmer ou de confirmer les hypothèses avancées par les historiens. Cette période nous permettra donc d'établir où en est le débat après cinquante ans d'échanges entre les écoles de pensée de la sécurité collective, de la *realpolitik* et « allemande ».

Dans chacune des trois sections, nous aborderons les trois mêmes thèmes. Tout d'abord, nous ferons une analyse de la perception par les historiens franco-britanniques du moment de la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne. Ensuite, nous établirons comment ils interprètent la nature de la politique étrangère durant les négociations. Puis, nous nous attarderons au rôle qu'ils accordent à l'Union soviétique dans la responsabilité de l'échec des pourparlers anglo-franco-soviétiques de 1939.

Pour faire une analyse des travaux des historiens franco-britanniques, il a fallu définir ce qu'était un historien français ou britannique. Il a été convenu

³¹ V. M. Falin *et al.* *Soviet Peace Efforts on the Eve of World War Two* (September 1938 – August 1939). *Documents and records*, Moscow, Novosti Press Agency pub. House, 1973.

qu'en plus des historiens nés au Royaume-Uni ou en France, il serait inclus certains historiens faisant partie du milieu culturel et intellectuel franco-britannique. Cela comprend, par exemple, des historiens ayant fait leurs études soit en France, soit au Royaume-Uni ou qui enseignent dans le milieu universitaire dans l'un des deux pays. De plus, certains auteurs ayant peu de liens avec le milieu culturel anglais ou français, mais ayant largement contribué au débat, ont été inclus. Dans tous les cas, seuls les écrits en langue française ou anglaise ont été retenus.

Durant l'ensemble de la période étudiée, il est indéniable que les historiens britanniques ont été plus intéressés par le sujet que leurs collègues français. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce phénomène, par exemple, l'occupation allemande de la France entre 1940 et 1944 et l'avènement du régime de Vichy ont retenu une grande part de l'attention historique des Français depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Cela entraîne une disproportion dans le nombre d'historiens britanniques et français cités dans l'étude.

« For the French, in writing on the origins of the war, it has always been 1940 rather than 1939 which has insistently demanded explanation. »³²

IV. État de la question

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, les historiens se mettent rapidement à étudier ses causes. Ils écrivent à une époque où peu d'archives sont disponibles et ils doivent tenter de mettre de côté leur propre interprétation des événements qu'ils ont vécus en tant que contemporains. Lorsqu'ils se penchent sur le déroulement de la situation internationale de 1939, l'échec des négociations tripartites et la conclusion du pacte germano-soviétique retiennent évidemment leur attention. Trois écoles de pensée voient le jour en Occident. L'un des enjeux majeurs est de déterminer si le pacte

³² Finney, *op. cit.*, p. 18.

Molotov-Ribbentrop était en continuité avec la politique étrangère soviétique en 1939. Alors que l'école « allemande » soutient que oui, l'école de la *realpolitik* estime que les deux options étaient valides jusqu'au mois de juillet et l'école de la sécurité collective, qui apparaît un peu plus tard, affirme que l'option d'une entente avec l'Allemagne n'était pas envisagée avant la fin de juillet et que c'est seulement en août que les Soviétiques considérèrent cette voie.

1945-1960 : l'avènement des écoles de pensée « allemande » et de la *realpolitik*

Winston Churchill publie en 1948 un ouvrage dans lequel il aborde les causes de la Deuxième Guerre mondiale, *The Gathering Storm*. Il faut savoir qu'il faisait partie de l'opposition au Parlement britannique à la fin des années trente et qu'il réclamait haut et fort une alliance avec l'Union soviétique, tout en s'opposant à l'*appeasement*. Le déroulement de la guerre semble justifier ses critiques d'avant-guerre; il les reprend dans son ouvrage qui connaît un succès certain. *The Gathering Storm* aura une influence immense sur la vision occidentale des causes de la Deuxième Guerre mondiale.³³

Pour ce qui est des causes de l'échec des négociations tripartites, Churchill affirme, comme beaucoup d'autres historiens après lui, qu'il est très difficile déterminer à quel moment l'Union soviétique a décidé de prioriser une entente avec l'Allemagne plutôt qu'avec les Puissances de l'Ouest.³⁴ Malgré cela, il soutient que l'arrivée de Molotov au poste de commissaire des Affaires étrangères soviétiques marque un tournant décisif pour l'URSS en 1939.

« There was in fact only one way in which he [Molotov] was now likely to move. He had always been favourable to an arrangement with Hitler. [...] The dismissal of Litvinov marked the end of an

³³ John Charmley, « Churchill : The Gathering Storm », *BBC* [En ligne], http://www.bbc.co.uk/history/worldwars/wwtwo/churchill_gathering_storm_01.shtml (page consultée le 04/03/15).

³⁴ Winston S. Churchill, *The Second World War. The Gathering Storm*, Boston, Houghton Mifflin, 1948, p. 363.

epoch. It registered the abandonment by the Kremlin of all faith in security pact with the Western Powers and in the possibility of organising an Eastern Front against Germany. »³⁵

Cette perception de la politique étrangère de l'Union soviétique, qui n'aurait plus l'intention de conclure une entente avec la France et la Grande-Bretagne dès le début de mai, sera largement endossée par les historiens occidentaux durant la période 1948-1960.³⁶

En France, une thèse semblable à celle de Churchill est formulée par plusieurs intervenants; c'est le cas de Pierre Renouvin et de Maurice Baumont, dans les années 1950. Les deux historiens français ont d'ailleurs travaillé ensemble à partir de 1961 en tant que directeurs de la Commission de publication de documents relatifs aux origines de la guerre 1939-1945.³⁷ Selon eux, le discours du 10 mars au Congrès du Parti communiste prononcé par Staline est sans contredit important dans l'échec final des négociations tripartites, qui n'étaient pourtant pas entreprises à ce moment. Lorsque ce dernier dit ne pas vouloir laisser l'URSS être entraînée dans une guerre par les « provocateurs de guerre habitués à faire tirer par les autres les marrons du feu », il aurait indiqué aux dirigeants allemands que l'Union soviétique prend une nouvelle orientation dans sa politique extérieure. Cette ouverture aurait ensuite été confirmée le 17 avril par l'ambassadeur soviétique à Berlin. Puis, le 28 avril, à la teneur du discours d'Hitler, il semble évident pour Baumont et Renouvin que le message est passé.³⁸ Par la suite, les négociations germano-soviétiques qui s'entament autour de pourparlers commerciaux en mai prennent rapidement une tournure plus

³⁵ *Ibid.*, p. 366.

³⁶ Taylor, *op. cit.*, p. 230.

³⁷ « Commission pour la publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1939-1945 », *BBF* [En ligne], <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1961-07-0345-001> (page consultée le 05/03/15). « Maurice Baumont », *Cormoria* [En ligne], http://www.comoria.com/465136/Maurice_Baumont (page consultée le 05/03/15).

³⁸ Baumont, *op. cit.*, p. 886-67; Pierre Renouvin (dir.), *Histoire des relations internationales. La crise du XXe siècle. Deuxième partie. De 1929 à 1945*, Paris, Hachette, 1958, p. 175.

importante lorsqu'en juin les Allemands proposent de discuter d'un pacte de non-agression; ces discussions restent évidemment secrètes.³⁹

Par contre, Renouvin, qui écrit en 1958, prend la peine de relativiser ses affirmations sur la politique soviétique.

« L'étude critique de la politique soviétique pose des questions d'autant plus difficiles qu'en l'absence de toute publication de documents et de témoignages les intentions de Staline et du Bureau politique ne peuvent être éclaircies. »⁴⁰

En fait, cette section de son ouvrage pose plus de questions qu'elle offre de réponses sur la politique étrangère soviétique et il faut retenir que ses conclusions ne sont que partielles et certainement pas définitives. Par contre, il remet sérieusement en doute la version officielle soviétique, selon laquelle c'est le refus définitif de la Pologne, le 18 août, qui cause l'échec des négociations tripartites. Selon lui, le 17 août, l'URSS avait déjà accepté la visite de Ribbentrop.⁴¹ Même s'il utilise une formulation qui n'est pas définitive, sa vision de la politique étrangère répond très certainement à la vision recensée chez certains historiens par Carley d'un Staline « perfide ».

« Voir la guerre européenne s'engager "à l'ouest", plutôt qu'à l'est tel paraît être le désir du gouvernement russe. Staline est en droit de penser que cette guerre sera longue, et d'espérer que l'U.R.S.S. pourra, le moment venu, soit imposer son arbitrage [...], soit trouver des conditions favorables à la révolution mondiale. »⁴²

Edward H. Carr est un autre historien britannique qui s'attarde rapidement à la politique étrangère soviétique. Ancien membre du Foreign Office où il a fait carrière entre 1916 et 1936, il a été rapidement amené dans le cadre de ses fonctions à travailler avec les Russes. Il est d'ailleurs principalement connu pour

³⁹ Renouvin, *op. cit.*, p. 182 à 184.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 182; voir aussi p. 175 et 184.

⁴¹ *Ibid.*, p. 185.

⁴² *Ibid.*, p. 185-86.

sa série de quatorze ouvrages qu'il publie sur l'URSS.⁴³ Mais, c'est un autre de ses ouvrages qui retient ici notre attention : *German-Soviet Relations Between the Two World Wars, 1919-1939*. Celui-ci est publié en 1951 à la suite d'une conférence qu'il fait à *The Johns Hopkins University*, aux États-Unis.

Selon Carr, le changement de cap dans la politique étrangère soviétique se fait sentir dès le 10 mars 1939, à l'occasion du discours de Staline. Il convient toutefois qu'il est très difficile d'en tirer une conclusion claire sur l'état de cette fameuse politique soviétique.⁴⁴

« Stalin's speech of March 10th, 1939, clearly did not announce any positive decision of Soviet policy; what it did was to keep all options open and to hint more plainly than before that they were open. »⁴⁵

Il ne croit donc pas, contrairement à Baumont et Renouvin, que le discours de Staline signifie la fin de la recherche de coopération avec l'Ouest. Il y voit plutôt une politique soviétique de la porte ouverte avec l'Allemagne. Ensuite, la garantie à la Pologne viendrait confirmer, aux yeux des dirigeants soviétiques, que la Grande-Bretagne ne désire pas intégrer l'URSS dans la diplomatie européenne. Cela explique, selon l'auteur, que, deux semaines plus tard, le 17 avril, il se serait amorcé un rapprochement germano-soviétique. Cette approche, bien qu'elle soit faite hors des canaux traditionnels, est rapidement suivie par « an exchange of public gestures ».⁴⁶ Le 28 avril, Hitler prononce un discours dans lequel il s'abstient de tous commentaires négatifs sur l'Union soviétique. Cette « réponse » positive aux discussions informelles du 17 avril est rapidement suivie par le renvoi de Litvinov à titre de commissaire du peuple aux Affaires étrangères le 3 mai 1939. Toutefois, Carr s'écarte une nouvelle fois de l'école « allemande » dans son interprétation de la démission forcée du 3 mai.

⁴³« E.H. Carr. A British political scientist », *Encyclopedia Britannica* [En ligne], <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/96827/EH-Carr> (page consultée le 05/03/15).

⁴⁴ Edward H. Carr, *German-Soviet Relations between the two World Wars, 1919-1939*, Baltimore, John Hopkins Press, 1951, p. 126.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 127.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 129.

« Litvinov had been closely associated with the policy of collective security and was a Jew. The sudden decision, as officials correctly proclaimed, did not in itself herald a change of policy. Since Stalin's speech of March 10th, 1939, had made clear that two options were open, the presence at the head of Narkomindel of a commissar so publicly and conspicuously committed to one of them had become an anomaly; in this sense the change was a gesture of friendliness to Germany. »⁴⁷

Il concède que c'est un geste d'ouverture envers l'Allemagne, mais il soutient que même après le 3 mai, il n'y a pas qu'une seule politique envisagée par les dirigeants de l'URSS. La décision soviétique, d'opter pour une entente avec l'Allemagne aurait plutôt été prise au cours de l'été, alors que « the race between the two bidders for Soviet friendship had become uneven; the impression could not be avoided at Moscow that one side [Allemagne] was trying very hard and the other side [France et Grande-Bretagne] not trying at all. »⁴⁸

Alors que la thèse de Churchill est généralement associée à l'école de pensée « allemande », la thèse de Carr est définitivement liée à celle de la *realpolitik*.

« The essential aim of Soviet foreign policy at this time was to avoid isolation: an understanding with one or other of the rival capitalist groups was a condition of Soviet security. By August 1939 the Soviet leaders had finally convinced themselves that the Chamberlain government, whose attitude dominated that of France, was irrevocably opposed to effective co-operation with Soviet Russia. »⁴⁹

Ce qui frappe dans cette citation, c'est que déjà en 1951, il se trouve en Occident un historien qui soutient une thèse qui ne place pas l'URSS en porte à faux. On comprend bien ici que, selon Carr, l'Union soviétique désirait une entente avec l'Ouest, mais devant l'incapacité britannique à soumettre une entente satisfaisante pour la sécurité soviétique, les dirigeants choisissent la meilleure offre disponible.

« It was not till the end of July that the ice began to melt; and this was plainly connected on the Soviet side with the deadlock in the political negotiations with Britain and France and the visit to London of a German economic commission headed by Wohltat. On July 22 it was announced that Soviet-German trade negotiations had been resumed

⁴⁷ *Ibid.*, p. 129-130. Narkomindel : Commissariat du peuple pour les Affaires étrangères.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 133.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 135.

in Berlin. The Germans now decided to speak more frankly, but through an informal channel. »⁵⁰

Cette école de pensée, il faut en convenir, est marginale avant 1961. Mais, elle n'obtient pas toujours sa juste place dans les bilans historiographiques concernant les décennies 1970-1980, alors qu'elle est soutenue par un nombre considérable d'historiens occidentaux, et ce, en pleine Guerre froide.

A.J.P. Taylor : l'apparition de l'école de pensée de la sécurité collective en Occident

Nous proposons d'amorcer l'analyse de la période étudiée (1961-2011) par un ouvrage majeur, *The Origins of the Second World War* d'Alan John Percivale Taylor (1906-1990) qui est constamment cité tout au long du débat historiographique de 1961 à 2011 et qui représente très bien la période d'étude 1961-1974. Taylor était un historien et journaliste anglais spécialiste de l'histoire diplomatique européenne des 19^e et 20^e siècles. Durant l'ensemble de sa carrière, il a été reconnu pour ses positions controversées. Toutefois, son ouvrage qui a eu le plus d'influence est sans aucun doute celui sur les origines de la Deuxième Guerre mondiale. Il y avance, entre autres, qu'Hitler « exploited events far more than he followed precise and coherent plans »⁵¹, et que le rôle de l'Union soviétique dans l'origine de la guerre relève surtout de la « haphazard and accidental nature of much of Soviet policy and action ».⁵² Et, contrairement aux ouvrages parus depuis la Seconde Guerre mondiale, il se garde de critiquer trop ouvertement l'*appeasement* des gouvernements anglais et français. Geoffrey Roberts écrit en 1995 :

« For more than 30 years historical debate on outbreak of the Second World War has centred on one book : A.J.P. Taylor's *The Origins of the Second World War*. In the various controversies generated by the *Origins* attention has focused mainly on Taylor's depiction of Hitler as a tactical improviser in foreign policy rather a fanatical ideologist

⁵⁰ *Ibid.*, p. 132.

⁵¹ Taylor, *op. cit.*, Second thoughts, non paginé.

⁵² Geoffrey Roberts, *The Soviet Union and the origins of the Second World War : Russo-German relations and the road to war, 1933-1941*, New York, St. Martin's Press, 1995, p. 8.

bent on war, and on his sympathetic treatment of British and French appeasement of Germany. »⁵³

Ainsi, l'analyse de Taylor sur les causes de la Deuxième Guerre mondiale est innovatrice en Occident et modifie considérablement le débat historiographique des causes de la Deuxième Guerre mondiale.

Dans son ouvrage, Taylor accorde beaucoup d'importance aux causes immédiates de la Seconde Guerre mondiale, ce qui restera un élément important du débat durant l'ensemble de la période de la Guerre froide. Il est donc indéniable pour lui que les pourparlers anglo-franco-soviétiques de 1939 jouent un rôle primordial dans les causes de la guerre. Là où Taylor se démarque le plus de la thèse de Churchill, c'est lorsqu'il affirme que l'Union soviétique a tenté jusqu'en août de s'entendre avec la France et la Grande-Bretagne. Selon lui, le renvoi de Litvinov ne signifie pas un changement dans la politique étrangère soviétique et n'explique donc pas l'échec des négociations tripartites. Jusqu'ici sa thèse peut ressembler à celle de Carr, toutefois il ne croit pas que l'URSS ait joué double jeu avec l'Allemagne; Staline avait la conviction que les pays de l'ouest auraient le sentiment que l'entente pouvait leur glisser entre les mains et feraient davantage de concessions à l'Union Soviétique.⁵⁴

Ainsi, la politique soviétique, entre mars et août 1939, est d'obtenir une alliance avec l'Ouest. Mais, elle doit démontrer avec fermeté son intention de défendre le *statu quo* en Europe. Devant l'incapacité à produire une entente politique satisfaisante pour les deux camps, les Soviétiques proposent des discussions militaires en espérant que les litiges politiques se régleront d'eux-mêmes, mais encore une fois, ce sera un échec. Carley résume très bien la pensée de l'historien britannique : « Taylor conclut que l'Ouest ne laissa pas d'autre choix au gouvernement soviétique que de conclure le pacte de non-agression avec

⁵³ *Ibid.*, p. 1.

⁵⁴ Taylor, *op. cit.*, p. 214.

Hitler. »⁵⁵ Il estime donc que le Pacte Molotov-Ribbentrop est une conséquence de l'échec des négociations tripartites et non la cause.

Ainsi, avec Taylor en 1961, les trois écoles de pensée sur l'échec des négociations tripartites en Grande-Bretagne et en France sont implantées. Dorénavant, celles-ci vont interagir entre elles et faire évoluer le débat dans une joute intellectuelle beaucoup moins politisée qu'on pourrait le penser.

⁵⁵ Carley, *op. cit.*, p. 14.

Chapitre premier. 1961-1974, Taylor provoque une modification majeure dans le débat

En analysant les réponses que les historiens ont apportées aux questions que nous avons définies dans notre problématique, nous allons établir quels ont été les courants d'idées dominants et quels étaient leurs arguments durant la période de 1961 à 1974. Celle-ci est marquée par la publication de l'ouvrage d'A.J.P. Taylor, qui soutient une thèse nouvelle en Occident, rendant le débat plus diversifié en France et en Grande-Bretagne. En fait, à cette époque, les historiens se retrouvent plutôt divisés entre les trois écoles de pensée. Alors que l'analyse que fait Georges Bonnet appuie la thèse de Taylor et de la sécurité collective, Jean-Baptiste Duroselle et Leonard Mosley alimentent la version d'Edward H. Carr et de la *realpolitik*, tandis que Maurice Baumont et D.C. Watt soutiennent l'école « allemande ».

Cette période est de loin celle durant laquelle il y a eu le moins d'ouvrages publiés en lien avec notre problématique entre 1961 et 2011. L'absence de nouveauté dans les sources disponibles explique en partie ce manque d'intérêt. Du côté de l'Allemagne, de la France et de la Grande-Bretagne, les documents disponibles ont déjà été analysés à maintes reprises, puisque, pour la plupart, ils ont été publiés entre 1946 et 1950. Ainsi, lorsque D.C. Watt écrit en 1974, il se base essentiellement sur les mêmes archives que Taylor et les historiens des années 1950. L'avantage de Watt, qui écrit 13 ans après Taylor, se résume à quelques mémoires publiés durant les années 1960, dont celui d'Ivan Maisky, ambassadeur soviétique à Londres. Malgré tout, étudier la politique soviétique durant cette période reste très difficile :

« We do not know what Soviet ambassadors reported to Moscow or whether the Soviet government read their reports. [...] »

Where evidence is lacking historians can only make conjectures from outward appearance - or from their own prejudices. »⁵⁶

Les historiens se contentent donc généralement d'émettre des hypothèses, en évitant les formulations définitives.

L'une des principales préoccupations des historiens était alors d'établir à quel moment la politique étrangère de l'Union Soviétique avait été déviée de son objectif avoué depuis 1934, qui était d'établir une sécurité collective contre toute agression allemande éventuelle. La décision a-t-elle été prise dès le début des négociations anglo-franco-soviétiques ou à la toute fin? Les historiens cherchent aussi à expliquer la nature de la décision soviétique de s'entendre avec l'Allemagne : est-ce la réussite d'une politique pro allemande établie dès le début du printemps 1939, ou un choix logique, imposé par une *realpolitik* effective depuis le début des négociations, ou encore simplement une décision de dernière minute, imposée par l'échec des négociations tripartites? Une autre préoccupation était d'établir si la politique soviétique devait être tenue responsable de l'échec. L'objectif n'était pas de trouver un coupable, alors que tous reconnaissent que les trois pays concernés ont leurs torts, mais bien de déterminer la principale cause de l'échec des négociations : est-ce la politique soviétique ou bien celle de l'Entente qui doit d'abord être mise en cause?

I. À quand remonte la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne?

Il y a deux explications avancées quant au moment de la décision soviétique de rechercher d'abord une alliance avec l'Allemagne. La première, la plus répandue durant la période 1945-1960, est celle d'une décision précoce. Maurice Baumont et D.C. Watt, qui écrivent respectivement en 1969 et 1974, ne situent pas la date de la décision soviétique au même moment, mais s'entendent

⁵⁶ Taylor, *op. cit.*, p.230.

sur le fait qu'elle est prise bien avant la signature du Pacte germano-soviétique. Selon Baumont, tout comme il l'indiquait dans son précédent ouvrage publié dans les années 1950, c'est le discours de Staline au Congrès du Parti communiste qui annonce l'abandon de la politique de sécurité collective et l'avènement de la politique d'accommodement avec l'Allemagne. Il s'appuie d'ailleurs sur un commentaire du dirigeant soviétique au ministre des Affaires étrangères allemand à l'occasion de la signature du Pacte germano-soviétique, le 23 août 1939 : « Staline déclarera à Ribbentrop qu'il a prononcé son discours du 10 mars pour bien marquer sa volonté de rapprochement avec l'Allemagne : elle l'a compris. »⁵⁷ Ainsi, dans la logique de Baumont, le remplacement du 3 mai du commissaire aux Affaires étrangères Maxim Litvinov, un juif, par Molotov, connu pour ses tendances pro allemandes, illustre bien le glissement qui s'est opéré dans la politique étrangère soviétique.⁵⁸

De son côté, D.C. Watt ne croit pas que la décision ait été prise au moment du discours de Staline du 10 mars. Il se base plutôt sur le mouvement de personnel au mois d'avril qui est ensuite suivi d'une recrudescence des relations germano-soviétiques pour appuyer sa thèse.

« It must have been in that last fortnight of April that the Soviet decision was taken. Ivan Maisky, the Soviet Ambassador in London, had been recalled to Moscow on 15 April. Alexei Merekalov was recalled on 19 April. [...] Litvinov's dismissal and Molotov's accession were followed by a series of visits to the German Foreign Ministry by Georgi Astakhov on 5 May and 9 May [...] and then again on 17 May for a further conversation with Schnurre. The Soviet decision had clearly been taken. »⁵⁹

Il affirme ainsi que le tournant dans la politique soviétique se fait durant la deuxième moitié du mois d'avril 1939. Dans cette optique, Watt et Baumont remettent très certainement en doute la nature des négociations tripartites, du point de vue soviétique.

⁵⁷ Maurice Baumont, *Les origines de la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Payot, 1969, p. 333.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 333.

⁵⁹ D.C. Watt, « The Initiation of the Negotiations Leading to the Nazi-Soviet Pact : A Historical Problem » dans Chimen Abramsky, *Essays in Honour of E. H. Carr*, London, Macmillan, 1974, p. 164. Alexei Merekalov : ambassadeur soviétique à Berlin, Georgi Astakhov : chargé d'affaires soviétique à Berlin; Karl Schnurre : conseiller commercial allemand.

Les tenants des deux autres écoles ne sont pourtant pas d'accord avec cette thèse, ils appuient plutôt l'idée d'une décision tardive. Pour A.J.P. Taylor, l'URSS recherche une entente avec l'Ouest jusqu'au moment où elle est convaincue que les Français et les Britanniques les mènent en bateau et qu'ils tentent de provoquer une guerre entre Soviétiques et nazis. Selon lui, c'est vers la fin de juillet que la décision est donc prise.⁶⁰ De son côté, l'historien français Jean-Baptiste Duroselle écrit, dans une section intitulée « *Les hésitations de l'U.R.S.S.* » :

« La perspective d'une guerre à propos de Dantzig rendait particulièrement importante la collaboration avec l'U.R.S.S. Il n'est pas étonnant que les Démocraties occidentales et l'Allemagne hitlérienne, aient cherché à la ranger dans leurs camps respectifs. Jusqu'au mois d'août, le choix de l'U.R.S.S n'est sans doute pas fait. »⁶¹

Il repousse donc encore un peu plus loin la décision soviétique de rechercher une entente avec l'Allemagne. Cette version est aussi appuyée par Georges Bonnet. Selon lui, l'accord politique est acquis vers la fin de juillet, mais la rupture arrive au mois d'août lorsque les Polonais refusent catégoriquement de laisser passer les troupes soviétiques. C'est alors que Staline se tourne vers Hitler.⁶² De son côté, Leonard Mosley appuie aussi la version d'une décision tardive. Selon lui, c'est à la réunion du Politburo⁶³ du 14 août que la balance penche en faveur de l'Allemagne, après que le maréchal Clément Vorochilov, qui menait les discussions militaires pour l'URSS avec les délégations françaises et britanniques, ait rapporté que l'Ouest n'envisageait pas sérieusement de conclure une entente pour l'instant.⁶⁴

« It was time the game was halted. Let the democracies take the consequences of their deception; they had asked for them long enough. The U.S.S.R. should begin political negotiations with the

⁶⁰ Taylor, *op. cit.*, p. 240.

⁶¹ Jean-Baptiste Duroselle, *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*, Paris, Dalloz, 1971 [1953] p. 235.

⁶² Georges Bonnet, *De Munich à la guerre*, Paris, Plon, 1967, p. 366 et 373.

⁶³ Politburo : « the supreme policy-making body of the Communist Party of the Soviet Union ». « Politburo », *Encyclopedia Britannica* [En ligne], <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/467548/Politburo> (page consultée le 03/06/15).

⁶⁴ Mosley, *op. cit.*, p. 336.

Reich, and Stalin indicated that Molotov should let the Germans know. »⁶⁵

Ainsi, ce qui ressort de l'analyse des écrits des principaux historiens franco-britanniques entre 1961 et 1974, c'est que, déjà, les tenants de la théorie d'une décision tardive sont présents dans une plus grande proportion dans ces deux pays que ce que Geoffrey Roberts laisse entendre pour l'ensemble de l'Occident⁶⁶. Évidemment, cela ne saurait être suffisant pour démontrer que l'interprétation de la politique étrangère soviétique n'était pas influencée par un discours politique ou par la Guerre froide. Toutefois, il reste que l'idée selon laquelle l'URSS avait pris sa décision de s'entendre avec l'Allemagne dès le début des négociations anglo-franco-soviétiques n'est plus considérée comme la plus plausible par une large part d'historiens franco-britanniques suite à la publication de l'ouvrage de Taylor au début des années 1960.

II. La perception de la nature de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites

C'est dans leur perception de la politique étrangère soviétique que les trois écoles de pensée se distinguent le plus. En proposant que la décision soviétique de rechercher en premier lieu une entente avec l'Allemagne ait été prise avant que les discussions anglo-franco-soviétiques aient été sérieusement engagées, l'école « allemande » véhicule, effectivement, l'idée d'un Staline qui a « trompé » les pays occidentaux.

« Négociant des deux côtés à la fois, Staline est maître de la partie. Il se couvre en s'entretenant avec Londres; il cultive les ouvertures allemandes. »⁶⁷

⁶⁵ *Ibid.*, p. 336.

⁶⁶ Roberts, « The Soviet Decision... », *loc. cit.*, p. 58

⁶⁷ Baumont, *Les origines...*, *op. cit.*, p. 336.

Selon Maurice Baumont, ancien membre du secrétariat de la Société des Nations entre 1919 et 1939⁶⁸, l'offre soviétique aux Allemands devient plus concrète le 20 mai 1939, alors que Molotov propose à Schulenberg, l'ambassadeur allemand à Moscou, « de lier des négociations politiques aux négociations économiques. »⁶⁹ Devant cette proposition, les Allemands, doutant de la sincérité de la proposition soviétique, demandent des explications. Selon lui, à la fin mai, les conversations sont engagées entre les deux pays. Les Soviétiques se permettent même d'insister le 28 juin, alors que Molotov déclare à Schulenberg « qu'une normalisation des relations germano-soviétique est "désirable et possible". »⁷⁰ Il présente ainsi les Soviétiques comme étant décidés et en attente d'une décision allemande. On comprend, implicitement, que, selon Baumont, si les Allemands n'avaient pas hésité, le Pacte germano-soviétique aurait été conclu plus tôt.⁷¹

D.C. Watt, en 1974, corrobore la version présentée par Baumont. Selon lui, suite au coup de Prague, l'URSS est tentée de continuer sa politique de sécurité collective. Toutefois, la garantie britannique accordée à la Pologne provoque une rupture des relations polono-germaniques et permet la reprise des relations diplomatiques entre Berlin et Moscou.⁷² Il croit, lui aussi, que si le Pacte germano-soviétique n'est pas conclu plus rapidement, c'est, en grande partie, en raison de l'hésitation allemande. Selon lui, Ribbentrop a tenté une dernière fois de solidifier les relations de Berlin avec Rome et Tokyo et ce ne serait qu'à la suite de cet échec qu'il accepte, à partir de juillet, d'envisager une alliance avec l'ennemi juré des nazis.⁷³

Avec Baumont et Watt, il est effectivement difficile de nier qu'on présente Staline comme « perfide », puisque la conclusion du Pacte Molotov-Ribbentrop est vue comme l'aboutissement d'une politique soviétique poursuivie

⁶⁸ « Maurice Baumont », *Cormoria*, *op. cit.*, [En ligne].

⁶⁹ *Ibid.*, p. 333.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 334.

⁷¹ *Ibid.*, p. 333 à 338.

⁷² Watt, *loc. cit.*, p. 160 à 164.

⁷³ *Ibid.*, p. 164-65.

depuis plusieurs mois. Toutefois, la véritable question demeure : est-ce que cette vision est dominante en Grande-Bretagne et en France entre 1961 et 1974?

Avec Taylor, la sincérité des Soviétiques n'est pas remise en doute. Il croit que l'URSS recherchait avant tout la sécurité en Europe et que, de toute façon, ses dirigeants n'avaient pas plus confiance en Hitler qu'en les chefs des gouvernements britannique et français, Neville Chamberlain et Édouard Daladier.⁷⁴

« Alliance with the Western Powers seemed the safer course, so long as it brought increased security for Soviet Russia and not merely increased obligation to support an unwilling Poland. Lacking direct evidence to the contrary - indeed lacking any such evidence on Soviet policy - we may safely guess that the Soviet government turned to Germany only when this alliance proved impossible. »⁷⁵

Dans cet extrait, Taylor ne présente pas Staline comme « perfide », mais bien comme « contraint » à se tourner vers l'Allemagne en raison de l'échec des négociations avec la Grande-Bretagne et la France.

Pour en arriver à cette conclusion différente, il est évident qu'il faut recourir à une autre interprétation de la signification des événements. Par exemple, Taylor explique pourquoi il ne croit pas que le remplacement de Litvinov ait été un signe de rupture dans la politique étrangère soviétique, ce que suggèrent Baumont et Watt. Il affirme dans *The Origins of the Second World War* que le renvoi du commissaire du peuple aux Affaires étrangères le 3 mai 1939 est plutôt un signe que ce poste prend de l'importance pour l'Union soviétique. Effectivement, Molotov étant l'homme de confiance de Staline, sa nomination assurait un meilleur contrôle de la politique extérieure. En plaçant son meilleur atout dans cette position stratégique, le secrétaire général du Parti communiste croyait pouvoir soutirer la meilleure entente possible à l'Ouest⁷⁶, puisque, contrairement à Litvinov, Molotov n'avait pas la réputation d'être favorable au

⁷⁴ Taylor, *op. cit.*, p. 241.

⁷⁵ *Ibid.*, p. 241.

⁷⁶ *Ibid.*, 233.

concept de la sécurité collective, ce qui allait obliger l'Ouest à respecter davantage l'Union soviétique.⁷⁷

Georges Bonnet ne croit pas, lui non plus, que le renvoi de Litvinov démontre une rupture dans la politique soviétique. Selon lui, le chargé d'affaires soviétique à Berlin, Georgi Astakhov, aurait signifié à Robert Coulondre, ambassadeur français à Berlin, qu'un conflit de personnalités existait entre Staline et le commissaire aux Affaires étrangères. Ainsi, son départ était prévisible depuis plusieurs mois. Litvinov aurait été trop rigide dans sa vision de la sécurité collective, en plus d'entretenir une hostilité envers les Polonais, qui était bien connue dans le milieu.⁷⁸ « Avec Molotov, membre du Politburo, dépositaire de la pensée de Staline, la politique extérieure soviétique ne pourra que gagner en clarté et en précision ».⁷⁹

L'interprétation des initiatives ayant mené à l'entente germano-soviétique est un autre point qui ne fait pas l'unanimité. Taylor ne croit pas, contrairement à Baumont et Watt, que ce sont les Allemands qui hésitent, mais bien les Soviétiques. Selon lui, les nazis tentent de profiter de la situation puisque : « From the moment that Poland became the immediate target of German hostility, Soviet Russia was automatically transformed for Germany into a possible neutral, or perhaps even an ally. »⁸⁰ Alors, l'Allemagne, cherchant à éviter qu'une puissance étrangère ne vienne défendre la Pologne, laisse savoir qu'un rapprochement avec l'Union soviétique pourrait être le bienvenu. Toutefois, les Soviétiques ne se montrent pas intéressés, pour l'instant.⁸¹

Encore une fois, cette version est appuyée par Georges Bonnet. L'ancien ministre des Affaires étrangères français affirme que l'historique des négociations ne concorde pas avec la version avancée par l'école « allemande ».

⁷⁷ *Ibid.*, p. 214.

⁷⁸ Robert Coulondre dans Bonnet, *op. cit.*, p. 345

⁷⁹ *Ibid.*, p. 345.

⁸⁰ Taylor, *op. cit.*, p. 223.

⁸¹ *Ibid.*, p. 224.

« Comment nous ferait-on croire que la Russie, cruellement déçue par les accords de Munich, s'était détachée de la France et de l'Angleterre et désintéressée des affaires d'Europe à partir d'octobre 1938, lorsque nous la voyons au contraire, pendant toute l'année 1939, poursuivre avec nous de longs et difficiles pourparlers? Elle accepte de signer, on l'a vu, en mars 1939 avec la France, l'Angleterre, la Pologne, une déclaration commune contre l'agression; elle commence en avril 1939 les négociations relatives à la sécurité de l'Est européen, et elle se déclare prête à conclure immédiatement un accord d'assistance anglo-franco-russe en juin 1939. »⁸²

Cette citation démontre que, selon Bonnet, l'*appeasement* de 1938 n'aurait pas eu pour effet de repousser l'URSS vers l'Allemagne, comme Churchill l'a affirmé dans *The Gathering Storm*. Mais, surtout, elle démontre que, selon lui, la sincérité soviétique durant les négociations ne peut être remise en doute. Le premier objectif de l'Union soviétique en 1939 était d'éviter une guerre avec l'Allemagne. Ce n'est que lorsqu'elle comprend que la Pologne n'acceptera pas le passage des troupes soviétiques sur son territoire en août 1939 que, brusquement, le réalisme prend le dessus et que l'offre allemande devient intéressante.⁸³

Michael J. Carley faisait remarquer dans son ouvrage, en 1999, que le Pacte Molotov-Ribbentrop, remis dans le contexte de l'été 1939, était de la *realpolitik* : « cela semblait être le seul moyen d'assurer la sécurité, au moins à court terme, de l'URSS. » Il faisait aussi remarquer que les « révisionnistes », qui soutiennent que l'*appeasement* était de la *realpolitik*, devraient se réjouir, dans ce cas, de son équivalent soviétique.⁸⁴ Il se trouve qu'en 1967, Georges Bonnet faisait une analyse semblable. Il ne nie pas que l'URSS souhaite une révision du Traité de Versailles, mais il refuse de voir dans la décision soviétique de s'entendre avec l'Allemagne un désir d'expansion impériale injustifiable. En replaçant le concept de sécurité au centre des préoccupations soviétiques, il y voit plutôt une politique guidée par la prudence et la prévoyance.⁸⁵

« son gouvernement prend des dispositions pour que les hostilités se déroulent le plus loin possible de sa capitale. Il se préoccupe donc de

⁸² Bonnet, *op. cit.*, p. 373.

⁸³ *Ibid.*, p. 374-375.

⁸⁴ Carley, *op. cit.*, p. 15.

⁸⁵ Bonnet, *op. cit.*, p. 374 à 376.

reprendre les provinces qui lui ont été enlevées en 1920 [...] Et c'est sans doute parce qu'il aura ainsi reculé le point de départ de l'offensive de Hitler de juin 1941, qu'il évitera alors la prise de Moscou et de Leningrad par les Allemands. »⁸⁶

Dire qu'il s'en réjouit serait exagéré, mais il faut tout de même souligner que, pour un contemporain impliqué directement dans les événements, il fait preuve d'une grande lucidité. Ainsi, pour Bonnet, lorsque l'URSS comprend que l'entente avec l'Ouest n'aura pas lieu, elle fait preuve de réalisme politique. Dans sa vision, il n'y a donc pas de Staline qui trahit les pays occidentaux, mais seulement un dirigeant qui, devant l'impasse des négociations tripartites, choisit d'assurer la sécurité de son pays, du moins à court terme.

Jean-Baptiste Duroselle et Leonard Mosley tiennent des positions qui se retrouvent à mi-chemin entre celles de Watt et Taylor. Même s'ils soutiennent que la décision soviétique de s'entendre à l'Allemagne est intervenue à la toute fin des négociations anglo-franco-soviétiques, ils croient que, dès le mois de mars, l'URSS s'engage dans « deux négociations parallèles. »⁸⁷ Dans cette optique, l'historien français soutient que ce sont les Soviétiques qui font les premiers pas.

« Tout porte à croire que l'initiative d'un rapprochement entre l'Allemagne et l'U.R.S.S. vint de ce dernier pays et que la nomination de Molotov, le 3 mai, au poste de commissaire du peuple aux Affaires étrangères avait pour but d'éliminer les obstacles que la personnalité de Litvinov pouvait opposer à un tel rapprochement. »⁸⁸

Sur le renvoi de Litvinov, Duroselle ajoute que, malgré les déclarations officielles, la situation est « unanimement interprété[e] comme l'indice d'un changement possible de la politique soviétique ».⁸⁹ Cela ne manque pas de rappeler que Georges Bonnet citait le chargé d'affaires soviétiques à Berlin, par l'entremise de Robert Coulondre, pour affirmer que le congédiement du commissaire aux Affaires étrangères ne signifiait pas un changement de politique. Toutefois, même si Duroselle concède que le rapprochement est initié par les

⁸⁶ *Ibid.*, p. 374.

⁸⁷ Duroselle, *op. cit.*, p. 235; Mosley, *op. cit.*, p. 245 à 247.

⁸⁸ Duroselle, *op. cit.*, p. 239.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 236.

Soviétiques, il croit que « l'U.R.S.S. paraissait s'orienter du côté des Démocraties »⁹⁰ dès le début des négociations et que la décision allemande est prise à la fin mai. Selon lui, c'est plutôt Molotov qui reste vague et non Schulenberg, à la fin du mois de juin, contredisant ainsi la version de Maurice Baumont. De plus, selon Duroselle, le 26 juillet, Schnurre présente à Astakhov un plan afin d'améliorer les relations germano-soviétiques, alors que ce dernier concède qu'il y a un intérêt soviétique, il rappelle que le tout doit être fait de façon progressive. Puis, suite à l'accord politique anglo-franco-soviétique à la fin de juillet et à l'annonce de discussions militaires prochaines, les Allemands seraient revenus à la charge lorsque Schulenberg va à la rencontre de Molotov le 4 août. Par la suite, les Allemands forcent la conclusion rapide de l'entente en raison du délai imposé par la décision d'Hitler d'attaquer la Pologne prochainement.⁹¹

De son côté, Leonard Mosley s'en tient à la version d'une Allemagne hésitante à se lancer dans un véritable rapprochement avec l'Union soviétique, ce qui ne l'empêche pas de croire que les dirigeants soviétiques aussi hésitaient.

« For the moment the Soviet government were not anxious to show their hand in the great poker game which was now beginning, and their reluctance was undoubtedly due to the fact that they were still not sure whether the cards they held would win. [...] From the Kremlin, Stalin and his Politburo looked westward suspiciously; they knew they could trust neither side. They feared that at any moment the procrastinating representatives of democracies and the tempting talkers in Berlin would reveal themselves as tricksters, and turn to each other once again as they had at Munich, leaving the Russians more isolated than ever. It was time for caution. »⁹²

Ainsi, les dirigeants soviétiques étant indécis et méfiants conservent les deux options ouvertes. C'est dans cette optique que Staline décide de prendre l'initiative d'approcher l'Allemagne à la mi-juillet, « if only to put pressure on the British and French. »⁹³ C'est donc aux termes de quelques mois de *realpolitik*, durant lesquels deux options ont été explorées, qu'un choix s'impose. Face à

⁹⁰ *Ibid.*, p. 235.

⁹¹ *Ibid.*, p. 240-241.

⁹² Mosley, *op. cit.*, p. 288.

⁹³ *Ibid.*, p. 288.

l'empressement allemand jumelé à l'inertie des pays occidentaux dans les négociations militaires et au refus polonais de laisser passer les troupes de l'Armée rouge sur son territoire⁹⁴, les dirigeants soviétiques prennent la décision qu'ils jugent la meilleure pour leur pays : « Schnurre montra que l'Allemagne pouvait offrir à l'U.R.S.S. beaucoup plus d'avantages que l'Angleterre. »⁹⁵ Encore une fois, on présente la politique de Staline comme tout d'abord orientée vers l'Ouest, mais qui se doit de faire un choix logique pour assurer le meilleur intérêt de son pays.

Lorsqu'on prend le portrait global que l'ensemble des historiens franco-britanniques dessine de la nature de la politique étrangère soviétique entre 1961 et 1974, on comprend rapidement qu'il est encore flou et que beaucoup de travail reste à faire. Malgré cela, il est possible d'identifier que pour la majorité des auteurs, et pour deux écoles de pensée sur trois, les Soviétiques n'optent pas pour une politique unique de recherche d'alliance avec l'Allemagne dès le début du printemps 1939. Pour ces historiens, Staline et Molotov recherchent en premier lieu une entente avec la Grande-Bretagne et la France durant les négociations, et ce, même si certains croient qu'ils négociaient effectivement avec les Allemands durant cette même période. Dans les deux cas, ces écoles de pensée attribuent la décision soviétique en faveur de l'Allemagne au réalisme politique devant l'échec des négociations tripartites et non pas à une politique préétablie et poursuivie de façon à « tromper » les Puissances de l'ouest.

III. La responsabilité principale de l'échec des négociations tripartites : la politique étrangère soviétique?

Dans le cas de D.C. Watt et Maurice Baumont, nous avons vu qu'ils affirment que l'accord germano-soviétique est la conclusion d'une politique

⁹⁴ Duroselle, *op. cit.*, p. 237-38.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 240.

menée par les dirigeants soviétiques depuis déjà plusieurs mois. L'historien britannique n'aborde pas la question de la responsabilité de l'échec dans son court article, alors que, du côté de l'historien français, on comprend que les Soviétiques doivent être tenus responsables, puisqu'ils ont négocié uniquement pour se couvrir d'une entente germano-britannique.

La position de Taylor, Mosley, Duroselle et Bonnet, qui affirment que l'URSS recherchait en premier lieu une entente avec l'Ouest au moins jusqu'en juillet, ne signifie pas nécessairement que la faute de l'échec revient à la Grande-Bretagne et à la France. Il serait donc possible que, malgré tout, la politique soviétique ait provoqué l'échec des négociations, aux yeux des historiens franco-britanniques. Nous allons donc explorer ce que ceux-ci ont perçu comme étant l'élément principal de l'échec des négociations, afin d'établir si la tendance majoritaire présente dans les années 1950, selon laquelle l'Union soviétique était en grande partie responsable de l'échec, a persisté.

Pour A.J.P. Taylor, qui soutient que l'URSS a dû improviser au mois d'août son entente avec l'Allemagne, l'élément principal de l'échec ne se trouve pas dans la politique étrangère soviétique.

« The Soviet apprehensions of a European alliance against Russia were exaggerated though not groundless. But quite apart from this – given the Polish refusal of Soviet aid, given too the British policy of drawing out negotiations in Moscow without seriously striving for a conclusion -- neutrality, with or without a formal pact, was the most that Soviet diplomacy could attain »⁹⁶

Selon lui, c'est la politique britannique qui doit être pointée du doigt, à commencer par la garantie accordée à la Pologne le 31 mars 1939, qui a eu un impact majeur sur le déroulement des négociations. C'est un « chèque en blanc » donné à Beck, ministre des Affaires étrangères polonais, et, en plus, ils n'ont exigé aucune concession en retour.

⁹⁶ Taylor, *op. cit.*, p. 263

« the Poles alone were to judge whether it should be called upon. The British could no longer press for concessions over Danzig; equally they could no longer urge Poland to co-operate with Soviet Russia. »⁹⁷

Lorsque la Pologne se montre intransigeante quant à la question d'élargir le traité à la Roumanie et à l'URSS, les Britanniques prennent alors conscience du droit de veto qu'ils viennent de donner aux Polonais sur leurs propres négociations avec les Soviétiques, puisque ceux-ci exigent un droit de passage sur le territoire de la Pologne. Paradoxalement, avec l'entente anglo-polonaise, l'aide soviétique devient encore plus impérative, puisque la position géographique de la Grande-Bretagne n'est pas optimale pour venir en aide à la Pologne en cas d'attaque allemande. C'est donc en raison de ce « chèque en blanc » que la Grande-Bretagne et la France ne pourront accepter que les troupes soviétiques passent sur le territoire de la Pologne et c'est pourquoi Taylor affirme que l'Ouest ne laissa pas d'autre choix à l'URSS.⁹⁸

« The unthinking guarantee to the Poles which Chamberlain had given so readily earlier in the year to show Hitler and the British public that he meant business was now going to drag his country into war. »⁹⁹

Cette citation, tirée de l'ouvrage de Leonard Mosley, ne laisse aucun doute sur le fait qu'il est d'accord avec la version de Taylor, quant à la responsabilité de l'échec. Il va même jusqu'à affirmer que Neville Chamberlain ne désirait pas d'une entente avec l'Union soviétique.¹⁰⁰ La position de Taylor est aussi soutenue par Martin Gilbert et Richard Gott dans *The Appeasers*, publié en 1963. Ces derniers affirment que Chamberlain réalise, après les rencontres avec Beck au début d'avril, qu'il s'est mis dans l'eau chaude en donnant une garantie à la Pologne sans avoir préalablement exigé des concessions. La Grande-Bretagne se retrouve donc en mauvaise posture, puisqu'elle a déjà publicisé sa garantie. Elle ne peut pas la renier sans montrer des signes de faiblesse et essuyer les critiques

⁹⁷ *Ibid.*, p. 211.

⁹⁸ Carley, *op. cit.*, p. 14.

⁹⁹ Mosley, p. 386.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 270.

de l'opinion publique; mais, en maintenant cette garantie, il n'y a plus de possibilités d'entente entre la Pologne, la Roumanie et l'Union Soviétique.¹⁰¹ De plus, ils remettent en doute la volonté britannique de s'entendre avec Staline lorsqu'ils abordent le problème du passage des troupes soviétiques en Pologne.

« Bonnet still hoped to change Beck's firmness. He thought it would be possible to refuse to sign an Anglo-Polish Treaty until Poland agreed to the passage of Soviet troops. The British, unwilling to be committed to a Soviet alliance, would not put undue pressure on Poland. »¹⁰²

Ainsi, Gilbert et Gott en arrivent aussi à croire que l'obstination des Anglais à respecter la souveraineté polonaise mènera à l'échec des négociations : « Denied a democratic ally, Stalin accepted a totalitarian one. »¹⁰³ Que ce soit Taylor, Mosley ou Gilbert et Gott, ils en viennent tous à reprocher aux dirigeants britanniques de n'avoir pu abandonner complètement l'*appeasement*, qui a causé l'échec des négociations tripartites.¹⁰⁴

Georges Bonnet, qui était un acteur important des événements du côté français, ne soutient toutefois pas que l'*appeasement* ait de lien avec l'échec des négociations. Il affirme même que « ce n'est nullement la participation anglaise à notre négociation qui amena l'échec des pourparlers ». ¹⁰⁵ Seul le refus de coopérer des Polonais doit être reconnu comme étant responsable de l'échec des négociations, puisque c'est la seule condition essentielle qui n'avait pas été réglée entre les deux camps. Si nous pouvions souligner la lucidité de son analyse de la politique étrangère soviétique, son argumentation quant à l'échec des pourparlers est plutôt faible, puisqu'il rejette simplement la faute sur un pays qui ne participait pas aux discussions.

¹⁰¹ Gilbert et Gott, *op. cit.*, p. 239.

¹⁰² *Ibid.*, p. 257.

¹⁰³ *Ibid.*, p. 258.

¹⁰⁴ Mosley, *op. cit.*, p. 261. Gilbert et Gott, *op. cit.*, p.243. Taylor, *op. cit.*, p. 278.

¹⁰⁵ Bonnet, *op. cit.*, p. 366.

Il n'y a donc aucun doute que, pour les écoles de pensée de la sécurité collective et de la *realpolitik*, la principale responsabilité de l'échec ne revient pas à la politique étrangère soviétique. La majorité des historiens soutient même que c'est la politique des Puissances de l'ouest, principalement celle de la Grande-Bretagne, qui doit être mise en cause.

L'analyse de la période de 1961 à 1974 nous permet de faire plusieurs constats. Tout d'abord, il ressort qu'une majorité d'historiens franco-britanniques croit que la décision soviétique de s'entendre avec l'Allemagne plutôt qu'avec la Grande-Bretagne et la France a été prise vers la fin des négociations tripartites. Ensuite, cette même majorité d'historiens perçoit que la ligne directrice de la politique étrangère soviétique, durant la majeure partie des négociations, était une recherche d'alliance avec l'Ouest. Ce même groupe soutient donc que le Pacte germano-soviétique est une conséquence et non une cause de l'échec. Cela nous permet d'affirmer que la version soviétique, selon laquelle l'URSS signe le Pacte Molotov-Ribbentrop « contrainte et forcée » et qu'elle le considère comme « le moindre des deux maux »¹⁰⁶ trouve écho entre 1961 et 1974 en Grande-Bretagne et en France. Quant à la principale cause de l'insuccès des pourparlers anglo-franco-soviétiques, ces mêmes auteurs affirment, principalement, qu'elle a été provoquée par la politique étrangère de l'Entente et aucun de ces historiens ne rejette la faute sur les Soviétiques. Il ressort aussi que deux écoles de pensée sur trois présentent la politique de Staline comme étant réaliste plutôt que perfide. Il est vrai que l'école « allemande » est toujours soutenue, elle fait même un retour en force en 1974 avec D.C. Watt, mais il serait faux de dire qu'elle est majoritaire. La vision dominante de la période 1945-1960 est donc fortement remise en question après la publication de l'ouvrage de Taylor, en 1961.

La thèse de l'historien britannique A.J.P. Taylor ne fait pas pour autant l'unanimité. Une des principales raisons de la controverse causée par son ouvrage est très bien expliquée par Michael J. Carley : « Il n'y avait pas d'archives

¹⁰⁶ Gabriel Gorodetsky dans Carley, *op. cit.*, p. 14.

accessibles pour étayer ses arguments ou pour permettre de les réviser en fonction de ce qui aurait été trouvé.»¹⁰⁷ Cette situation n'était malheureusement pas appelée à changer rapidement dans le contexte de la Guerre froide. Malgré cela, il est possible d'affirmer, qu'entre 1961 et 1974, le débat historiographique sur la perception de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites de mars à août 1939 était beaucoup moins politisé qu'on pourrait le croire a priori. Toutefois, l'article qu'a écrit D.C. Watt en 1974 remet sérieusement en question les thèses de la sécurité collective et de la *realpolitik*; il a donc lieu de se demander si une nouvelle dynamique s'installe dans le débat?

¹⁰⁷ Carley, *op. cit.*, p. 14.

Chapitre 2. 1975-1989, la convergence des idées

« A firm military alliance between France, Britain, and the USSR offered the best, and perhaps the only, chance of confronting Hitler with circumstances in which he would not risk war. The negotiations for such an alliance between April and August 1939 therefore assumed a crucial importance. »¹⁰⁸

Durant la période comprise entre 1975 et 1989, les historiens franco-britanniques s'intéressent beaucoup aux négociations tripartites de 1939. Le contexte dans lequel ils écrivent est sensiblement le même que durant les années 1960. Les sources sont toutefois un peu plus nombreuses, particulièrement à la fin des années 1980, mais le gouvernement soviétique ne permet pas l'accès aux archives sur l'origine du Pacte de non-agression signé avec l'Allemagne le 23 août 1939. Il reste donc difficile, dans ces conditions, d'établir la nature exacte de la politique de Staline entre les mois de mars et août.

Nous avons vu qu'en 1961, A.J.P. Taylor affirme que l'URSS avait poursuivi la politique de sécurité collective jusqu'à la toute fin des négociations, mais nous avons aussi vu qu'en 1974, D.C. Watt contredit fermement la thèse de Taylor et réaffirme les idées de l'école « allemande ». Entre les deux thèses opposées s'était aussi insinuée celle de la *realpolitik*, sans qu'aucune des trois ne se soit réellement imposée. Par contre, durant les quinze dernières années de la Guerre froide, l'école de la *realpolitik* va prendre l'ascendant sur les deux autres. Avant Geoffrey Roberts, en 1989, aucun historien ne se risque à soutenir pleinement l'école de la sécurité collective, alors que seuls deux ouvrages rejoignent les idées de l'école « allemande ». Même D.C. Watt, qui publie en 1989 *How War Came*, semble moins catégorique quant au moment de la décision soviétique de rechercher une entente avec l'Allemagne en priorité. La période de 1975 à 1989 voit les idées des différentes écoles de pensée converger vers le « centre ».

¹⁰⁸ Bell, *op. cit.*, p. 296.

I. À quand remonte la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne?

Nous avons vu que, selon Watt, la décision soviétique de rechercher tout d'abord une alliance avec l'Allemagne est prise durant la deuxième moitié d'avril 1939. Dans un ouvrage majeur qu'il publie en 1989, sa position est sensiblement différente. Il laisse entendre que le processus ayant mené à la décision de modifier la politique étrangère est effectivement entamé en avril, mais que, finalement, la décision aurait été prise à la suite de la nomination de Molotov au poste de commissaire aux Affaires étrangères durant le mois de mai.¹⁰⁹ Dans le chapitre « Decision in May », il affirme que, durant ce mois, l'URSS se montre intéressée à un rapprochement avec l'Allemagne, mais ce n'est qu'à la toute fin du chapitre, alors qu'il vient de relater les événements du 31 mai, qu'il affirme « The long road to the Nazi-Soviet pact of August was now clearly open ».¹¹⁰ Alors que dans son article de 1974, Watt était clair et précis sur le moment de la décision soviétique, il reste beaucoup plus vague dans *How War Came*. Plutôt que d'affirmer clairement qu'à partir de la fin mai la décision est prise, il laisse sous-entendre qu'à compter de ce moment une entente avec l'Allemagne est priorisée, puisque les signaux provenant des nazis semblent finalement positifs, alors que du côté de l'Ouest, aucun développement considérable ne se concrétise.¹¹¹

En 1979, Léon Noël, ambassadeur français en poste à Varsovie en Pologne durant les négociations tripartites de 1939, prend position dans le débat en situant le moment de la décision soviétique de façon précoce. Il n'avance toutefois pas de date précise et n'analyse pas non plus la signification d'événements importants comme le discours de Staline du 10 mars ou bien le renvoi de Litvinov, le 3 mai. Dans une note de bas de page, qui fait au moins une page de longueur, il explique que l'URSS a mené deux négociations parallèles,

¹⁰⁹ D.C. Watt, *How War Came. The Immediate Origins of the Second World War, 1938-1939*, New York, Pantheon Books, 1989, p. 231 à 233.

¹¹⁰ *Ibid.*, p. 254.

¹¹¹ *Ibid.*, p. 254.

« l'une publique, ostentatoire avec les Puissances occidentales, l'autre secrète avec l'Allemagne » et il en conclut que « Tout oblige à penser que l'Union soviétique n'a eu ses pourparlers avec la France et la Grande-Bretagne que pour amener Hitler à conclure un accord qui lui soit aussi favorable que possible. »¹¹² Il laisse donc sous-entendre que la décision soviétique avait été prise dès le début des négociations tripartites. Toutefois, il ne fournit aucune explication sur ce qui lui permet d'en arriver à cette conclusion. Il ne fait aucune référence à une source, à un document ou même à une étude pour appuyer ses arguments. C'est d'ailleurs l'impression générale que laisse l'ouvrage de M. Noël qui présente davantage son opinion que des conclusions basées sur des faits vérifiés.

Ces deux auteurs, Watt et Noël, font figure d'exceptions, alors que la grande majorité des historiens français et britanniques acceptent dorénavant l'essentiel de la position présentée par E.H. Carr en 1951, selon laquelle le discours de Staline du 10 mars et le renvoi de Litvinov le 3 mai ne signifient pas la fin de la recherche de coopération avec la France et la Grande-Bretagne pour l'URSS et que la décision de s'entendre avec l'Allemagne aurait été prise plus tard durant l'été 1939¹¹³. C'est d'ailleurs le cas d'Anthony Read et de David Fisher dans *The Deadly Embrace. Hitler, Stalin and the Nazi-Soviet Pact, 1939-1941*. Dans cet ouvrage, qui a d'ailleurs été critiqué par Geoffrey Roberts pour ne pas avoir consulté les nouvelles sources soviétiques durant les années 1980¹¹⁴, les auteurs affirment que ce n'est seulement qu'à la mi-juin que Staline fait « The first positive move towards a full German-Soviet pact ».¹¹⁵ De plus, selon eux, ce n'est qu'à partir du 5 août que l'URSS considère sérieusement une entente avec l'Allemagne. La raison en serait que c'est à ce moment que l'on apprend la composition officielle des délégations militaires françaises et britanniques qui se

¹¹² Léon Noël, *La guerre de 39 a commencé quatre ans plus tôt*, Paris, France-Empire, 1979, p. 138.

¹¹³ E.H. Carr, *op. cit.*, p. 126 à 135.

¹¹⁴ Geoffrey Roberts, *The Unholy Alliance. Stalin's Pact with Hitler*, London, I.B. Tauris & CO, 1989, p. 5 (note 15 en page 228).

¹¹⁵ Anthony Read et David Fisher. *The Deadly Embrace. Hitler, Stalin and the Nazi-Soviet Pact, 1939-1941*, London, W.W. Norton & Company, 1988, p. 96.

rendront à Moscou et que l'on réalise qu'elles ne contiennent aucune personnalité réellement influente en France ou en Grande-Bretagne.¹¹⁶

De son côté, l'historien britannique Jonathan Haslam écrit en 1984 que c'est à la mi-juillet que l'URSS comprend qu'il ne sortira rien de concret des discussions avec la France et la Grande-Bretagne; c'est pourquoi de nouvelles approches envers l'Allemagne sont faites.

« Clearly Stalin had yet to make up his mind on the line to take. He always had a tendency to drift towards decisions, to allow alternative options to be followed simultaneously, cautiously waiting to see which would bear fruit first before finally making his choice. »¹¹⁷

Dans cette optique, ce n'est que durant le mois d'août, alors que les Allemands sont prêts à faire des compromis, que la décision est prise.¹¹⁸ Un autre historien britannique, Richard Overy, appuie cette position en proposant la date du 12 août comme étant celle de la décision soviétique de s'entendre avec l'Allemagne.¹¹⁹

En France, les historiens Jean-Pierre Azéma et Jean-Baptiste Duroselle appuient la thèse d'une décision tardive de la part des Soviétiques. Pour ceux-ci, la décision ne serait prise qu'autour du 17-18 août et elle aurait été prise en fonction de la meilleure offre.¹²⁰ Ces dates concordent avec la version proposée par Geoffrey Roberts, seul véritable tenant de l'école de la sécurité collective durant cette période : « Moscow finally decided to sign a pact with the Nazis on 19 August 1939. »¹²¹

De cette analyse, il ressort plusieurs éléments. Tout d'abord, aucune date précise ne semble faire consensus; ceux qui en proposent une ne disposent pas de suffisamment de preuves pour convaincre leurs collègues. Cependant, il est

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 169 à 171.

¹¹⁷ Haslam, *op. cit.*, p. 224.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 225 à 227.

¹¹⁹ Richard Overy, *The Road to War*, London, Macmillan, 1989, p. 58.

¹²⁰ Jean-Pierre Azéma, *Nouvelle histoire de la France contemporaine. De Munich à la Libération, 1938-1944*, Paris, Seuil, 1979, p. 38-39. Jean-Baptiste Duroselle, *La décadence, 1932-1939*, Paris, Imprimerie nationale, 1979, p. 433-34.

¹²¹ Roberts, *The Unholy alliance...*, *op. cit.*, p. XIII.

possible d'observer que la tendance générale est d'affirmer que la décision soviétique a été prise après la mi-juillet et fort possiblement en août, donc à la toute fin des négociations. Les conclusions de la majorité des historiens sont donc en continuité avec la période précédente. De plus, on note que seul D.C. Watt adopte les idées de l'école « allemande » de façon à les rendre crédibles. D'ailleurs, ce dernier modifie légèrement sa position en comparaison à la période antérieure, et repousse la décision soviétique de la mi-avril à la fin mai. Il accepte en fin de compte le fait que les Soviétiques ont au moins attendu d'avoir des indices plus concrets de l'ouverture allemande avant de prendre eux-mêmes une décision. Il est évident que l'on s'écarte de l'idée selon laquelle l'URSS avait abandonné la politique de sécurité collective avant même le début des négociations.

Il est à noter que plusieurs historiens ayant écrit sur le sujet choisissent de ne pas tenter de répondre à cette question. C'est le cas, entre autres, d'Anthony P. Adamthwaite, René Girault, William R. Rock, William Carr et P.M.H. Bell. Il est pourtant évident, à la lecture de leur ouvrage respectif, qu'ils endossent la thèse d'une décision tardive par leur interprétation de la nature des négociations tripartites. Il est fort possible qu'ils aient décidé d'éviter la question en raison du manque de sources crédibles et convaincantes.

« As long as the Russian archives remain closed to scholars, any analysis of Stalin's motives in preferring the Germans to the British and French in 1939 can only be speculative. »¹²²

II. La perception de la nature de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites

Durant l'ensemble des négociations politiques anglo-franco-soviétiques, les dirigeants des trois pays s'interrogent sur la véritable ligne directrice de la

¹²² William Carr, *Poland to Pearl Harbor. The Making of the Second World War*, London, Arnold, 1985, p. 64.

politique étrangère des deux autres; les historiens franco-britanniques ont tenté d'éclaircir, entre autres, celle de l'Union soviétique. Selon Léon Noël, Moscou s'est engagée dans un « jeu », ayant comme objectif caché « D'utiliser les circonstances, notamment pour réparer les pertes subies, vingt ans plus tôt, par la Russie tsariste dont elle ne se privait pas de reprendre la politique et les procédés ».¹²³ Il croit que les désirs impérialistes de l'URSS s'étendaient aux pays baltes, à la Finlande, à la Pologne et à la Bessarabie. C'est dans cette optique que les dirigeants soviétiques auraient réclamé de nouveaux avantages et des garanties supplémentaires tout au long de la négociation.¹²⁴ Au même moment, les discussions commerciales entre Moscou et Berlin n'auraient servi qu'à « dissimuler des pourparlers politiques ».¹²⁵ Ainsi, pour Noël, la version soviétique, qui prétend que l'URSS prend sa décision suite au refus de la Pologne d'accorder le passage des troupes de l'Armée rouge sur son territoire, n'est pas plausible. Il affirme même que les « Soviétiques n'ont jamais douté du refus persistant qu'opposerait Varsovie ».¹²⁶ Aux yeux de l'ancien ambassadeur français en Pologne, les dirigeants de l'Union soviétique auraient donc utilisé plusieurs stratégies afin d'allonger le processus de négociations, dont la formulation de nouvelles demandes et l'utilisation de « l'excuse que la Pologne et la Roumanie ne laisseront pas passer leurs troupes ».¹²⁷

D.C. Watt, qui soutient que l'URSS aurait priorisé une entente avec l'Allemagne dès la fin de mai, suite à la réception de signaux d'ouverture de la part des nazis, affirme que, durant le mois de juin, les Soviétiques ont douté de l'issue des négociations germano-soviétiques. En effet, les Allemands auraient été beaucoup plus hésitants que ne le prévoyait Staline et, lorsque le régime hitlérien conclut un pacte de non-agression avec la Lettonie et l'Estonie, le 7 juin, la méfiance soviétique envers les Allemands augmente.¹²⁸ Toutefois, Molotov n'a

¹²³ Léon Noël, *op. cit.*, p. 118-119.

¹²⁴ *Ibid.*, p. 118-119.

¹²⁵ *Ibid.*, p. 138.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 152.

¹²⁷ *Ibid.*, p. 153.

¹²⁸ D.C. Watt, *How War Came...*, *op. cit.*, p. 361-62.

plus confiance en l'Entente et il va continuer, à la fin de juin et au début de juillet, « To drop direct hints, via the secret informant to the German Embassy in London, that the Soviet Union was less than whole-hearted in its reception of the Anglo-French advances. »¹²⁹

Selon Watt, les dirigeants soviétiques étaient convaincus que l'Allemagne attaquerait l'Ouest européen en premier, mais que, si l'URSS ne renforçait pas ses défenses, Hitler pourrait ensuite se retourner vers l'Est. C'est donc le besoin d'assurer la sécurité du pays qui guide la politique étrangère soviétique. Dans cette optique, Staline doit se poser deux questions essentielles : « whether there would be war in 1939 and whether Britain and France would accept treaty terms which would make possible the advance of Soviet control and the Soviet system into Eastern Europe. »¹³⁰ Le secrétaire général de l'URSS croit qu'il y aura effectivement une guerre en 1939 et sa méfiance envers les Puissances de l'ouest atteint des sommets alors que celles-ci refusent d'étendre le système de garanties aux États baltes. Les dirigeants soviétiques auraient donc été convaincus que l'Entente occidentale tentait de repousser les Allemands vers l'Est¹³¹, ce qui explique qu'une alliance avec l'Ouest n'aurait plus été considérée comme prioritaire : « The Soviets had, in turn, their own agenda ». ¹³²

À la lumière de cette analyse, la thèse de Léon Noël en 1979 et celle de D.C. Watt en 1989 semblent plutôt éloignées pour appartenir à la même école de pensée. En fait, ensemble, leurs positions illustrent bien la progression du débat historiographique. L'argumentation de Noël est en grande partie basée sur sa propre expérience et répond en tout point à la description proposée par Geoffrey Roberts d'un débat opposant « two polarised versions ». La thèse qu'il soutient présente la version extrême de l'école « allemande » et décrit Staline comme « perfide » et le Pacte Molotov-Ribbentrop comme étant l'aboutissement d'une politique soviétique linéaire durant l'ensemble des négociations tripartites. De

¹²⁹ *Ibid.*, p. 368.

¹³⁰ *Ibid.*, p. 370.

¹³¹ *Ibid.*, p. 363.

¹³² *Ibid.*, p. 369.

son côté, Watt, dans une étude étoffée d'une argumentation solide, présente une version de la thèse de l'école « allemande » adaptée aux avancées réalisées par les travaux d'autres historiens et qui prend en compte les nouvelles sources, disponibles depuis les années 1980. D'ailleurs, nous venons de voir qu'il a modifié certaines de ses positions pour s'ajuster à la progression de l'historiographie entre 1974 et 1989.

Avec *How War Came*, Watt illustre bien la tendance vers le centre qui est bel et bien amorcée avant le démantèlement de l'URSS. Il présente Staline comme étant préoccupé par la défense de son pays, non pas par son expansion, et comme un dirigeant qui fait un choix réaliste, ayant rapidement compris que l'Allemagne pourrait faire preuve d'une plus grande souplesse que l'Entente pour répondre à ses besoins. Avec D.C. Watt, l'école « allemande » s'extirpe des premières thèses élaborées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'historien britannique présente une bonne étude si l'on considère les sources disponibles à l'époque, même si ses conclusions sont quelque peu marginales en France et en Grande-Bretagne.

La majorité des historiens franco-britanniques qui ont écrit entre 1975 et 1989 optent pour une position encore plus centriste que D.C. Watt. Ils tentent de démontrer que Staline était un homme qui gardait ses options ouvertes le plus longtemps possible et qui, de manière réaliste, avait une préférence pour une alliance avec l'Ouest, en autant que celle-ci lui procurait la sécurité nécessaire pour assurer la défense de son immense pays. William Carr et Anthony Adamthwaite sont deux historiens qui appuient cette idée d'un choix soviétique fait en fonction de la sécurité du pays.

Selon W. Carr, il est difficile d'en vouloir à Staline d'avoir suspecté que les Puissances de l'ouest n'étaient pas prêtes à prendre l'engagement nécessaire pour assurer la défense de l'URSS. Il croit que le refus de la Grande-Bretagne et de la France d'inclure une définition d'agression indirecte dans l'entente démontre qu'elles ne comprenaient pas le problème de sécurité auquel faisait face

l'Union soviétique, la forçant ainsi à se tourner vers l'offre allemande. Selon lui, la priorité de l'URSS était d'éviter la guerre en 1939 et c'est ce qui expliquerait sa décision de conclure le Pacte germano-soviétique.¹³³

De son côté, Adamthwaite croit que la principale considération de Staline, lorsqu'il prend contact avec l'Allemagne au mois d'avril, est la sécurité de son pays. Devant la possibilité de faire face à une guerre sur deux fronts, le secrétaire général du Parti communiste décide de négocier avec l'Allemagne en même temps qu'avec l'Ouest.¹³⁴ Il croit aussi qu'il serait mal avisé de conclure que les négociations avec l'Entente « were merely a manoeuvre to make the Germans bid higher »¹³⁵, puisque la première réaction de Staline suite au coup de Prague avait été de ressusciter la politique de sécurité collective.¹³⁶ Toutefois, les historiens adhérant à l'école de la *realpolitik* voient aussi d'autres motivations à la décision des dirigeants de l'URSS.

Selon l'historien français Jean-Pierre Azéma, les Soviétiques prennent l'initiative du rapprochement avec l'Allemagne à la fin du mois d'avril, pour ensuite mener des négociations parallèles avec les gouvernements de Chamberlain et de Daladier, d'un côté, et avec celui d'Hitler, de l'autre.¹³⁷ Selon lui, l'évolution de la situation dépendait grandement de l'attitude des Britanniques, qui se devaient de convaincre les dirigeants soviétiques de leur bonne foi. Toutefois, le gouvernement de Neville Chamberlain a échoué cette mission et « Staline s'est finalement décidé en fonction du marché qui apparaissait comme le plus avantageux dans le très court terme ».¹³⁸

Un autre historien français, Henri Michel, publie une étude, sorte de bilan historiographique sur les causes de la Deuxième Guerre mondiale, en 1980. À la

¹³³ William Carr, *op. cit.*, p. 64-65.

¹³⁴ Anthony P. Adamthwaite, *The Making of the Second World War*, London, George Allen & Unwin, 1977, p. 90-91.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 91.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 91.

¹³⁷ Azéma, *op. cit.*, p. 37-38.

¹³⁸ *Ibid.*, p. 36-37.

lumière de ses lectures, il concède que les « motivations de Staline sont plus malaisées à déceler »¹³⁹, et que le renvoi de Litvinov était un signe d'ouverture aux Allemands. Il conclut tout de même que « Jusqu'à la dernière minute, Staline avait hésité sur le camp qu'il choisirait ».¹⁴⁰ Cette position est soutenue par plusieurs autres historiens, dont Anthony Read et David Fisher, qui affirment que :

« In Stalin's view, the urgency lay entirely with the other parties. It was the Germans who wanted to be free to attack Poland, and the Allies who had given her their guarantees. The Marxist approach to such a situation is quite clear: one must always try to keep two options open, and delay until the last possible moment the choice between them. In that way, the maximum advantage can be wrung from any negotiations. »¹⁴¹

Cette citation démontre bien la démarche réaliste du secrétaire général de l'Union soviétique durant les négociations 1939, autant avec l'Entente qu'avec l'Allemagne.

Jonathan Haslam, qui publie en 1984, *The Soviet Struggle for Collective Security in Europe, 1933-39*, est probablement l'historien qui représente le mieux l'école de la *realpolitik* durant la période 1975-1989; c'est pourquoi nous prendrons le temps de bien analyser ses idées. Selon lui, les accords de Munich ne mènent pas directement à un changement de politique étrangère soviétique, mais « created an atmosphere in which such a reversal could appear both reasonable and inevitable ».¹⁴² Ensuite, il affirme qu'en 1939 les Soviétiques font face à la menace d'une guerre sur deux fronts en raison des visées d'expansion de Tokyo et de Berlin. Dans cette optique, certains dirigeants soviétiques, qui avaient toujours préféré un rapprochement avec l'Allemagne, reprennent l'espoir d'un nouveau Rapallo.¹⁴³ Selon Haslam, c'est à partir de Munich que ces

¹³⁹ Henri Michel, *1939. La mémoire du siècle. La 2^e Guerre mondiale commence*, Paris, Complexe, 1980, p. 46.

¹⁴⁰ *Ibid.*, p. 46 à 48.

¹⁴¹ Read et Fisher, *op. cit.*, p. 186.

¹⁴² Haslam, *op. cit.*, p. 194.

¹⁴³ Accord de Rapallo : accord germano-soviétique de 1922 permettant la reprise des relations diplomatiques et commerciales entre l'URSS et l'Allemagne. « Accord de Rapallo (1922) »,

dirigeants reprennent l'ascendant dans la politique étrangère soviétique, en raison de l'échec évident de la politique de sécurité collective. Malgré cela, les accords de Munich auraient eu l'effet pervers d'empêcher l'URSS de faire ce changement, compte tenu qu'elle était isolée.¹⁴⁴ Ainsi, lors du discours du 10 mars 1939 :

« Stalin had yet to reach a final decision as to whether Soviet interests demanded an alignment with Germany or an alliance with the Entente; indeed, it would be a mistake to see him as anything other than indecisive on this vital issue for the greater part of the spring and summer of 1939. »¹⁴⁵

Dans ces circonstances, Staline doutait de la pertinence de poursuivre la politique de sécurité collective. Cela explique pourquoi, suite au coup de Prague le 15 mars, la position de Litvinov est précaire.¹⁴⁶

Puis, le 23 mars, l'Allemagne accapare le territoire de Memel, en Lituanie :

« The Russians were naturally alarmed lest this practice be repeated on a larger scale elsewhere in the Baltic and at the very least that the Germans might seek to dominate the area economically through the exertion of pressure along the lines they had pursued in Rumania. The Baltic was an area of vital strategic importance to the Russians. During the Allied war of intervention the near collapse of Petrograd in the spring 1919 forced the Soviet Government into recognising the Baltic republics as separate states in order to win them over to neutrality from the Entente. Thereafter the Russians had been exceptionally sensitive to foreign influence in the region, whether Polish, British or, latterly, German. »¹⁴⁷

Ainsi, pour Haslam, les demandes soviétiques pour inclure les pays baltes dans l'entente avec la Grande-Bretagne et la France ne sont pas superflues, mais justifiées, d'autant plus que la garantie britannique à la Pologne laisse la région baltique sans protection. C'est donc pourquoi, « when it became crystal-clear in early August that Hitler was unalterably determined to strike Poland » le

Encyclopedia Universalis [En ligne], <http://www.universalis.fr/encyclopedie/accord-de-rapallo/> (page consultée le 02/07/15).

¹⁴⁴ Haslam, *op. cit.*, p. 196-197.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 204.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p. 205-06.

¹⁴⁷ *Ibid.*, p. 207.

gouvernement soviétique « then switch all its attention to reaching a modus vivendi with Berlin ». ¹⁴⁸ La première considération prise en compte par les Soviétiques, qui justifie le choix d'une alliance avec l'Allemagne, est donc la sécurité, selon Haslam.

Dans cette optique, lorsque les Soviétiques prennent l'initiative d'un rapprochement avec l'Allemagne le 17 avril, cela ne correspond pas à un abandon de la politique de sécurité collective. Ils s'assurent plutôt d'avoir une deuxième option disponible en cas d'échec avec la première, assure Haslam. Dans son analyse du renvoi de Litvinov, il combine les idées de Taylor et celles de Duroselle, en affirmant que l'Ouest ne respecte pas le commissaire aux Affaires étrangères, en plus du fait qu'il est un obstacle, dans le cas où un rapprochement se matérialiserait avec Berlin. ¹⁴⁹

« Changes of personnel in the Soviet Commissariat of Foreign Affairs currently signify merely a change in method and not in policy itself. The danger of a change in policy will arise if Russian gestures are not understood in Paris and London. [...] Russia demands a clear and unambiguous position from Paris and London and rejects pacts with dozens of "ifs" and "buts". » ¹⁵⁰

Ainsi, la proposition d'entente du 14 mai, soumise par l'URSS aux Puissances occidentales, est sincère et démontre la volonté des dirigeants soviétiques de conclure positivement les négociations avec la Grande-Bretagne et la France. Mais, devant le manque de sérieux des pays occidentaux, ils n'ont eu d'autres choix que de continuer à entretenir la deuxième option. ¹⁵¹ Haslam conclut, lui aussi, que ce n'est qu'à partir de la mi-juillet que les Soviétiques envisagent plus sérieusement une alliance avec le régime hitlérien. ¹⁵²

Les positions de Jonathan Haslam sont généralement endossées par P.M.H. Bell, deux ans plus tard. Ce dernier affirme que la possibilité d'une guerre sur deux fronts et l'état de l'Armée rouge en 1939 poussent Staline vers le Pacte

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 210.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 212 à 214.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p. 215.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 216.

¹⁵² *Ibid.*, p. 224.

Molotov-Ribbentrop.¹⁵³ Selon lui, le 10 mars reste le point de départ des relations germano-soviétique ayant mené à une alliance, malgré que les premières étapes de ce rapprochement restent encore « in some obscurity ». ¹⁵⁴ Il affirme aussi que le renvoi de Litvinov est un signe d'ouverture envers les Allemands, mais que ce n'est qu'à la fin de juillet que les discussions deviennent plus sérieuses.¹⁵⁵

« The Nazi-Soviet Pact of August 1939 was a stroke of *realpolitik*, coming to terms with highest bidder. »¹⁵⁶

Une voix discordante fait son apparition en 1989, au même moment où Watt publie *How War Came* dans lequel il soutient une version « mise à jour » de la thèse de l'école « allemande ». Geoffrey Roberts publie l'ouvrage *The Unholy alliance* dans lequel il soutient l'école de la sécurité collective. Il se démarque de la majorité des historiens, qui estiment ne pas avoir assez de documents pour étudier en profondeur la politique étrangère soviétique durant l'année 1939, en affirmant que de nouveaux documents rendent possible une meilleure analyse.

« On the historical front revelations from the Soviet archives continued to come thick and fast. For this book the most important event was the publication of an article on Soviet-German relations in 1939 in [...] May 1989 [...] These new sources provide further evidence for the interpretation of the origins of the Nazi-Soviet pact given in this book. »¹⁵⁷

Alors que nous avons vu que la plupart des historiens franco-britanniques affirment que l'Union soviétique mène des négociations parallèles entre les mois d'avril et août, Roberts affirme que ce n'est pas avant la fin de juillet que les Soviétiques envisagent la possibilité d'un rapprochement avec l'Allemagne.

« Much important is the diplomatic correspondence. It enables us to identify more clearly the beginning of the Soviet turn to rapprochement with Germany. The turning-point came at the end of

¹⁵³ Bell, *op. cit.*, p. 223.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 292.

¹⁵⁵ *Ibid.*, p. 293.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p. 137.

¹⁵⁷ Roberts, *The Unholy Alliance...*, *op. cit.*, p. XIII.

July 1939 following a letter to Moscow from Georgi Astakhov, the Soviet diplomatic representative in Berlin. »¹⁵⁸

Il vient donc se positionner dans la lignée d'A.J.P. Taylor, à la différence qu'il détient de nouvelles sources lui permettant d'utiliser des formules moins hypothétiques dans ses conclusions.

Roberts déplore le fait que plusieurs historiens occidentaux n'ont pas utilisé les nouveaux documents soviétiques, rendus disponibles depuis une décennie, qui permettent de remplir « Some of the blank pages in the history of Soviet foreign relations. »¹⁵⁹ Par contre, un seul des ouvrages cités pour ne pas les avoir consultés se retrouve dans notre bibliographie, *The Deadly Embrace. Hitler, Stalin and the Nazi-Soviet Pact, 1939-1941*, écrit par Anthony Read et David Fisher, les autres ne se qualifiant pas dans les paramètres de notre étude. Dans la même section, il prend d'ailleurs le temps de souligner que Jonathan Haslam fait partie de ceux qui ont utilisé ces nouvelles ressources à bon escient.¹⁶⁰

Selon Roberts, le renvoi de Litvinov ne change en rien la continuité de la politique étrangère soviétique. Il affirme que celui-ci a été victime des purges qui ont lieu à Narkomindel, où 90% des officiers seront démis de leur fonction. De plus, il croit, lui aussi, que la nomination de Molotov avait pour but d'augmenter la pression sur les Puissances occidentales dans les négociations, tout en assurant un meilleur contrôle de la politique étrangère par Staline.¹⁶¹ Il assure que les relations germano-soviétiques entre mai et juillet 1939 « are of limited significance »¹⁶² et que les Soviétiques se sont assurés « to keep the door open to the Germans, but without actually letting them in ». ¹⁶³ Ainsi, on comprend qu'entre la position de l'école de la *realpolitik* et l'école de la sécurité collective la ligne est mince. La position de Roberts est que la porte est ouverte dans le cas

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. XIII-XIV.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 5.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 228.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 128-129.

¹⁶² *Ibid.*, p. 144.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 150.

où l'entente avec l'Ouest n'aboutit pas, alors que l'école de la *realpolitik* soutient que l'URSS a une préférence pour une entente avec la France et la Grande-Bretagne, mais qu'elle négocie en parallèle avec l'Allemagne en cas d'échec de la première négociation. Pour Roberts, il n'y a donc qu'au mois d'août que des négociations germano-soviétiques ont lieu et il ne fait aucun doute que c'est l'échec des négociations tripartites qui entraîne la conclusion du Pacte germano-soviétique.¹⁶⁴

À la lumière de cette analyse, plusieurs éléments ressortent de la période 1975-1989 quant à la perception de la nature de la politique étrangère soviétique durant les négociations anglo-franco-soviétiques par les historiens franco-britanniques. Tout d'abord, un seul ouvrage décrit Staline comme un être « perfide », celui de Léon Noël. Toutes les autres études sur le sujet, y compris celle de D.C. Watt, concluent que Staline a poursuivi une politique réaliste. Dans le cas de Watt, son étude diffère des autres parce qu'il situe la décision soviétique à la fin du mois de mai plutôt qu'au mois d'août. Si sa thèse implique, implicitement, que l'URSS aurait mené des discussions avec l'Ouest sans réelle intention de conclure une entente à partir du mois de juin, cela ne l'empêche pas d'affirmer que ce sont des considérations de sécurité et non pas d'idéologie qui ont incité ce choix. Si Noël et Watt présentent le Pacte Molotov-Ribbentrop comme l'aboutissement d'une politique à long terme de la part de l'URSS, cette position est loin d'être dominante durant les quinze dernières années de la Guerre froide.

La tendance largement majoritaire est de percevoir que l'URSS, après le coup de Prague, a tout d'abord voulu s'entendre avec l'Ouest. Par la suite, les historiens franco-britanniques affirment, majoritairement, que l'URSS a mené des discussions parallèles avec l'Ouest et l'Allemagne. Toutefois, selon eux, ce ne serait que vers la mi-juillet que les dirigeants soviétiques sont finalement convaincus que la Grande-Bretagne et la France ne sont pas prêtes à signer une

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 5.

entente qui assurerait réellement la sécurité de l'URSS. Ce ne serait qu'à partir de ce constat qu'ils envisagent plus sérieusement l'option allemande. Cette majorité affirme donc que le Pacte germano-soviétique est conclu à défaut d'avoir pu obtenir une meilleure entente avec l'Ouest.

III. La responsabilité principale de l'échec des négociations tripartites : la politique étrangère soviétique?

La position de Léon Noël ne laisse aucun doute sur le fait que la politique étrangère soviétique doit être tenue responsable de l'échec des négociations tripartites.

« Staline trouva donc tout naturel de se prêter à un semblant de négociations avec la France et l'Angleterre, sans nulle intention de les conclure par un accord, ce qui, pour le présent, lui procurait un efficace moyen de pression sur Hitler et inciterait ce dernier à s'entendre avec lui pour éviter un arrangement entre Paris, Londres et Moscou et, en outre, apporterait éventuellement à la Russie un autre avantage considérable que rien ne l'autorisait à attendre des Alliés occidentaux: un point de départ pour récupérer l'est de la Pologne et les Pays baltes. »¹⁶⁵

Noël adopte donc exactement la position qu'Adamthwaite critiquait en 1977 lorsqu'il affirme que les dirigeants soviétiques négociaient sans intention de conclure. Selon lui, le Pacte germano-soviétique était prévisible: « totalitaires, ils se sont trouvés, tout naturellement, dans le même camp ».¹⁶⁶ Il explique, dans une note de bas de page qui s'étale sur trois pages, que les liens, du point de vue logique, entre le communisme et le fascisme ont été démontrés à de nombreuses reprises, ce qui explique, selon lui, le dénouement du 23 août 1939.¹⁶⁷

¹⁶⁵ Noël, *op. cit.*, p. 196.

¹⁶⁶ *Ibid.*, p. 202.

¹⁶⁷ *Ibid.*, p. 200 à 202.

L'ancien ambassadeur français à Varsovie soutient tout de même que le gouvernement britannique avait la volonté « de faire traîner l'affaire en longueur ». ¹⁶⁸ Selon lui, Neville Chamberlain ne désirait pas prendre un engagement qui pourrait lui lier les mains. ¹⁶⁹ Cela ne remet évidemment pas en cause sa conclusion sur la responsabilité principale de l'échec.

De son côté, D.C. Watt affirme aussi que la nature du régime soviétique n'aidait pas la cause des négociations, mais pas pour les mêmes raisons que Noël. « Soviet secrecy meant that nothing was available to counter the image of Soviet military weakness and military incompetence. » ¹⁷⁰ Ainsi, les préjugés franco-britanniques concernant l'Armée rouge ont donc persisté durant l'ensemble des négociations tripartites. De plus, l'historien britannique soutient que l'approche diplomatique des Soviétiques les rendait aveugles au changement dans l'opinion et dans la politique des Britanniques. Selon lui, les services de renseignements soviétiques étaient moins utilisés comme sources d'information politique que comme « weapon of intrigue ». Il ajoute que la peur irraisonnable d'une invasion allemande de la part de Staline « added an extra element of distortion to the Soviet viewpoint. » ¹⁷¹

Toutefois, Watt, ayant évacué l'idéologie comme argument principal expliquant le choix soviétique de s'entendre avec l'Allemagne, soutient que la responsabilité de l'échec revient principalement aux Occidentaux. Il affirme que ceux-ci ont fait une erreur en accordant des garanties à la Pologne et à la Roumanie sans exiger en retour qu'elles acceptent de coopérer avec l'Union soviétique. « Once the guarantees were given, Poland and Romania had secured all they could hope for. » ¹⁷² Dans ces circonstances, elles ne sont plus disposées à

¹⁶⁸ *Ibid.*, p. 120.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 121.

¹⁷⁰ *Ibid.*, p. 610-611.

¹⁷¹ *Ibid.*, p. 610-611.

¹⁷² D.C. Watt, *How War Came...*, *op. cit.*, p. 222.

coopérer; comme on le sait, la Pologne refusera, jusqu'à la toute fin des négociations, de laisser passer les troupes soviétiques sur son territoire.

Une autre erreur commise par l'Entente aura été de ne pas prendre au sérieux les demandes soviétiques.

« The British and French [...] proved dilatory, evasive on the points to which Molotov attached most importance, and, most of all, failed to behave in such a way as to convey that they regarded him and his country as equals. »¹⁷³

Ainsi, l'attitude avec laquelle les dirigeants britanniques et français abordent les négociations contribue à la méfiance des Soviétiques. Si les pays occidentaux avaient abordé sérieusement les négociations dès le départ, ils auraient pu continuer à négocier avec Litvinov, qui croyait en la sécurité collective; ne l'ayant pas fait, ils ont plutôt eu à discuter avec Molotov, décrit par Watt comme étant : « ignorant, short-sighted and dominated by his master's suspicions ». ¹⁷⁴ Il n'y a aucun doute, selon l'historien britannique, que l'Entente n'a qu'elle-même à blâmer pour l'échec des négociations.

« The historical verdict that British historians have accepted is the same as much of British opinion accepted in the summer of 1939. With war imminent, not to have done everything necessary to secure the Soviet alliance was, *from Britain's point of view*, an outstanding error of judgment. »¹⁷⁵

Ainsi, lorsque les dirigeants soviétiques se rendent compte que l'Occident ne semble pas adhérer à la même définition de sécurité collective qu'eux, ils se tournent vers leur deuxième option, l'Allemagne. Encore une fois, Watt contribue à rendre crédible et plausible la thèse de l'école « allemande » en affirmant que la Grande-Bretagne et la France ont fait des erreurs tôt dans les négociations qui ont amené les dirigeants soviétiques à préférer une entente avec l'Allemagne, plutôt qu'en basant son argumentation sur le fait qu'il était naturel que deux régimes totalitaires s'entendent, étant donné leurs racines logiques communes.

¹⁷³ *Ibid.*, p. 361-62.

¹⁷⁴ *Ibid.*, p. 611.

¹⁷⁵ *Ibid.*, p. 371.

Du côté de l'école de pensée de la *realpolitik*, l'historien René Girault affirme, en 1977, que la Grande-Bretagne n'avait jamais eu l'intention de conclure une entente avec l'Union soviétique.¹⁷⁶ Cette position est aussi soutenue par trois autres historiens français, soit Jean-Pierre Azéma, Jean-Baptiste Duroselle et Henri Michel, qui concluent tous que la façon dont les Puissances occidentales ont conduit les négociations militaires a causé en grande partie l'échec des pourparlers anglo-franco-soviétiques. Selon Michel, le choix d'un bateau lent pour envoyer les délégations militaires françaises et britanniques à Moscou fait que les choses traînent, ce qui envoie un très mauvais signal aux Soviétiques.¹⁷⁷ Selon Azéma, les Britanniques n'acceptaient les Soviétiques que comme des auxiliaires et non pas comme des alliés.¹⁷⁸ C'est pourquoi ils donnent comme instruction à l'Amiral Drax, qui est en charge de la délégation militaire britannique, de ne pas « entrer dans des engagements qui lui lieraient les mains en toutes circonstances. »¹⁷⁹ Duroselle soutient la position d'Azéma, ajoutant même qu'entre la France et la Grande-Bretagne, il y a une grande différence dans la façon d'aborder les négociations militaires : alors que les Français sont « très pressés » de conclure, les Britanniques « ne le sont pas du tout. »¹⁸⁰

Il n'y a pas que les historiens français qui critiquent ouvertement la manière dont les Britanniques ont mené les discussions militaires en 1939. William Rock soutient que Londres négociait avec Moscou uniquement « in order to placate our left wing in England, rather than to obtain any solid military advantage ». ¹⁸¹ De plus, il ajoute que les Britanniques n'ont jamais senti l'urgence soviétique ni la peur que ces derniers avaient pour leur propre sécurité, ce qui explique pourquoi les pays occidentaux n'ont pas accepté de donner les

¹⁷⁶ René Girault, « La décision gouvernementale en politique extérieure », dans René Rémond & Janine Bourdin (dir.), *Édouard Daladier, Chef de Gouvernement*, Paris, Presses F.N.S.P. 1977, p. 225.

¹⁷⁷ Michel, *op. cit.*, p. 42.

¹⁷⁸ Azéma, *op. cit.*, p. 37.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 37.

¹⁸⁰ Duroselle, *La décadence...*, *op. cit.*, p. 428.

¹⁸¹ William R. Rock, *British Appeasement in the 1930s*, London, Arnold, 1977, p. 20-21.

garanties que les Soviétiques recherchaient.¹⁸² « The British were more intent on keeping the Soviet Union out of eastern Europe and the Baltic states than on obtaining her assistance against future German aggression. »¹⁸³ Ce faisant, ils ont simplement accentué la méfiance soviétique à leur égard. Dans cette situation, l'URSS n'a fait qu'augmenter ses exigences.¹⁸⁴

De son côté, l'historien britannique P.M.H. Bell affirme, lui aussi, que la méthode de négociation britannique menait à l'échec en raison de la lenteur avec laquelle ils procédaient. Selon lui, cette stratégie est utilisée en raison de la méfiance du gouvernement de Chamberlain envers les Soviétiques.¹⁸⁵ D'ailleurs, Jonathan Haslam, un autre historien britannique, ajoute que les années de méfiance réciproque entre Londres et Moscou ont joué un rôle important dans l'échec de 1939.¹⁸⁶

« Just as the Soviet decision to reach agreement with the Germans in August 1939 cannot be attributed merely to last-minute breakdown in negotiations with the Entente, so too London's failure to grasp the nettle of an Anglo-Soviet alliance earlier that year cannot be attributed merely to lack of information on German or Soviet intentions. The deeply rooted mistrust between Britain and the USSR which antedated Hitler's assumption of power had at least as much to do with the failure of both to reach agreement in 1939 as the missed opportunities and Intelligence failure of that year. »¹⁸⁷

On comprend, à la teneur de ses propos, qu'Haslam attribue en partie l'échec à la situation qui prévalait depuis plusieurs années entre la Grande-Bretagne et l'URSS. Richard Overy, dans *The Road to War*, abonde dans le même sens :

« The Soviet decision in favour of Germany was not prompted simply by self-interest. The years of deep distrust and hostility between the communist East and capitalist West could not be swept aside in a matter of weeks by mutual expressions of goodwill. The West distrusted and disliked the Soviet Union even in the act of courting

¹⁸² *Ibid.*, p. 21.

¹⁸³ *Ibid.*, p. 21.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 21.

¹⁸⁵ Bell, *op. cit.*, p. 294.

¹⁸⁶ Haslam, *op. cit.*, p. 224.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 228.

her in 1939. While smiling to her face, they grumbled endlessly behind her back, just as Molotov suspected. »¹⁸⁸

Ainsi, pour Overy, les Soviétiques étaient on ne peut plus fondés de penser que les Puissances occidentales négociaient à « reculons ».

Jonathan Haslam soutient que, devant « the evident unwillingness of the Entente »¹⁸⁹ à donner des garanties concrètes pour assurer la sécurité soviétique, dans un contexte où une guerre sur deux fronts se dessinait, Staline n'avait d'autres choix que de rechercher un accommodement avec l'Allemagne. Par contre, il maintient que la recherche d'entente avec Hitler n'était pas l'option que les dirigeants soviétiques priorisaient, et s'ils signent le Pacte germano-soviétique, c'est qu'ils ont dû opter pour leur « second-best solution ».¹⁹⁰ « Clearly the British and the French had themselves to blame for missing an opportunity. »¹⁹¹

Selon l'école de pensée *realpolitik*, il n'y a pas que la méfiance qui a joué un rôle dans l'échec des négociations. Selon William Rock, les différentes garanties données par les pays occidentaux, entre autres à la Pologne et à la Roumanie, rendaient beaucoup plus difficile une entente avec l'URSS, ce qui n'est pas sans rappeler un argument de Watt. Rock soutient que le Cabinet britannique ne prendra pas en compte les effets que pourraient avoir sur les positions soviétiques ces garanties ni le fait que seule l'Armée rouge pouvait défendre convenablement la Pologne.¹⁹²

« In their failure to see in Nazism a greater danger than they feared from Russia, while concomitantly disregarding Russia as a potentially significant factor in European affairs, the proponents of appeasement committed errors of judgement which inevitably retarded the course of negotiations with Russia from mid-April to mid-August 1939. »¹⁹³

¹⁸⁸ Overy, *op. cit.*, p. 213.

¹⁸⁹ Haslam, *op. cit.*, p. 231.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 231.

¹⁹¹ *Ibid.*, p. 228.

¹⁹² Rock, *op. cit.*, p. 93.

¹⁹³ *Ibid.*, p. 93.

Donc, la méfiance des britanniques envers l'URSS va les rendre aveugles au danger de ne pas la considérer comme un allié potentiel de premier plan. Évidemment, Rock affirme que la responsabilité de l'échec ne revient pas uniquement à la Grande-Bretagne et à la France. Selon lui, les Soviétiques ne s'engageront pas totalement dans les négociations en refusant de faire des compromis et même en ajoutant de nouvelles exigences. Toutefois, selon Rock, les Britanniques étaient mal avisés en traitant l'URSS comme une puissance de second ordre, en proposant des ententes unilatérales, dans lesquelles seuls les Soviétiques se compromettaient, et en créant des difficultés inutiles sur chaque concession possible. Ce faisant, les Britanniques ont diminué leur crédibilité et augmenté la méfiance soviétique.¹⁹⁴

« In the final analysis, Britain's determination to keep Russia out of Poland and the Baltic states outweighed the securing of Russian aid against Germany. Unfortunately, the British accomplished neither, salvaging only their reputation, which was of dubious practical value in the circumstances. »¹⁹⁵

Dans ces circonstances, il ne fait aucun doute que William Rock considère que la principale responsabilité de l'échec revient aux pays occidentaux et non pas à l'Union soviétique.

La position de P.M.H. Bell est intéressante. Il soutient, lui aussi, que la garantie à la Pologne a été l'erreur fatale de l'Occident. Celle-ci condamnait l'Ouest à choisir entre les Polonais ou les Soviétiques. Selon lui, la seule façon d'en arriver à une entente avec l'URSS était de laisser tomber la Pologne.¹⁹⁶ Mais, il reproche aux Soviétiques d'avoir utilisé les mêmes tactiques que les Britanniques pour ralentir les négociations. Il affirme que si l'Ouest avait obtenu l'accord de la Pologne pour laisser passer les troupes de l'Armée rouge, les Soviétiques auraient répliqué avec une nouvelle demande concernant les opérations navales dans la Baltique.¹⁹⁷ Par contre, Bell affirme qu'aucun des deux

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 93-94.

¹⁹⁵ *Ibid.*, p. 94.

¹⁹⁶ Bell, *op. cit.*, p. 295.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 295.

camps ne doit être tenu responsable de l'échec, car l'URSS était en position de force en négociant en même temps avec l'Allemagne et que sa décision devait être prise en fonction de l'entente qui lui assurerait la meilleure sécurité.

« Between the two sides, the Soviet choice could scarcely be in doubt. It is only surprising that so much obloquy has been heaped upon Stalin's head for making the best deal that he could get, and that so much criticism has been levelled at the British for their dilatoriness when nothing could have enabled them to match the German offers. The competition was decided on substance, not on method. »¹⁹⁸

Ainsi, selon Bell, la politique réaliste de Staline est menée jusqu'à la toute fin des négociations et le choix de l'Allemagne s'imposait de lui-même étant donné que cette dernière pouvait offrir des avantages que, par principe, l'Ouest n'aurait jamais pu accorder. Selon lui, les erreurs, d'un côté comme de l'autre, ne peuvent expliquer l'échec des négociations anglo-franco-soviétiques. Cette position, malgré qu'elle soit intéressante, reste marginale durant la période de 1975 à 1989.

Une autre position marginale à cette époque est celle de Geoffrey Roberts. Comme nous l'avons vu, il est le seul historien qui soutient l'école de la sécurité collective durant cette période. Par contre, sa position sur la responsabilité de l'échec rejoint celle de la majorité des tenants de l'école de la *realpolitik*. Selon lui, les Soviétiques demandent que le pacte militaire soit infaillible en raison de leur méfiance envers la Grande-Bretagne et la France. Ils ne veulent surtout pas se retrouver seuls à combattre l'Allemagne. Ainsi, ils veulent obtenir des garanties qui empêcheront un nouveau Munich et qui assureront leur sécurité, ce qui est tout à fait justifié.¹⁹⁹ En contrepartie, l'attitude britannique est beaucoup plus problématique aux yeux de Roberts. Il affirme que l'alliance avec l'URSS était, au mieux, une deuxième option pour le gouvernement de Chamberlain, qui préférerait poursuivre l'*appeasement* avec Hitler. Il soutient que le gouvernement

¹⁹⁸ *Ibid.*, p. 296.

¹⁹⁹ Roberts, *The Unholy Alliance...*, *op. cit.*, p. 132-133.

de Daladier était plus enclin à une entente avec Staline, mais qu'il a décidé de se ranger derrière les Britanniques, « It was a recipe of failure ».²⁰⁰

Selon Roberts, l'incapacité des Puissances de l'ouest à satisfaire les Soviétiques sur la question du passage des troupes de l'Armée rouge sur le territoire polonais et roumain explique en partie, mais pas complètement, l'échec des négociations et le retournement soviétique vers l'Allemagne.²⁰¹ Selon lui, il faut aussi prendre en compte deux autres facteurs importants. Tout d'abord, en août, Staline est convaincu qu'une attaque contre la Pologne est imminente, ce qui ajoute à l'empressement de conclure une entente qui assurera la sécurité soviétique. Puis, toujours en août, l'approche allemande devient beaucoup plus ambitieuse.²⁰² Ainsi, dans ces circonstances, les Soviétiques comprennent qu'ils n'obtiendront pas une entente satisfaisante avec l'Occident avant qu'une attaque ait lieu sur la Pologne, mais qu'en contrepartie, ils peuvent en obtenir une avec l'Allemagne.

« The Soviet turn to Germany on 17 August was a gamble. [...] Fundamentally, the Soviets opted to stand alone - to secure their interests through independent action rather than collective security and defence. They would accept isolation but they would not allow themselves to become the victim of war. In return for giving Germany a free hand against Poland and abandoning the alliance with the Western powers, the USSR would receive guarantees of security in the Baltic and the German eastward advance would be limited to western Poland. »²⁰³

Ainsi, Roberts signifie que les dirigeants soviétiques ont fait un choix réaliste. Cette décision est prise en fonction de l'attitude des délégations militaires britannique et française, qui ne recherchent pas à conclure rapidement une entente, contrairement à celle des dirigeants allemands, qui prennent l'initiative de proposer des offres concrètes aux Soviétiques durant le mois d'août.²⁰⁴ Dans cette optique, les négociations politiques entre mars et juillet ne sont pas

²⁰⁰ *Ibid.*, p. 136.

²⁰¹ *Ibid.*, p. 142.

²⁰² *Ibid.*, p. 151.

²⁰³ *Ibid.*, p. 154-155.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 144.

réellement remises en cause, puisqu'avant la mi-août, « the operational objective of Soviet policy had been to secure a suitable agreement with the Western powers. »²⁰⁵ Par contre, dans le contexte du mois d'août 1939, l'attitude des Puissances occidentales, combinée à celle de l'Allemagne, aura causé l'échec des négociations tripartites.

Évidemment, entre la position de Watt et celle de Geoffrey Roberts, il y a encore de grandes divergences qui démontrent bien qu'au crépuscule de la Guerre froide, malgré la publication de nouvelles archives, de multiples zones grises et des questions aux réponses hypothétiques émanent du débat autour de la nature de la politique étrangère soviétique de 1939. Par contre, nous avons vu que l'ensemble des écoles de pensée se rejoint de plus en plus, leurs idées se rapprochant. Ainsi, la différence fondamentale entre les thèses de Watt et de Roberts reste le moment de la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne. Pour Watt, après le coup de Prague, l'URSS recherche une entente avec l'Occident, mais rapidement, à la fin de mai, elle prend la décision de se tourner vers l'Allemagne puisqu'elle se rend compte que la Grande-Bretagne et la France ne sont pas prêtes à signer une alliance solide. Pour Roberts, ce n'est pas avant la mi-août que l'URSS se tourne vers l'Allemagne, mais essentiellement pour les mêmes raisons qu'évoque Watt.

Puis, nous avons vu qu'entre ces deux positions, il y a les tenants de l'école de la *realpolitik*. Ces derniers affirment que, durant les négociations anglo-franco-soviétiques, se déroulent également des négociations germano-soviétiques. Cela est en accord avec les idées de Watt, mais, pour l'école de la *realpolitik*, la préférence est encore à une entente avec l'Occident, au moins jusqu'en août. Cette dernière position rejoint celle de Roberts, à la différence que, pour lui, entre les mois de mars et d'août 1939, il ne se déroule pas de négociations entre l'Allemagne et l'URSS. Selon lui, les contacts entre ces deux puissances durant cette période permettent de garder la porte ouverte du point de

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 144.

vue soviétique sans pour autant signifier qu'une entente est envisagée. Ce ne serait que dans les circonstances particulières du mois d'août que les Soviétiques décident de changer leur fusil d'épaule.

Ainsi, si nous excluons la position de Léon Noël, tous les historiens franco-britanniques ayant publié une étude entre 1975 et 1989 que nous avons cités affirment que la politique étrangère soviétique a tout d'abord été dirigée vers une entente avec l'Occident. Ensuite, ils reconnaissent tous que le choix de Staline de s'entendre avec l'Allemagne était justifié, étant donné que c'est une politique réaliste qui avait mené à cette décision. La justification de celle-ci est, par ailleurs, constamment reliée à la sécurité soviétique. Au final, tous reconnaissent que les propositions franco-britanniques n'étaient pas suffisantes pour assurer cette sécurité, alors que le Pacte germano-soviétique l'était, du moins à court terme. Puis, nous avons vu que l'immense majorité des historiens, dont Watt, soutient que la responsabilité principale de l'échec repose sur les épaules de l'Entente et non pas sur l'Union soviétique.

Cela laisse un point de litige majeur entre les différentes écoles de pensée, soit le moment de la décision soviétique de rechercher une entente avec l'Allemagne en priorité. Nous avons vu que même à l'intérieur des différentes écoles, il n'y a pas de consensus et que plusieurs historiens préfèrent parler en termes plus larges que d'évoquer une date précise. Cela signifie que l'accès aux sources n'est pas suffisant. Dans ces conditions, les réponses apportées par les différents historiens restent de l'ordre de l'hypothèse et du recouplement entre diverses sources imprécises. Évidemment, le fait que les différents intervenants ne s'entendent pas sur la date de la décision amène une interprétation différente de la nature de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites. Quoi qu'il en soit, la notion d'une politique uniquement dirigée vers une entente germano-soviétique entre mars et août 1939 est largement disparue.

Malgré tout, certains soutiennent encore que le Pacte Molotov-Ribbentrop est l'aboutissement d'une politique menée depuis plusieurs mois,

mais ceux-ci sont loin de constituer une majorité entre 1975 et 1989. La plupart des intervenants ne décrivent pas la décision de Staline comme perfide, mais bien comme réaliste et tout à fait justifiable. De plus, ceux-ci affirment que la décision a été prise à la fin des négociations tripartites, alors que l'échec de celles-ci était constaté. Encore une fois, le débat historiographique qui se déroule en Grande-Bretagne et en France entre 1975 et 1989 ne ressemble en rien à celui qui avait lieu avant 1961 et la publication de la thèse de Taylor. Par contre, il reste encore un frein qui limite le soutien à l'école de pensée de la sécurité collective et celui-ci est sur le point d'être relâché avec le démantèlement de l'Union soviétique : l'accès aux sources.

Chapitre 3. 1990 à 2011, la continuité

« There are few unresolved questions concerning the origins of the Second World War that have provoked as much disputation as the issue of Soviet policy toward Nazi Germany. In the absence of a complete opening of the Politburo papers on foreign affairs and the personal and state papers of Stalin and Molotov, no one has yet been in a position to say the final word on the subject. »²⁰⁶

Durant les années comprises entre 1990 et 2011, le contexte dans lequel les historiens écrivent est différent de celui des deux périodes précédentes. L'Union soviétique cesse officiellement d'exister à la fin de l'année 1991. Toutefois, durant les dernières années de son existence, elle est aux prises avec une crise interne qui la pousse à se désengager sur la scène internationale. En 1988 et 1989, l'URSS quitte l'Afghanistan et n'intervient pas lorsque les régimes communistes d'Europe de l'Est commencent à implorer; elle abandonne son hégémonie face à la menace de sa désagrégation interne.²⁰⁷ C'est la fin de la Guerre froide et de sa propagande. Cela ne signifie pas pour autant que l'ensemble des sources soviétiques devient accessible du jour au lendemain, mais la situation continue de s'améliorer aux yeux des historiens occidentaux.

Nous avons vu, dans les chapitres précédents, qu'à partir de 1961, la nature du débat concernant la politique étrangère soviétique de 1939 en Grande-Bretagne et en France est grandement modifiée. Toutefois, il reste toujours à démontrer qu'il n'y a pas eu de fracture dans l'historiographie à la suite de la fin de la Guerre froide. Nous soutenons que l'évolution du débat est due à un plus grand accès aux archives soviétiques.²⁰⁸ C'est donc dans un esprit de continuité

²⁰⁶ Jonathan Haslam, « Soviet-German Relations and the Origins of the Second World War : The Jury Is Still Out », *The Journal of Modern History*, vol. 69, no. 4 (déc. 1997), p. 785.

²⁰⁷ « URSS », *Encyclopédie Larousse* [En ligne], <http://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/URSS/138908> (page consultée le 15/07/15).

²⁰⁸ Curtis Keeble, *Britain, the Soviet Union and Russia*, London, Macmillan, 2000 [1990], p. 147-148.

que de nouvelles thèses sont publiées concernant les négociations tripartites de 1939 en France et en Grande-Bretagne.

Évidemment, il est maintenant nécessaire d'intégrer dans notre analyse l'utilisation ou non d'archives soviétiques par les historiens cités, puisque cela influence les conclusions auxquelles ils arrivent. Nous pouvons immédiatement affirmer que très peu d'auteurs lisent le russe. Parmi les auteurs que nous citerons, seuls Roberts, Carley, Watson, Haslam et Dullin ont consulté de façon significative les documents de Moscou. Ainsi, durant l'ensemble du chapitre, il faut garder en tête que tous les autres historiens se basent sur des documents étrangers ou sur des études publiées par d'autres auteurs lorsqu'ils abordent la politique étrangère soviétique.

I. À quand remonte la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne?

Avec *How War Came*, D.C. Watt avait rapproché les idées de l'école « allemande » à celles de la *realpolitik*. À partir de 1990, certains historiens utilisent encore quelques arguments de cette première école, mais il ne se trouve plus d'ouvrage significatif, publié en France et en Grande-Bretagne, soutenant la thèse d'une décision soviétique précoce de prioriser une entente avec l'Allemagne. Le débat oppose donc deux écoles qui soutiennent que la décision a été prise de façon tardive. Nous avons donc regroupé les auteurs par école de pensée, alors que dans les chapitres précédents, ceux-ci étaient présentés dans un groupe plus large comprenant l'ensemble des tenants d'une décision tardive.

Curtis Keeble fait partie des historiens adhérant à l'école de la *realpolitik*. Selon lui, le moment où l'URSS décide de prioriser une entente avec l'Allemagne n'est pas le même que celui où les Soviétiques acceptent les clauses générales d'un traité et la venue de Ribbentrop.

« The decision in principle against the Franco-British alliance was probably taken in early August, between the end of the political and the beginning of the military negotiations and the definitive commitment to the German Treaty in the final few days before Ribbentrop's arrival. »²⁰⁹

Nous avons déjà vu que les historiens reconnaissent généralement que les Soviétiques n'ont pas été impressionnés par les délégations militaires française et britannique, tout comme ils acceptent le fait qu'au début du mois d'août, les Allemands soumettent une offre intéressante à l'URSS. Selon Keeble, ce serait dans ce contexte que les dirigeants soviétiques décident d'accorder la priorité à une entente germano-soviétique. À partir de ce moment, les discussions entre Staline et Hitler auraient avancé rapidement et mené à la confirmation que cette avenue serait celle choisie par l'URSS dans les derniers jours avant l'arrivée de Ribbentrop.²¹⁰ Par contre, il y a peu d'historiens qui s'accordent sur les dates exactes.

Les historiens Yves Durand et Yves Santamaria soutiennent, pour leur part, qu'au début du mois d'août, les Allemands prennent l'initiative d'inviter l'URSS à la négociation de façon définitive. Durand affirme que c'est le 3 août qu'une offre majeure est faite²¹¹, alors que Santamaria propose le 8 août. Selon ce dernier, ce serait à cette date que les nazis auraient proposé une main libre à Moscou en Europe de l'Est. Après une réflexion d'une dizaine de jours, la décision de s'entendre avec Hitler aurait été entérinée par le Politburo le 19 août²¹², ce qui concorde avec la position de Keeble, sans que ce dernier ne propose de dates précises.

De son côté, l'historien et politologue français Pierre Milza accepte la version selon laquelle le Maréchal Vorochilov avait lui aussi le mandat de ralentir les pourparlers militaires.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. 158.

²¹⁰ *Ibid.*, p. 158.

²¹¹ Yves Durand, *Les causes de la Deuxième Guerre mondiale*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 57.

²¹² Yves Santamaria, *1939, Le Pacte Molotov-Ribbentrop*, Bruxelles, Complexe, 1998, p. 26-27.

« Le Maréchal Vorochilov qui dirige la délégation soviétique a tôt fait de comprendre que les Britanniques ont pour consigne de "conduire les négociations avec une grande lenteur... en termes aussi généraux que possible", alors que lui-même, vraisemblablement avec le même objectif dilatoire, car déjà les conversations parallèles avec les Allemands ont commencé ».²¹³

Si l'historien français croit que les négociations avec l'Allemagne sont déjà entamées lorsque les discussions militaires s'engagent avec l'Entente, il n'en reste pas moins qu'il estime que la question du passage des troupes soviétiques sur le territoire de la Pologne est une des principales causes de l'échec à ce stade.²¹⁴ Par contre, l'auteur britannique Victor Rothwell croit plutôt que la proposition allemande est seulement arrivée entre les mains des Soviétiques le 12 août, après l'arrivée des délégations militaires.²¹⁵ On remarque donc qu'à l'intérieur de l'école de la *realpolitik*, on est toujours incapable d'établir un consensus concernant le déroulement des dernières semaines de négociations. Ce manque de précision s'explique en partie par le fait qu'aucun de ces historiens n'a consulté de façon significative les archives soviétiques.

Dans ces circonstances, il n'est pas étonnant qu'encore une fois, plusieurs historiens affirment que les sources qui permettraient d'établir une date précise n'ont toujours pas été dévoilées. C'est le cas de R.A.C. Parker, qui, en 1993, affirme : « We do not yet know when Stalin and his associates decided to make a bargain with Hitler rather than to join Britain and France to fight him ».²¹⁶ Malgré cela, Parker suppose que la décision a probablement été prise après que les discussions militaires entre Moscou, Londres et Paris eurent débuté, ce qui nous amène encore une fois à la mi-août.²¹⁷ De son côté, Jonathan Haslam affirme, dans un article écrit en 1997, que la dernière ligne droite des discussions vers le

²¹³ Pierre Milza, *Les relations internationales de 1918 à 1939*, Paris, Armand Colin, 2008 [1995], p. 233.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 233.

²¹⁵ Victor Rothwell, *The Origins of the Second World War*, Manchester, Manchester University Press, 2001, p. 123.

²¹⁶ R.A.C. Parker, *Chamberlain and Appeasement. British Policy and the coming of the Second World War*, New York, St. Martin Press, 1993, p. 242.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 242.

Pacte Molotov-Ribbentrop « is still to some extent cloaked in mystery ».²¹⁸ Ces propos vont dans le même sens que ceux de Frank McDonough, qui affirme en 1998 que « The fragmentary Soviet evidence leaves open the question of when Stalin decided to abandon working with Britain and France, and considered coming to terms with Hitler. »²¹⁹ Malgré cela, il croit, lui aussi, que le Pacte germano-soviétique ne faisait pas partie d'un plan longuement mûri du côté soviétique.²²⁰

Du côté de l'école de la sécurité collective, la situation est très semblable : il n'existe pas de réel consensus sur le moment de la décision soviétique de se tourner vers le III^e Reich plutôt que vers l'Entente. Geoffrey Roberts affirme, dans un article en 1992, que le 4 août, Molotov envoie le signal aux Allemands qu'il est prêt à continuer « with the exchange of views in general terms ».²²¹ Selon lui, cette position, qui démontre une ouverture sans plus, est tenue durant deux autres semaines, pendant lesquelles les négociations militaires avec l'Entente s'entament, puis en arrivent à une impasse en raison du refus polonais de laisser passer les troupes soviétiques.

« The Soviet turn to Germany did not begin until the end of July 1939 and only began to gather real momentum in the middle of August when the triple alliance negotiations with Britain and France finally broke down. »²²²

Ainsi, on réalise que sa position est identique, à toutes fins pratiques, à celle de l'école de la *realpolitik*. Roberts maintient le même argumentaire en 2006, lorsqu'il publie son ouvrage *Stalin's wars* dans lequel il affirme : « Stalin's decision to do this deal with Hitler [...] was a dramatic, last minute improvisation ».²²³

²¹⁸ Haslam, « Soviet-German Relations... », *loc. cit.*, p. 797.

²¹⁹ Frank McDonough, *Neville Chamberlain, appeasement and the British road to war*, Manchester, Manchester University Press, 1998, p. 85.

²²⁰ *Ibid.*, p. 85.

²²¹ Roberts, « The Soviet Decision... », *loc. cit.*, p. 67.

²²² *Ibid.*, p. 74.

²²³ Geoffrey Roberts, *Stalin's wars : from World War to Cold War, 1939-1953*, London, Yale University Press, 2006, p. 5.

Les dates proposées par Roberts concordent avec celles proposées par l'école de la *realpolitik*. Selon lui, le véritable changement d'attitude, du côté soviétique, serait survenu le 11 août.

« Molotov replied to Astakhov on 11 August. Moscow was interested in the points made in his letter but such discussions required preparation and a period of transition from the trade and credit agreement to other problems. This was the first sign that Moscow was seriously considering a wide-ranging deal with Berlin. »²²⁴

Par la suite, les événements se seraient bousculés. Le 17 août, Staline aurait pris sa décision de négocier sérieusement avec Hitler et, le 19 août, Molotov aurait fait comprendre à Schulenberg qu'il était sérieux.

« At a further meeting with Schulenburg on 19 August Molotov made it clear that before Ribbentrop came to Moscow it had to be certain that an agreement would be reached and this meant that the matter of the special protocol had to be clarified first. »²²⁵

L'historien Michael J. Carley, qui est inclus dans notre recherche malgré son origine américaine, a eu une influence certaine dans l'historiographie de notre sujet avec son ouvrage *1939. L'alliance de la dernière chance*. Selon lui, les négociations dans le but d'en arriver à un pacte de non-agression germano-soviétique ne débutent que le 17 août et ne se concrétisent que le 19 août, après que les Allemands eurent mis énormément de pression sur Molotov pour obtenir une réponse claire de ses intentions.²²⁶

De son côté, l'historien Derek Watson a écrit un ouvrage sur les négociations tripartites de 1939 du point de vue de Molotov. Selon lui, les dirigeants soviétiques commencent à mettre leur espoir du côté allemand après le 3 août, date à laquelle le commissaire aux Affaires étrangères rencontre Schulenberg.²²⁷ Mais, il précise que Molotov était encore résistant à accepter la

²²⁴ *Idem*, « The Soviet Decision... », *loc. cit.*, p. 68.

²²⁵ *Ibid.*, p. 69-70.

²²⁶ Carley, *op. cit.*, p. 243 à 245.

²²⁷ Derek Watson, « Molotov's Apprenticeship in Foreign Policy: The Triple Alliance Negotiations in 1939 », *Europe-Asia Studies*, vol. 52, no. 4 (Jun., 2000), p. 714.

venue de Ribbentrop et qu'il parlait encore de la possibilité d'en arriver à une alliance avec l'Entente aussi tard que le 20 août.²²⁸

L'historienne française Annie Lacroix-Riz, qui publie son ouvrage en 2010, reste dans la lignée de l'école de la sécurité collective. Selon elle, appuyée par une référence à Geoffrey Roberts, les Soviétiques ne démontrent pas d'intérêt pour un accord avec l'Allemagne avant le 11 août 1939.²²⁹ Elle ajoute que les discussions germano-soviétiques débutent par la suite, à la mi-août, et que ce n'est que le 19 août au soir que la politique soviétique est modifiée, citant Doumenc.²³⁰

« “Nous avons eu depuis des indications reproduites par toute la presse et qui situent exactement au 19 août à 10 heures du soir la réunion du Politburo à laquelle Staline notifia le renversement de la politique que l'URSS allait effectuer”; cette date “correspond exactement à l'heure où les Soviétiques ont pu savoir par les télégrammes que les négociations avec la Pologne ne conduisaient à aucun résultat et qu'ils n'avaient aucune chance d'obtenir le moindre avantage, s'ils continuaient à lier partie avec les Alliés.” »²³¹

Cette date, le 19 août, semble donc s'être imposée un peu plus précisément dans l'école de la sécurité collective. Toutefois, on remarque qu'on y fait référence à elle comme étant la journée où la décision est entérinée, alors que le moment où on commence à prioriser une entente avec l'Allemagne reste imprécis, et ce, malgré le fait que Roberts, Carley et Watson aient consulté les archives soviétiques.

Tous les auteurs, tenants de la *realpolitik* tout comme ceux de la sécurité collective, situent donc le moment de la décision soviétique de prioriser l'Allemagne entre le 3 et le 19 août. Par contre, il n'existe toujours pas de véritable consensus sur la question au sein de nos deux écoles de pensées. Les thèses en cours durant les années 1990 et 2000 sont donc les mêmes, quoique un

²²⁸ *Ibid.*, p. 715.

²²⁹ Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2010 [2006], p. 496.

²³⁰ *Ibid.*, p. 500-501.

²³¹ *Ibid.*, p. 501.

peu plus précises, que celles qui étaient soutenues par la vaste majorité des historiens franco-britanniques entre 1961 et 1989. D'ailleurs, la même indétermination subsiste concernant le moment exact de la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne. Nous assistons donc au prolongement du débat qui avait lieu durant la Guerre froide en ce qui concerne la chronologie des événements. On voit bien qu'il est difficile de distinguer les écoles de pensées en ce qui a trait au moment où l'URSS priorise une entente avec l'Allemagne, puisque c'est plutôt les motivations de ce choix et les intentions soviétiques qui divisent les historiens, étant donné l'effacement de l'école « allemande ».

II. La perception de la nature de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites

Si l'analyse de la perception du moment du renversement de la politique étrangère soviétique ne nous permet pas de différencier significativement la période de la Guerre froide et celle qui l'a suivie, il est toutefois possible que l'interprétation de sa nature profonde ait été modifiée. Nous allons donc établir les arguments des historiens franco-britanniques qui ont écrit entre 1990 et 2011 sur cet aspect du débat, afin de les comparer avec ceux des deux périodes précédentes.

Curtis Keeble représente bien les idées de l'école de la *realpolitik* vers la fin de la Guerre froide. Il affirme que l'URSS abandonne la politique de la sécurité collective dès le 10 mars²³², mais il soutient tout de même que l'URSS fait preuve de réalisme politique au début des négociations en 1939. Cette position est pleinement soutenue par David Dilks.

« On 10 March Stalin had indicated plainly that the way might be open for improved relations. [...] This speech, Ribbentrop remarked to Molotov and Stalin as they all drank to the Nazi-Soviet pact in the

²³² Keeble, *op. cit.*, p. 145.

Kremlin on the eve of the war, had been well understood in Germany. »²³³

Malgré le dénouement que l'on connaît, Keeble croit que les dirigeants soviétiques n'avaient pas plus confiance en Hitler qu'envers l'Entente, mais qu'ils comprenaient que l'Allemagne était le facteur dominant de l'équilibre européen.²³⁴ Dans ces circonstances, il n'y avait aucun avantage, pour l'Union soviétique, à se lier les mains dans une alliance avec la France et la Grande-Bretagne, « unless the terms of that alliance were such as to bring a reinforcement of Soviet security powerful enough to offset the added risk of conflict with Germany as well as the threat from Japan. »²³⁵ Encore une fois, on remarque que c'est l'idée de sécurité qui amène un changement dans la politique soviétique, selon l'auteur.

Keeble affirme que, malgré tout, suite au coup de Prague le 15 mars, la réaction soviétique « still echoed the old policy of collective security »²³⁶, puisque les changements n'avaient pas eu le temps d'être effectués. Toutefois, les effets du discours ne tardent pas à se faire sentir, avec le renvoi de Litvinov le 3 mai.²³⁷ À ce moment, la décision soviétique de prioriser une entente avec l'Allemagne n'aurait pas encore été définitivement prise, ce qui n'empêche pas que l'idée circulait chez les hauts dirigeants.

« It is probable that up to the time of Litvinov's fall, no definite decision had been taken. [...] On the Soviet side, there was the beginning of a readiness to make the switch, but for the time being the Germans were stalled, while Molotov formed his own judgement as to the value of the negotiations with Britain and France. »²³⁸

Dans cette optique, l'arrivée de Molotov ne signifie pas pour autant la fin de tout espoir d'entente avec la Grande-Bretagne et la France. D'ailleurs, l'auteur assure que Litvinov n'aurait jamais pu poursuivre aussi longtemps la politique de la

²³³ David Dilks, « “We must hope for the best and prepare for the worst” : the Prime minister, the Cabinet and Hitler's Germany, 1937-1939 » dans Patrick Finney, *op. cit.*, p. 51.

²³⁴ Keeble, *op. cit.*, p. 147-148.

²³⁵ *Ibid.*, p. 147-148.

²³⁶ *Ibid.*, p. 145.

²³⁷ *Ibid.*, p. 147.

²³⁸ *Ibid.*, p. 147-148.

sécurité collective sans avoir l'appui de Staline. Mais, en 1939, celle-ci avait subi nombre d'échecs et l'idée que la politique étrangère soviétique devait être réalignée, afin d'assurer la meilleure sécurité possible au pays, s'était imposée.²³⁹

Les historiens Yves Santamaria et Martin Alexander soutiennent une position semblable à celle de Keeble. Selon Santamaria, c'est à partir du coup de Prague que Staline devient l'arbitre de la situation, ce qui lui permet, un mois plus tard, d'amorcer simultanément des négociations avec l'Entente et l'Allemagne.²⁴⁰ De son côté, Alexander soutient que, se sachant en position de force, les dirigeants soviétiques se sont montrés intransigeants durant les négociations.

« Stalin, who could not be directly attacked on land by Germany, possessed all the bargaining chips. This balance of advantage was calculated in itself to turn the Soviets – ostracised by the French and British government as recently as the Munich conference – into uncompromising negotiators. Over and above this consideration, however, was the fact that the Germans had begun extending their own commercial and political overtures to Stalin, through their ambassador in Moscow, Schulenberg, in the early months of 1939. Suddenly in the unaccustomed position of being wooed by both sides, Stalin was able to await the rival bids, playing the game of a *politique de surenchères*. »²⁴¹

Il est à noter que dans cette citation, c'est l'Allemagne qui fait des avances à l'Union soviétique et non l'inverse, une notion qui ne fait toujours pas l'unanimité au sein de l'école de la *realpolitik*. Curtis Keeble est de ceux qui présentent la nature des relations germano-soviétiques en 1939 sous le même angle qu'Alexander.

« From the outset, their disposition was not to commit themselves, but they decided to establish the maximum which could be obtained from this source while keeping their options in relation to Germany open. Meanwhile, they left it to Germany to make the running if it wished to supplant the British and French. »²⁴²

²³⁹ *Ibid.*, p. 147.

²⁴⁰ Santamaria, *op. cit.*, p. 25-26.

²⁴¹ Martin S. Alexander, *The Republic in Danger. General Maurice Gamelin and the politics of French defence, 1933-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 302.

²⁴² Keeble, *op. cit.*, p. 158.

Ainsi, pour Keeble, Santamaria et Alexander, il ne fait aucun doute que Staline a mené des négociations en parallèle avec l'Allemagne et l'Entente. Loin de présenter le secrétaire général de l'Union soviétique comme « perfide », ils soutiennent, comme nombre d'historiens avant eux, que l'objectif premier de sa politique était de protéger son pays.

L'historien britannique R.A.C. Parker n'est toutefois pas en accord avec ces derniers. Il croit qu'au mois de mai, ce sont les Soviétiques qui ont pris l'initiative d'un rapprochement avec Berlin. Selon lui, Molotov demande à ce qu'il y ait des discussions économiques, mais Hitler, jouant de prudence, n'acceptera pas avant le 17 juin.²⁴³ Cette position est aussi soutenue par Jonathan Haslam, dans un article publié en 1997. Il soutient toujours que le renvoi de Litvinov n'a pas amené un changement complet de la politique soviétique, mais il croit tout de même qu'il est vraisemblable que l'URSS ait pris l'initiative dans ses négociations avec l'Allemagne, et ce, dès le mois de mai.²⁴⁴ Il ajoute d'ailleurs que le facteur dominant dans la politique de Staline durant la décennie 1930 est la recherche de la paix pour reconstruire l'Union soviétique, processus toujours inachevé en 1939 et qui, a priori, n'exclut pas l'entente avec les pays fascistes.²⁴⁵

Ce serait donc dans cette optique que, déjà en 1935 et 1937, les Soviétiques auraient montré des signes d'ouverture envers l'Allemagne, une tendance qui se concrétisera avec une invitation aux rapprochements en 1939 malgré la poursuite de négociations parallèles avec les pays occidentaux.²⁴⁶

« The attempts to try an alternative line behind Litvinov's back through the 1930s found eventual success with the signature of the pacts with Germany in August and September 1939. There are too many unanswered questions, such as the soundings made by Astakhov, the charge d'affaires in Berlin, toward the Bulgarian minister Dragonov, to be satisfied with Roberts's contention that Stalin merely waited upon events. »²⁴⁷

²⁴³ Parker, *op. cit.*, p. 237.

²⁴⁴ Haslam, « Soviet-German Relations... », *loc. cit.*, p. 793-794.

²⁴⁵ *Ibid.*, p. 786-787.

²⁴⁶ *Ibid.*, p. 790-791.

²⁴⁷ *Ibid.*, p. 795.

Dans cet extrait, Haslam s'oppose directement aux arguments de l'auteur le plus identifié à l'école de la sécurité collective, Geoffrey Roberts. Il croit que ce dernier ne va pas assez loin dans ses recherches pour affirmer que l'URSS est restée passive vis-à-vis de l'Allemagne durant l'ensemble des négociations de 1939.

« Indeed, Roberts, with no access to Stalin's papers and without having consulted any Soviet foreign commissariat documents other than those published, goes so far as to deny that the Russians initiated any advances toward Berlin, even in 1939. »²⁴⁸

Ainsi, on retrouve encore cette même critique selon laquelle l'accès aux sources importantes n'est pas suffisant pour conclure que l'URSS n'a pas négocié avec l'Allemagne avant le mois d'août 1939. Dans la même optique, Haslam se permet de douter de la version proposée par Roberts de la rencontre entre Weizsacker et Merekalov du 17 avril.

« Roberts is of course right to say now that too much should not be made of the conversation, but Merekalov was clearly receptive to Weizsacker's approach; and we should bear in mind that the document published by the Russians contains signs that portions of the text have been excised. »²⁴⁹

On se retrouve donc encore une fois à critiquer la validité de sources d'origine soviétique. Alors que certains historiens en acceptent le contenu, d'autres croient que les documents qui ont été dévoilés l'ont été dans l'objectif précis de renforcer la thèse de l'école de la sécurité collective.

« Roberts relies too heavily on edited Soviet documents and secondary sources-but archives are open on the period through 1939. Let us hope therefore that further research will bring us closer to the answers before too long. »²⁵⁰

L'historien Pierre Grosser, qui écrit en 1999, est tout aussi critique qu'Haslam envers l'école de la sécurité collective, qu'il juge dépassée.

²⁴⁸ *Ibid.*, p. 785.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 793.

²⁵⁰ *Ibid.*, p. 795.

« La version présentant une Union soviétique inquiète, attachée à la sécurité collective, qui aurait cherché en vain à entraîner les démocraties occidentales dans une alliance antifasciste, mais qui aurait été trahie en Espagne puis à Munich, et présentant un Staline qui n'aurait négocié avec Hitler qu'en dernier recours et uniquement pour des raisons de sécurité, parce que Paris et Londres n'arrivaient pas à se résigner, même en 1939, à un front anti-hitlérien à trois, a perdu de sa crédibilité. »²⁵¹

S'il semble catégorique sur l'invalidité de cette thèse, il concède néanmoins que les nouveaux documents soviétiques disponibles ont permis « de corriger les reconstructions opérées uniquement à partir des archives allemandes ou de Soviétiques ayant fait défection. »²⁵²

Le Britannique Frank McDonough est un autre historien pour qui il ne fait aucun doute que l'URSS a conservé ses différentes options ouvertes durant les négociations tripartites de 1939.

« In May 1939, the pro-league, and Jewish, Litvinov was replaced by the hard-line Molotov as Soviet foreign minister. The friendly tone of the German press towards Stalin is noticeable in the summer of 1939. Yet all these events can be seen as isolated incidents, not part of a long-term Soviet plan for a pact. »²⁵³

Il n'est donc pas partisan de l'école « allemande » ni de celle de la sécurité collective. D'ailleurs, il critique sévèrement les arguments de la première.

« In spite of all the various attempts to build up a picture of Stalin cold-bloodedly plotting a Nazi-Soviet pact, the whole argument is extremely unconvincing. It depends on the assumption that the Soviet Union entered negotiations with Britain and France for alliance under false pretences. It seems much more likely, and more in accordance with diplomatic evidence, that if Britain and France had sought a straightforward military alliance, and had agreed the details later, then this agreement could have been signed quickly in the weeks after the German attack on Prague. »²⁵⁴

Il se retrouve ainsi à soutenir la même thèse que l'ensemble des tenants de l'école de la *realpolitik* : l'Union soviétique a conservé ses options ouvertes en 1939 et malgré qu'elle ait une préférence pour une alliance avec la Grande-Bretagne et la

²⁵¹ Pierre Grosser, *Pourquoi la Seconde Guerre mondiale?*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 231.

²⁵² *Ibid.*, p. 231.

²⁵³ McDonough, *op. cit.*, p. 85.

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 85-86.

France, les événements vont faire en sorte que l'Allemagne deviendra la seule option valable à court terme.²⁵⁵

Malgré que Grosser ait jugé sévèrement l'école de la sécurité collective, il est en accord avec la critique de l'école « allemande » faite par McDonough. Il se dit très peu impressionné par l'école qui présente Staline comme un « calculateur recherchant avec constance l'alliance allemande ».²⁵⁶ Selon lui, durant les années 1930, la politique soviétique est principalement « réactive » et « pragmatique », ainsi que « méfiante à l'égard des politiques allemande, anglaise et française. »²⁵⁷ Devant la peur d'une guerre sur deux fronts, Staline va raviver l'option allemande au printemps 1939.²⁵⁸

C'est de cette même façon que perçoit la situation l'historien et politologue Pierre Milza, qui publie un ouvrage général des relations internationales durant l'entre-deux-guerres en 2008.

« La lenteur apportée par les dirigeants britanniques incline le dictateur du Kremlin à penser qu'elles sont le signe d'une duplicité, et qu'il convient dans ces conditions de tenir deux fers au feu en ne négligeant pas la possibilité d'une entente avec l'Allemagne. Le remplacement en URSS de Litvinov, qui avait la réputation d'être anglophile, par le docile et impénétrable Molotov, début mai 1939, paraît indiquer à cet égard un changement de la politique soviétique. »²⁵⁹

C'est donc en réaction à la politique britannique que Staline aurait modifié sa politique. Dans son esprit, la nomination de Molotov au poste de commissaire aux Affaires étrangères est donc un signal des changements en cours dans la politique soviétique.

²⁵⁵ Frank McDonough, « When Instinct Clouds Judgement : Neville Chamberlain and the Pursuit of Appeasement with Nazi Germany, 1937-9 » dans Frank McDonough, *The Origins of the Second World War : A International Perspective*, London, Continuum International Publishing Group, 2011, p. 201.

²⁵⁶ Grosser, *op. cit.*, p. 232.

²⁵⁷ *Ibid.*, p. 233.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 231-233.

²⁵⁹ Milza, *op. cit.*, p. 233.

De son côté, Victor Rothwell, qui publie en 2001, affirme que l'URSS a écouté les offres des deux camps en 1939, pour finalement préférer celle de l'Allemagne.²⁶⁰

« As has already been noted, he [Stalin] had a strong sense of various options being open to him: alignment with the Western powers, with Germany or neutrality while the other large powers fought and weakened one another, making Russia relatively stronger without it having to make any actual effort. Even a study sympathetic to the problems facing Soviet policymakers can say no more than that there were 'attitudinal dualisms' in which collective security was the preferred policy but not the only one. »²⁶¹

On comprend donc que la position de Rothwell est exactement en phase avec celle de l'ensemble des tenants de l'école de la *realpolitik*. Au début des négociations, l'Occident avait une longueur d'avance, mais le déroulement des événements entre mars et août 1939 va amener les dirigeants soviétiques à explorer plus sérieusement leurs autres options. D'ailleurs, selon l'auteur, ce sont les Allemands qui vont se montrer ouverts à un rapprochement avec les Soviétiques en mai. Ces derniers se seraient contentés de spécifier que toutes discussions économiques devaient s'accompagner de pourparlers politiques.²⁶²

Sabine Dullin est certainement l'historienne française la plus importante pour l'école de la *realpolitik* depuis l'effondrement de l'URSS. Son ouvrage, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe. 1930-1939*, traite longuement de la politique étrangère soviétique des années 1930 en se basant sur des archives provenant de Moscou, contrairement à la majorité des intervenants au sein de cette même école de pensée. Selon l'historienne, c'est à partir du 31 mars 1939, en raison de la garantie unilatérale donnée à la Pologne par la Grande-Bretagne, que la position soviétique est modifiée, puisqu'une partie de la frontière du pays n'est plus aussi vulnérable et que les Anglais auront tôt ou tard besoin des Soviétiques²⁶³, comme le faisait remarquer Litvinov : « Nous savons très bien

²⁶⁰ Rothwell, *op. cit.*, p. 7.

²⁶¹ *Ibid.*, p. 118.

²⁶² *Ibid.*, p. 123.

²⁶³ Sabine Dullin, *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe. 1930-1939*, Paris, Payot & Rivages, 2001, p. 307-308.

qu'il est impossible de retenir et d'arrêter l'agression en Europe sans nous et, plus tard, on sollicitera notre aide, plus cher, il faudra nous payer. »²⁶⁴

Cette modification à la position soviétique, rapidement identifiée par Litvinov lui aura été fatale, selon Dullin. Étant donné que le commissaire aux Affaires étrangères était intimement lié à la politique de sécurité collective, il devenait vraisemblablement gênant car Staline désirait maintenant écouter les offres faites de part et d'autre.²⁶⁵ Malgré tout, l'auteure maintient que ce sont les Allemands qui ont pris des initiatives de rapprochement et que l'URSS s'est contentée de montrer des signes d'ouverture sans plus, ne voulant pas sacrifier ses négociations avec les Puissances occidentales avant que l'Allemagne ne se montre plus concrète dans ses intentions, ce qui expliquerait pourquoi Molotov a demandé qu'il y ait la création d'une base politique solide avant d'entamer des négociations économiques avec l'Allemagne.²⁶⁶

« Dès le mois d'avril, l'exploration des possibilités diplomatiques du côté de l'Allemagne est incontestable. Or, Litvinov faisait trop pencher la balance du seul côté des démocraties. »²⁶⁷

Ainsi, on retrouve, encore une fois, cette définition de politique réactive et pragmatique du côté soviétique. Par contre, on sent qu'il reste toujours une zone grise dans l'interprétation des premiers contacts entre l'Allemagne et l'URSS en 1939. Les tenants de l'école de la *realpolitik* n'arrivent pas à établir un consensus sur la prise d'initiative ou non de la part des dirigeants soviétiques durant les mois d'avril et de mai. Il y a deux tendances à l'intérieur de cette école. La première, menée par Haslam et Parker, est plus proche de l'école « allemande » et soutient que l'URSS a initié des contacts avec Hitler. Alors que la deuxième tendance, menée par Keeble, Alexander, Rothwell et Dullin est plus près de l'école de la sécurité collective en soutenant que l'initiative est restée du côté de

²⁶⁴ Maxim Litvinov dans Dullin. *op. cit.*, p. 308.

²⁶⁵ Dullin, *op. cit.*, p. 313.

²⁶⁶ *Ibid.*, p. 314.

²⁶⁷ *Ibid.*, p. 315

Berlin jusqu'au mois d'août. Dans le cas de cette deuxième tendance, ce qui la distingue des idées de Geoffrey Roberts, c'est qu'elle reconnaît que dès mars, ou bien, au plus tard, en mai, les Soviétiques sont ouverts à l'idée d'une alliance avec l'Allemagne.

Toutefois, dans le cas des deux tendances, il n'est jamais question d'un plan longuement mûri supposant que Staline aurait eu comme unique objectif de signer un pacte avec l'Allemagne. La définition que l'on retrouve est celle d'un dirigeant qui avait comme priorité la sécurité de son pays et qui a usé d'une politique réaliste pour y arriver. Malgré la préférence soviétique pour une alliance avec l'Occident, les événements vont l'amener à choisir Hitler comme allié, un choix justifié. Essentiellement, ils tiennent le même discours que nombre d'historiens franco-britanniques durant la Guerre froide. De plus, ils forment une majorité, tout comme durant la période de 1975 à 1989.

Du côté de l'école de la sécurité collective, il serait difficile de ne pas commencer par Geoffrey Roberts pour en expliquer les grandes lignes au lendemain de la fin de la Guerre froide. Nous avons déjà vu qu'il a publié en 1989 un ouvrage revigorant l'idée d'une URSS menant à bout de bras le projet de la sécurité collective jusqu'au mois d'août 1939, tout en réalimentant plusieurs hypothèses émises par A.J.P. Taylor près de trente ans auparavant. Il ne s'est pas arrêté là, publiant sur le sujet en 1992 deux articles fort intéressants, ainsi qu'un autre ouvrage sur les origines de la Deuxième Guerre mondiale du point de vue soviétique en 1995. C'est sans compter ses nombreuses autres contributions depuis ce temps.

Dans un article consacré au renvoi de Litvinov, Roberts démontre bien la différence fondamentale qu'il y a entre les écoles de la *realpolitik* et celle de la sécurité collective. Alors que pour la première, la nomination de Molotov au poste de commissaire aux Affaires étrangères signifie une modification dans la politique soviétique, pour la deuxième, cet événement implique simplement

qu'une nouvelle méthode va être employée pour arriver au même objectif, soit de créer une alliance antihitlérienne.

Pour Roberts, il y a effectivement un signal qui est lancé par les dirigeants soviétiques, mais il ne s'adresse pas aux Allemands, mais bien à l'Entente.²⁶⁸ L'historien britannique ajoute un nouvel élément au débat en affirmant que la triple alliance était l'idée du duo Staline-Molotov et non pas celle de Litvinov. Ce faisant, il se positionne à l'opposé de Jonathan Haslam qui affirme que la proposition soviétique du 17 avril était la dernière chance accordée à Litvinov.²⁶⁹

« Even more surprising there is, secondly, a mountain of evidence, which has been staring historians in the face for over twenty years, that, if anything, Litvinov was sacked because of his lack of enthusiasm for the Soviet triple alliance proposal of 17 April and not because he was the architect of a policy initiative that failed to bring results. »²⁷⁰

Selon lui, à partir de Munich, le commissaire aux Affaires étrangères aurait été complètement désabusé par les pays occidentaux.²⁷¹ De plus, « Litvinov's hostility towards Poland was even greater than that in relation to Britain and France. »²⁷² Pourtant, la Pologne était considérée comme un atout essentiel à toute entente de sécurité collective.²⁷³

« So, on 11 April Litvinov's stated position was to sit tight and await further developments, that in particular the USSR should not be beguiled into any collective security commitments or initiative of its own. Less than a week later Moscow was to offer the British and French a full-blown treaty of mutual assistance and a joint guarantee of the whole of Eastern Europe. What explains this sudden and dramatic change in position? »²⁷⁴

La réponse à cette question, selon Roberts, est que l'idée de la proposition a été imposée par Molotov au commissaire aux Affaires étrangères. Ainsi, le renvoi de

²⁶⁸ Geoffrey Roberts, « The Fall of Litvinov: A Revisionist View », *Journal of Contemporary History*, vol. 27, no. 4 (Oct., 1992), p. 639-640.

²⁶⁹ *Ibid.*, p.646 et 641.

²⁷⁰ *Ibid.*, p. 642.

²⁷¹ *Ibid.*, p. 646.

²⁷² *Ibid.*, p. 649.

²⁷³ *Ibid.*, p. 649.

²⁷⁴ *Ibid.*, p. 648-649.

Litvinov s'inscrirait dans la poursuite de la prise de contrôle de la politique étrangère par le duo Staline-Molotov.²⁷⁵

Toutefois, Roberts relativise ses conclusions en spécifiant qu'il doit émettre des hypothèses qu'il ne peut complètement vérifier.

« The revisionist interpretation it has presented is no more than guesswork based on the available evidence. That evidence, however, contains major gaps, not the least of which is documentation on the internal deliberations that led to Litvinov's dismissal. Nor is there any real proof of Litvinov's private thinking and calculations apart from that contained in his official correspondence and reports. It may be that this revision will have to be revised in the light of new evidence. »²⁷⁶

Dans ces circonstances, il est tout à fait normal que certains historiens ne soient pas convaincus par les arguments de Roberts.

Dans un deuxième article publié en 1992, Roberts tente d'expliquer la décision soviétique de signer un pacte avec l'Allemagne en 1939. Essentiellement, il y tient le même discours que dans *The Unholy Alliance* publié en 1989. Selon lui, « The picture that emerges from the new evidence is that the pact was more a product of accident than design, a result of policy drift rather than goal-oriented policy direction, the consequence not of strategic calculation but of a series of tactical shifts and adjustments. »²⁷⁷ Il soutient que ce changement de politique survient alors que les dirigeants soviétiques réalisent que la guerre est « on their doorstep » et que même les premiers signaux, à la fin de juillet, ne doivent pas être interprétés comme un changement définitif. Selon lui, Moscou ne savait toujours pas comment réagir vis-à-vis de l'offre de négociation allemande.²⁷⁸

Cette façon d'interpréter la nature de la politique étrangère soviétique n'est pas unique à Roberts.

²⁷⁵ *Ibid.*, p. 651 et 654.

²⁷⁶ *Ibid.*, p. 654.

²⁷⁷ *Idem*, « The Soviet Decision... », *loc. cit.*, p. 58.

²⁷⁸ *Ibid.*, p. 65.

« All these facts support the revisionist case that the Soviet decision to negotiate a nonaggression pact was taken late and the Soviet contribution to the failure of the negotiations was not lack of motivation but a failure to understand the French and British political position and diplomatic tactics; that Soviet foreign policy was “passive”, “reactive” and ad hoc. »²⁷⁹

Ces paroles, tirées d'un article de Derek Watson, soutiennent l'idée d'une politique soviétique qui ne prend pas d'initiatives et qui réagit au déroulement des événements en 1939.

Michael J. Carley abonde dans le même sens que Roberts lorsqu'il affirme que « le temps et la patience s'épuisaient à Moscou »²⁸⁰, alors que les Allemands faisaient pression pour conclure un pacte. Selon lui, Molotov aurait pu obtenir un accord avec l'Entente sans ce fameux facteur temps.²⁸¹ Il soutient, par ailleurs, que « la délégation soviétique avait les pleins pouvoirs pour négocier et signer une convention militaire avec la mission franco-britannique ».²⁸² Toutefois, cette dernière n'était pas habilitée à conclure une alliance, alors que, de l'autre côté, l'Allemagne multipliait les initiatives.²⁸³

Selon les propos de Carley, les Allemands vont tenter plusieurs rapprochements avec l'URSS entre mai et août 1939, mais cette dernière ne démontrera pas d'intérêt avant la fin juillet.

« Bien que nous ne disposions pas de toutes les preuves du côté soviétique, les archives que nous possédons à l'heure actuelle indiquent que les Allemands ont courtsé activement le gouvernement soviétique depuis mai, celui-ci résistant jusqu'à la fin juillet ou au début août. »²⁸⁴

Il serait impossible de passer sous silence le fait qu'encore une fois, en 1999, les historiens se doivent de signifier que l'accès aux sources soviétiques est insuffisant. Toutefois, cette situation continue d'évoluer et dans une série

²⁷⁹ Watson, *loc. cit.*, p. 716.

²⁸⁰ Carley, *op. cit.*, p. 221.

²⁸¹ *Ibid.*, p. 221.

²⁸² *Ibid.*, p. 229.

²⁸³ *Ibid.*, p. 229.

²⁸⁴ *Ibid.*, p. 253.

d'articles écrits plus récemment Carley réaffirme, de façon plus convaincante, que la politique soviétique ne se tourne pas vers l'Allemagne avant la fin juillet 1939.²⁸⁵

Finalement, Carley affirme que la politique soviétique était mue par divers éléments. Tout d'abord, il y avait une grande méfiance envers l'Entente, tout comme envers l'Allemagne, qui était présente chez les dirigeants soviétiques. Dans des articles récents, Carley explique très bien la source de la méfiance soviétique envers les Français et les Anglais en utilisant le contexte des années 1930, durant lesquelles les Soviétiques mettent constamment de l'avant la politique de la sécurité collective et essuient à chaque fois une fin de non-recevoir de la part des Puissances occidentales.²⁸⁶ Ensuite, deux problématiques demandaient à ce que toutes les options des Soviétiques restent ouvertes au mois d'août. En premier lieu, le fait que les Puissances occidentales refusaient d'assurer l'intégrité territoriale des pays baltes, contre toute attaque directe ou indirecte, mettait en péril la sécurité soviétique. En second lieu, la peur qu'une guerre éclate en Pologne avant qu'une entente survienne avec l'Ouest. Puis, l'insistance des Allemands, qui désiraient s'assurer de la neutralité soviétique dans l'éventualité d'une guerre, ajoutait une pression supplémentaire sur la politique étrangère menée par Molotov.²⁸⁷

« Il paraît incroyable que le gouvernement soviétique ait pu abandonner sa profonde et ancienne hostilité envers l'Allemagne nazie et ait mis entre parenthèses son engagement dans la sécurité

²⁸⁵ Michael J. Carley, « 1933-39 : “La drôle d'avant-guerre” et l'alliance de la dernière chance », *Histoire(s) de la dernière guerre, 1939-1945 : au jour le jour*, n° 1 (septembre 2009), pp. 14-20; « Who Betrayed Whom? Franco-Anglo-Soviet Relations, 1932-1939 », Koch, C. (ed) *Gab es einen Stalin-Hitler-Pakt? Charakter, Bedeutung und Deutung des deutsch-sowjetischen Nichtangriffsvertrages vom 23 août 1939*. Frankfurt am Main, Peter Lang, 2015, pp. 119-37.

²⁸⁶ Michael J. Carley, « “Only the USSR has... Clean Hands” : the Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-1938 », 1er partie, *Diplomacy & Statecraft* (UK), vol. 21, n° 2 (June 2010), pp. 202-225; 2e partie, vol. 21, n° 3 (September 2010), pp. 368-96; « Caught in a Cleft-Stick: Soviet Diplomacy and the Spanish Civil War », dans Gaynor Johnson (ed.), *The International Context of the Spanish Civil War* Cambridge: Cambridge Scholar's Press, 2009, pp. 151-180; « Behind Stalin's Moustache: Pragmatism in Early Soviet Foreign Policy, 1917-1941 », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 12, n° 3 (September 2001), pp. 159-174.

²⁸⁷ Carley, 1939. *L'alliance de la dernière chance...*, op. cit., p. 253.

collective pendant quinze jours en août, mais c'est ce que nous montrent les documents dont nous disposons. »²⁸⁸

On note, une fois de plus, la formulation concernant les sources qui laisse sous-entendre que la lumière n'est pas complètement faite sur le déroulement des négociations germano-soviétiques de 1939.

L'historienne française Annie Lacroix-Riz, qui écrit en 2010, soutient aussi que les initiatives viennent constamment des Allemands, alors que les Soviétiques ne se montrent pas intéressés avant le mois d'août. Elle s'appuie, encore une fois, sur les propos de Geoffrey Roberts en spécifiant que les arguments de celui-ci sont basés sur les archives soviétiques, mais que ses propos ont été confirmés par les archives allemandes, britanniques, américaines et françaises²⁸⁹. Dans cette optique, elle assure que le renvoi de Litvinov est causé par l'entêtement des pays occidentaux à ne pas respecter l'URSS.²⁹⁰ Ainsi, les Soviétiques auraient négocié de bonne foi avec l'Entente et ils n'auraient pas modifié ni leurs exigences ni leur politique après la nomination de Molotov au poste de commissaire aux Affaires étrangères.²⁹¹ D'ailleurs, lorsque la délégation militaire franco-britannique arrive à Moscou, la délégation soviétique était bien préparée, avait des propositions claires et précises qui démontreraient tout le sérieux avec lequel les Soviétiques abordaient ces discussions, selon Lacroix-Riz.²⁹²

Ainsi, il ne fait aucun doute pour les tenants de l'école de la sécurité collective qu'autant le discours de Staline, le 10 mars, et le renvoi de Litvinov ne s'inscrivent pas dans un changement de direction dans la politique étrangère soviétique. Ce ne serait seulement qu'au mois d'août que le duo Molotov-Staline aurait été contraint de regarder du côté de l'Allemagne. Selon Roberts, Watson, Carley et Lacroix, il est évident que l'initiative est allemande dans les relations germano-soviétiques entre mars et août 1939. Leurs arguments s'inscrivent dans

²⁸⁸ *Ibid.*, p. 253.

²⁸⁹ Lacroix-Riz, *op. cit.*, p. 495.

²⁹⁰ *Ibid.*, p. 488.

²⁹¹ *Ibid.*, p. 489.

²⁹² *Ibid.*, p. 499.

une lignée directe avec les idées d'A.J.P. Taylor et démontrent bien la continuité dans le débat quant à la nature de la politique étrangère soviétique entre 1961 et 2011. Encore une fois, cette école ne forme pas la majorité en France et en Grande-Bretagne, mais il est indéniable que ses idées influencent grandement le débat, d'autant plus que les nouvelles sources soviétiques ont confirmé plusieurs de leurs hypothèses. D'ailleurs, nous avons vu qu'à l'intérieur même de l'école de la *realpolitik*, il se trouve une tendance qui adhère à l'idée que l'Union soviétique est restée passive vis-à-vis de l'Allemagne au moins jusqu'au mois d'août, un argument cher à l'école de la sécurité collective.

Dans ce contexte de continuité, on peut tout de même percevoir une modification du débat quant à la perception de la nature de la politique soviétique. Durant les trente dernières années de la Guerre froide, il est juste de présenter la thèse de la *realpolitik* comme la position « centriste » du débat. À cheval entre les écoles de la sécurité collective et « allemande ». Par contre, après 1990, avec l'effacement de l'école « allemande », le « centre » va se déplacer à mi-chemin entre les deux écoles restantes. Ainsi, à l'intérieur de l'école *realpolitik*, il faut distinguer la tendance menée par Haslam et Parker, puis celle à laquelle Keeble, Alexander, Rothwell et Dullin adhèrent. Cette dernière doit maintenant être considérée comme le « centre », étant plus proche de la thèse de la sécurité collective, sans pour autant y adhérer. Doit-on parler d'une rupture dans le débat? Absolument pas! Il est plutôt question d'une évolution tout à fait normale considérant l'indisponibilité des archives soviétiques.

III. La responsabilité principale de l'échec des négociations tripartites : la politique étrangère soviétique?

Nous avons vu que, durant la Guerre froide, la plupart des historiens franco-britanniques ont principalement blâmé les pays occidentaux pour l'insuccès de ces démarches de négociation. Nous allons maintenant voir que la dynamique reste la même durant la période comprise entre 1990 et 2011.

Selon Curtis Keeble et Martin Alexander, il faut regarder le portrait d'ensemble et ne pas se limiter aux mois de mars à août 1939 pour bien comprendre les raisons de l'échec. Dans cette optique, Keeble soutient qu'il est évident qu'entre 1935 et le printemps 1939, la Grande-Bretagne n'avait jamais considéré l'Union soviétique comme un facteur important de l'échiquier européen. Cela a rendu la situation beaucoup plus complexe pour établir une alliance antihitlérienne dans le contexte de 1939.²⁹³ De son côté, Alexander affirme que « The cards in the hands of the French and British when they rejoined the Soviets at the table, after two years with only a formal level of diplomatic contacts, were weak ones. »²⁹⁴ De plus, Keeble fait remarquer que les Britanniques ont donné aux Soviétiques de bonnes raisons d'être méfiants à leur égard.

« Munich may not have figured directly in the British-Soviet relationship, but it was critical to Soviet assessment of British policies and to the setting of the stage for the 1939 negotiations. [...] It must have been a powerful factor in that reshaping of Soviet policy which was to culminate in the German-Soviet agreement of the following summer. »²⁹⁵

Ainsi, après les accords de Munich, il va de soi qu'en 1939, les dirigeants soviétiques aient des doutes sur les réelles intentions de l'Entente. L'idée que la méfiance était bien implantée entre les deux camps au début des négociations tripartites est aussi présente avec Alexander.

« The eleventh hour attempt by the French, accompanied by the even more reluctant British, to resurrect a military partnership with Russia in the summer of 1939 was blighted from the outset by Soviet distrust. »²⁹⁶

Dans ces circonstances, la garantie à la Pologne ne fait qu'augmenter la méfiance soviétique²⁹⁷ et démontre une nouvelle fois que l'Entente n'accorde pas une

²⁹³ Keeble, *op. cit.*, p. 133.

²⁹⁴ Alexander, *op. cit.*, p. 302.

²⁹⁵ Keeble, *op. cit.*, p. 141.

²⁹⁶ Alexander, *op. cit.*, p. 301-302.

²⁹⁷ Keeble, *op. cit.*, p. 144.

valeur militaire importante à l'URSS, alors qu'elle surestime celle des Polonais.²⁹⁸

C'est dans cette optique que Martin Alexander s'en tient à la version selon laquelle l'attitude évasive des pays occidentaux, jumelée à celle beaucoup plus décisive de l'Allemagne, va orienter le choix soviétique.

« The complacency among the government and general staff in Paris – added to the revulsion felt by Chamberlain and British conservatives for supping with Stalin except with a very long-handled spoon – lay behind the fatally dilatory western initiatives to achieve an Anglo-Franco-Soviet alliance for mutual and reciprocal defence. It also explains why Germany's much swifter, more cynical and more decisive diplomatic opening to Stalin succeeded in bringing Hitler the spoils of the Nazi-Soviet non-aggression pact signed by Ribbentrop and Molotov on 23 August. »²⁹⁹

À cela s'ajoute, selon l'auteur, le fait que, pour qu'une alliance anglo-franco-soviétique ait lieu, les Polonais devaient nécessairement accepter le passage des troupes soviétiques, ce qu'ils refuseront jusqu'à la toute fin des négociations.³⁰⁰

Si Keeble reconnaît que les accords de Munich et la garantie à la Pologne ont été des erreurs importantes du côté de l'Entente, tout comme Alexander, il ne croit pas pour autant qu'elle doit porter seule la responsabilité de l'échec.

« It is unlikely that any different handling of the political negotiations would have enabled the British and French Governments to secure Soviet cooperation against Germany without a commitment to sacrifice the states on the Soviet Union's western border and even this might not have sufficed. The military negotiations were never serious on either side and were largely irrelevant to the outcome. »³⁰¹

Ainsi, selon Keeble, les discussions militaires n'ont rien à voir avec l'échec des négociations tripartites. À la fin de juillet, les Soviétiques avaient établi le maximum qu'ils pouvaient obtenir avec l'Entente. Il était maintenant temps de voir ce que l'Allemagne pouvait offrir concrètement. Pour en arriver à cette conclusion, l'historien britannique se base sur le refus des Soviétiques de faire une annonce publique sur les progrès en vue d'une alliance antihitlérienne.

²⁹⁸ Alexander, *op. cit.*, p. 302.

²⁹⁹ *Ibid.*, p. 303-304.

³⁰⁰ *Ibid.*, p. 304-305.

³⁰¹ Keeble, *op. cit.*, p. 158.

« It is scarcely possible, with the advantage of hindsight, to see this refusal other than as a reflection of the preparation to move to a relationship with Germany. At this point, the Soviet Government knew that they could obtain with Britain and France an agreement which covered them against every possibility other than hostilities caused by their own intervention in one of the borders states in a situation not provoked by a threat of force by Germany. If they had wished to use the prospect of the alliance as a deterrent to Germany, it was clearly to their advantage to proclaim rather than to obscure the extent agreement. [...] At this point the Soviet Government chose to remain silent. »³⁰²

Cette citation à de quoi surprendre un lecteur avisé, puisque Keeble affirme que les Soviétiques *savaient* qu'ils pouvaient obtenir une entente avec les Puissances occidentales et qu'ils en connaissaient les paramètres. Il s'aventure beaucoup plus loin que le font les autres historiens, qui soutiennent généralement que les dirigeants soviétiques savaient qu'il y avait une *possibilité* qu'une entente survienne *à partir* des bases énoncées par Keeble. Cela est encore plus étonnant dû au fait que Keeble ne consulte pratiquement pas les archives soviétiques.³⁰³ Il reste toutefois évident qu'aux yeux de ce dernier, les deux camps avaient des choses à se reprocher dans l'échec des négociations tripartites.

« So the first British attempt to establish a politico-military alliance with the Soviet Union, bedevilled from the outset by mutual suspicion, failed and in its failing left a legacy of mutual recrimination. »³⁰⁴

R.A.C. Parker alimente la position de Keeble en 1993 lorsqu'il affirme que nous ne pouvons toujours pas savoir avec certitude s'il était possible d'amener Staline à combattre Hitler plutôt que de l'aider. Mais, s'il y a une chose qui est claire, c'est que Chamberlain a tout simplement refusé d'essayer, croyant que la collaboration de l'URSS n'était pas nécessaire ni souhaitable.³⁰⁵ Dans cette optique, il ne fait aucun doute que la responsabilité repose lourdement sur le camp de l'Entente.

« At the time of writing these words, more than half a century later, it is impossible to be certain of the reasons for the actions of the Soviet

³⁰² *Ibid.*, p. 153.

³⁰³ *Ibid.*, p. 366.

³⁰⁴ *Ibid.*, p. 158.

³⁰⁵ Parker, *op. cit.*, p. 347.

government. [...] The Prime Minister's opposition to an alliance and the motive for his opposition, the fear of alienating the Germans, may explain the eventual abandonment by the Soviet government of any attempts they were making in the summer of 1939 to secure the British alliance. »³⁰⁶

Évidemment, ce qui ressort de cette citation est le fait que la conclusion de l'auteur sur les raisons de l'échec des négociations tripartites relève d'hypothèses qui ne sont pas encore totalement confirmées. Par contre, sa description des intentions de Molotov comparées à celles de Chamberlain durant les négociations ne laisse aucun doute sur le fait qu'il perçoit le commissaire soviétique beaucoup plus positivement.

« [Molotov] devoted himself to extracting from the British a pledge to join with the USSR in any war with Germany, a pledge Chamberlain was determined to refuse. [...] Molotov's tenacity matched Chamberlain's obstinacy. Molotov wanted an unbreakable alliance covering every possibility of Soviet-German conflict; Chamberlain wanted the minimum Anglo-Russian association he could persuade his Cabinet and his party to regard as sufficient. »³⁰⁷

Ainsi, selon l'auteur, Molotov a négocié sincèrement dans l'objectif d'obtenir la meilleure entente possible, alors que Chamberlain a tout fait pour qu'aucun pacte d'envergure ne puisse être réalisé.

Nous pouvons déjà remarquer que la vision qu'entretient Parker du premier ministre britannique est beaucoup plus critique que celle qu'il a envers la France. Selon lui, les Français désiraient réellement une entente, et, pour ce faire, ils étaient prêts à accepter les demandes soviétiques, dont celles concernant les États baltes.³⁰⁸

« To many at the time, particularly in France, a military alliance between Great Britain, France and the USSR seemed the best hope, perhaps the only hope, of cubing Nazi Germany without war. It is probable that Chamberlain destroyed this hope. We cannot be certain of the intention and assumption of Stalin and his associates. »³⁰⁹

³⁰⁶ *Ibid.*, p. 224-225.

³⁰⁷ *Ibid.*, p. 227.

³⁰⁸ *Ibid.*, p. 235 et 240.

³⁰⁹ *Ibid.*, p. 245.

Ainsi, pour Parker, c'est principalement Neville Chamberlain qui doit être tenu responsable de l'échec, même s'il spécifie que le doute persiste sur les intentions réelles de Staline.

L'historien britannique Frank McDonough est en accord avec Parker concernant la responsabilité de Chamberlain dans l'échec.

« Chamberlain opposed an alliance with the Soviet Union because he believed it would antagonize Hitler, alienate Poland and make war more inevitable. Chamberlain never contemplated flying to meet Stalin and rejected generous offers by Churchill and Eden to lead the negotiations. It was not until August 1939 that British and French military delegations arrived in Moscow to conduct negotiations and by that time the endless delay had already done its damage. This lack of urgency in the Anglo-Soviet negotiations and the low profile attached to them was yet another monumental error of judgement by Chamberlain. »³¹⁰

Ce plaidoyer ne laisse aucun doute sur la position de l'auteur concernant le rôle du premier ministre britannique dans l'échec des négociations de 1939.

L'auteur n'entretient, par contre, pas le même doute que Keeble et Parker sur la responsabilité de l'URSS. Selon lui, le camp de l'Entente doit porter l'ensemble du blâme. Il affirme que l'origine de l'échec des discussions anglo-franco-soviétiques et de la signature du Pacte Molotov-Ribbentrop remonte à la manière dont les Puissances de l'ouest ont géré les lendemains du coup de Prague.³¹¹

« After Prague, the door was open to create a united anti-Hitler stance, but once again Chamberlain muddled on with the ill-thought-out guarantee to Poland. It is a tragedy that Chamberlain stayed on as Prime Minister, after the humiliation of Prague, in March 1939. »³¹²

La garantie à la Pologne est donc perçue comme un facteur important de l'incapacité de l'Entente d'en arriver à une alliance avec l'URSS. Il utilise le même argument que plusieurs historiens avant lui en affirmant que la garantie

³¹⁰ McDonough, « When Instinct Clouds Judgement... », *loc. cit.*, p. 201.

³¹¹ *Ibid.*, p. 201.

³¹² *Ibid.*, p. 202-203.

rendait la situation extrêmement complexe, « which made gaining an alliance with the Soviet Union without Polish agreement impossible. »³¹³ Les Britanniques venaient de faire un choix, ils priorisaient la Pologne à l'Union soviétique en tant qu'alliée nécessaire à la constitution du front antihitlérien. Cela va se refléter dans les négociations tripartites.

« It seems much more likely, and more in accordance with diplomatic evidence, that if Britain and France had sought a straightforward military alliance, and had agreed the details later, then this agreement could have been signed quickly in the weeks after the German attack on Prague. It was British delay and Poland intransigence that were the most significant reasons for failure. After all, the Soviets made a definite offer of an alliance in April 1939. It was a full four months before talks broke down. »³¹⁴

Ainsi, les deux facteurs les plus importants de l'échec reviennent au camp de l'Entente selon McDonough, qui spécifie que c'est la Grande-Bretagne, plus particulièrement, qui avait été le maître d'œuvre de cet échec.

L'historien et politologue français Pierre Milza croit lui aussi que les Britanniques doivent porter une plus grande part du blâme de l'échec que la France. Selon lui, si la Grande-Bretagne finit par accepter plusieurs conditions posées par les Soviétiques dans les négociations, c'est en raison des « pressions insistantes du gouvernement français qui, des trois partenaires, est le seul à souhaiter une conclusion rapide du projet ».³¹⁵ L'auteur croit donc que l'URSS a sa part de responsabilités, tout comme la Pologne en raison de son refus d'accéder à la demande soviétique d'autoriser le passage de ses troupes sur son territoire.³¹⁶ Mais, en définitive, il ne fait aucun doute dans l'esprit de Milza que l'Union soviétique ait tenté de rechercher une alliance avec Hitler « en raison des attermoissements des Franco-Britanniques pour conclure la convention militaire ».³¹⁷ Il va donc à l'encontre de Keeble, qui affirmait que les discussions

³¹³ *Ibid.*, p. 201.

³¹⁴ Frank McDonough, *Neville Chamberlain, appeasement, and the British road to war*, Manchester, Manchester Univ. Press. 1998, p. 85-86.

³¹⁵ Milza, *op. cit.*, p. 232.

³¹⁶ *Ibid.*, p. 233.

³¹⁷ *Ibid.*, p. 234-235.

militaires n'avaient pas joué un rôle important dans l'insuccès des négociations tripartites.

Selon Victor Rothwell, il faut aussi ajouter le fait que Staline possède un bon système de renseignement, ce qui lui permet, entre autres, d'être au courant qu'Hitler ne désire pas s'attaquer à l'Union soviétique en premier lieu. Cela aurait été un facteur important dans l'échec des négociations, mais, bien évidemment, il faut aussi tenir compte du fait que l'Occident négocie avec une extrême prudence et que la Pologne refuse toujours le passage des troupes soviétiques sur son territoire.³¹⁸

La question de la responsabilité de l'échec est complexe, selon Rothwell. C'est pourquoi il invoque aussi les problématiques de la méfiance réciproque dans les années 1930.

« it is probable that they [Soviétiques] had the strongest suspicions about whether appeasement had really been abandoned. These would be strengthened by tardiness with which Britain and France, but especially Britain, turned to trying to forge security arrangements with Russia. »³¹⁹

Alors que les dirigeants soviétiques demandent des garanties précises, étant donné qu'ils doutent de la bonne foi de l'Entente, les pays occidentaux tardent à s'investir pleinement dans les négociations en vue d'une alliance anglo-franco-soviétique.

« Ideological prejudice and an adverse, even contemptuous, assessment of Russian military capabilities interacted with one another to continue to cause the Western powers to keep Soviet Russia at arm's length in the late 1930s. The most important element in the ideological factor was a profound suspicion that the Soviet regime would feel no obligation in difficult circumstances to keep its word to those whom its ideology characterised as the bourgeois class enemy. »³²⁰

Ainsi, cette méfiance réciproque, principalement entre la Grande-Bretagne, qui a peur d'une révolution communiste, et l'Union soviétique, qui soupçonne que

³¹⁸ Rothwell, *op. cit.*, p. 113-114.

³¹⁹ *Ibid.*, p. 113.

³²⁰ *Ibid.*, p. 116.

l'appeasement n'a pas réellement été abandonnée, doit être considérée comme un facteur important dans l'échec de 1939. D'ailleurs, à ce sujet, Sabine Dullin affirme que les accords de Munich contribuent à l'exacerbation de la méfiance soviétique envers l'Entente. À partir de ce moment-là, « le gouvernement britannique, qui était désormais l'acteur principal du point de vue soviétique, était considéré par Maïski et Litvinov comme un gouvernement dont l'optique munichoise ne changerait jamais ». ³²¹ Selon l'auteure, c'est donc ce qui explique que les diplomates soviétiques n'ont pas réalisé le changement majeur dans la politique britannique suite au coup de Prague en 1939. ³²²

Selon Victor Rothwell, il est regrettable que la France et la Grande-Bretagne ne possèdent pas un service de renseignement aussi efficace que celui de l'URSS à l'aube de la Seconde Guerre mondiale.

« Perhaps the greatest tragedy of 1939 is that between late July and the signature of the Nazi-Soviet pact on 23 August Britain received almost no intelligence of any value about the now fast-developing Soviet-German relationship. If it had done, Britain - and France would undoubtedly have raised no objection - could have agreed to every Soviet demand, forcing Stalin either to sign with the Western powers or to reveal that he would no longer do so under any circumstances. » ³²³

On perçoit ici que Rothwell fait porter un plus grand blâme à la Grande-Bretagne qu'à l'URSS, mais qu'il lui reste des doutes sur le véritable plan de Staline durant les négociations tripartites, tout comme Parker. Il en arrive donc à la conclusion que les torts sont dans les deux camps. Cela étant dit, par l'intermédiaire de la dernière citation, on remarque bien la nature profonde de la stratégie des Britanniques, telle qu'interprétée par Rothwell, qui négociaient pour *empêcher* une entente germano-soviétique et non pas pour *obtenir* une alliance anglo-franco-soviétique.

³²¹ Dullin, *op. cit.*, p. 300.

³²² *Ibid.*, p. 301.

³²³ Rothwell, *op. cit.*, p. 123.

« In 1942 Molotov was to remark to the British negotiator of 1939, William Strang, “We did our best in 1939, but we failed: both were at fault.” »³²⁴

Du côté de l'école de la sécurité collective, les historiens placent aussi le fardeau sur les épaules de l'Entente, malgré le fait qu'ils incriminent, mais dans une moindre mesure, l'Union soviétique. Annie Lacroix-Riz est particulièrement critique envers la stratégie de la Grande-Bretagne durant les négociations tripartites. Selon elle, le 3 août, le *Foreign Office* transmet à Paris un mémorandum qui est parfaitement scandaleux.

« Ses 117 points, base commune aux deux composantes de la mission puisque Paris s'alignait sur la 'gouvernante anglaise', constituent avec ses annexes un modèle de l'arrogance, du racisme et de la bêtise des élites britanniques qui, comme leurs homologues françaises, tenaient 'les Russes' pour des sous-hommes. Il fourmille d'aveux corroborant *tous* les griefs de Moscou contre la malignité de ses interlocuteurs, refus d'alliance, néant des 'garanties' franco-anglaises des territoires polonais et roumain, duperie de l'opinion publique, etc. »³²⁵

Par la suite, elle révèle plusieurs éléments contenus dans ce mémorandum qui confirment sans l'ombre d'un doute que la mission militaire ne se rendait pas à Moscou dans le but d'obtenir une entente et qu'en aucun cas, elle n'avait l'intention d'obliger la Pologne ou la Roumanie à accepter le passage des troupes soviétiques.³²⁶ Dans cette optique, l'auteur rejette l'ensemble de la faute de l'échec aux Britanniques et à l'impuissance française à les influencer, sans oublier l'obstination polonaise à refuser de coopérer avec l'Union soviétique.³²⁷

Derek Watson, en présentant le point de vue de Molotov, en arrive à des conclusions similaires. Selon l'auteur, Molotov avait constamment reproché aux Britanniques de ne pas être sincères durant les négociations.

³²⁴ *Ibid.*, p. 125.

³²⁵ Lacroix-Riz, p. 496.

³²⁶ *Ibid.*, p. 496.

³²⁷ *Ibid.*, p. 496 à 503.

« The height of this was the arrival of the military missions in Moscow, quite unprepared to deal with the question of Soviet troops passing through Poland and Romania, a question which the USSR had raised in the past on several occasions at the time of the Czech crisis. This, in his opinion, showed that the British and French were only 'playing' with the Soviet Union. »³²⁸

Ainsi, le fait que la délégation militaire franco-britannique ne soit pas habilitée à discuter de la question polonaise précipitera l'échec des négociations tripartites, selon Watson.³²⁹ C'est une position qui concorde avec celle de Geoffrey Roberts, qui affirme, dans son ouvrage publié en 2011, que « The military talks collapsed because the British and French failed to satisfy Moscow on the question of the Red Army's right of passage across Poland and Romania. »³³⁰

En 1995, dans son ouvrage traitant des origines de la Deuxième Guerre mondiale du point de vue soviétique, Roberts aborde sa perception des raisons de l'échec de 1939. Selon lui, l'expérience des négociations politiques n'avait pas été positive, mais le facteur le plus important reste la façon dont l'Entente avait abordé les discussions militaires.

« [La principale cause de cet échec fut] the dilatory behaviour of the Anglo-French military delegation which – at the height of the German-Polish crisis over Danzig – did not fly to Russia but travelled by a slow merchant ship. Then there was the relatively low rank and status of the Anglo-French military negotiators and the fact that the British had no written powers to negotiate, and that although the French did have the power to negotiate they were not authorised to sign any agreement. During the talks themselves it became clear that Britain and France had no strategic and operational plans for a joint war against Germany. »³³¹

Dans ces circonstances, il n'est pas surprenant que les dirigeants soviétiques aient commencé à s'intéresser aux offres allemandes durant le mois d'août.

Michael J. Carley est en accord avec Roberts sur le comportement de la délégation militaire franco-britannique. Selon lui, la stratégie adoptée par celle-ci n'a fait que démontrer l'hostilité antisoviétique, ainsi que le refus d'abandonner

³²⁸ Watson, *loc. cit.*, p. 715-716.

³²⁹ *Ibid.*, p. 716.

³³⁰ Geoffrey Roberts, « Stalin and the Outbreak of Second World War », dans Frank McDonough, « *The Origins* », *op. cit.*, p. 420.

³³¹ Roberts, *The Soviet Union...*, *op. cit.*, p. 86.

l'*appeasement* envers Hitler.³³² Pour lui, il ne fait aucun doute que le facteur dominant dans l'échec des négociations tripartites est l'anticommunisme des pays occidentaux.

« la source de l'échec de la coopération anglo-franco-soviétique contre le nazisme fut l'anticommunisme. Le dilemme guerre-révolution était la théorie dominante officielle et officieuse des décideurs politiques franco-britanniques à propos de l'URSS pendant l'entre-deux-guerres. »³³³

Selon l'auteur, Chamberlain n'aurait effectué rien de moins qu'un « sabotage » durant les négociations anglo-franco-soviétiques de 1939. Toutefois, Carley ne croit pas que le premier ministre britannique soit le seul que l'on doit blâmer, puisque Daladier et Bonnet auraient eu leur rôle à jouer en étant « mariés à Londres et à leur propre anticommunisme. »³³⁴

De l'autre côté, Carley soutient que l'URSS avait aussi ses torts. Il est évident que les purges ne donnaient pas une bonne image et qu'elles offraient « un excellent prétexte aux anticommunistes qui s'opposaient à des relations plus étroites avec l'URSS ». ³³⁵ De plus, l'historien dénonce le manque « d'indépendance d'esprit » de Molotov par rapport à Staline, qui lui aurait permis de déceler les ouvertures britanniques de 1939. Par ailleurs, le commissaire aux Affaires étrangères « n'était pas du genre à oublier la méfiance développée et nourrie depuis plus de vingt ans. »³³⁶ Il ne fait donc aucun doute que l'analyse de la situation de l'auteur nous amène à considérer l'échec de « l'alliance de la dernière chance » dans le contexte global de l'entre-deux-guerres, puisque, pour comprendre l'anticommunisme occidental, il faut remonter à la Première Guerre mondiale.

Ce qui est frappant dans l'analyse des arguments des deux écoles de pensée, c'est le fait que, sur la question de la responsabilité de l'échec, ils

³³² Carley, 1939. *L'alliance de la dernière chance... op. cit.*, p. 252.

³³³ *Ibid.*, p. 300.

³³⁴ *Ibid.*, p. 300.

³³⁵ *Ibid.*, p. 301.

³³⁶ *Ibid.*, p. 303.

tiennent un discours semblable. Tout comme dans la première section du chapitre, concernant le moment de la décision soviétique de prioriser une alliance avec l'Allemagne, aucune des deux écoles n'arrive à un véritable consensus et il devient difficile de discerner les idées de l'une comparativement à celles de l'autre. Ainsi, la majorité des historiens franco-britanniques croit en une responsabilité accrue du côté de l'Entente, plus particulièrement pour la Grande-Bretagne. Cette position est essentiellement la même qui dominait durant les trente dernières années de la Guerre froide et qui s'est poursuivie durant les années 1990 et 2000.

Il est donc vrai que le débat va évoluer après la Guerre froide. Toutefois, ce n'est pas en lien avec la nature du débat, mais bien avec l'afflux constant de nouvelles sources soviétiques. Nous avons vu que le « centre » va se déplacer en raison de l'effacement de l'école « allemande » et le renforcement de certaines hypothèses de l'école de la sécurité collective. Nous pouvons encore affirmer qu'entre 1990 et 2011, la majorité des historiens appuie la thèse de la *realpolitik*, mais il est nécessaire de spécifier que Geoffrey Roberts et les tenants de la thèse de la sécurité collective influencent le débat de manière plus significative en raison d'une crédibilité accrue. Celle-ci est due, non pas à la fin de la propagande, mais bien à l'ouverture progressive des archives soviétiques.

Conclusion

Les origines de la Deuxième Guerre mondiale posent plusieurs défis à tout historien qui désirerait écrire sur le sujet, encore aujourd'hui, plus de 70 ans après que l'Allemagne ait envahi la Pologne. D'innombrables ouvrages y sont consacrés depuis les années 1940 et plusieurs écoles de pensée ont vu le jour, en passant, entre autres, de la perception d'un Hitler qui avait tout planifié, version prônée par Churchill, à un Hitler opportuniste qui, au mieux, n'était qu'un improvisateur, version prônée par Taylor en 1961.³³⁷ Dans notre recherche, nous ne nous sommes intéressés qu'à une infime partie des causes de ce second conflit mondial au 20^e siècle. La problématique que nous avons abordée est celle de l'interprétation, entre 1961 et 2011, par les historiens français et britanniques du rôle de la politique étrangère soviétique dans l'échec des négociations tripartites de 1939.

Depuis la fin de la Guerre froide, de nombreux historiens ont conclu que les thèses occidentales avaient été écrites sous l'influence de la propagande, en raison d'enjeux politiques. En 1992, Geoffrey Roberts proclamait que, contrairement à la majorité des historiens occidentaux, il allait démontrer que la décision soviétique de s'entendre avec l'Allemagne avait été prise à la fin des pourparlers et que le Pacte de non-agression germano-soviétique était une conséquence de l'échec des négociations tripartites de 1939.³³⁸ C'est avec le même objectif que Michael J. Carley s'exprimait en 1999.³³⁹

« De nombreux historiens occidentaux ont développé une position contradictoire : c'est le pacte de non-agression qui a causé l'échec des négociations sur une triple alliance antinazie; Hitler et Staline s'acoquinèrent parce qu'il n'y avait pas vraiment de différence, ou pas beaucoup, entre le nazisme et le communisme. De telles affirmations devinrent habituelles pendant la guerre froide après 1945. Cette

³³⁷ Bell, *op. cit.*, p. 49-50.

³³⁸ Roberts, « Decision », *loc. cit.*, p. 58. Pour voir la citation complète, consulter la section « problématique » de l'introduction.

³³⁹ Carley, 1939. *L'alliance de la dernière chance... op. cit.*, p. 7.

idéologie finit par masquer la responsabilité franco-britannique sur le chemin de la guerre en 1939. »³⁴⁰

Il nous semblait d'ailleurs que cette vision allait de soi, mais notre étonnement fut grand lorsque nous avons commencé à étudier le sujet.

Soudainement, l'idée d'un mémoire à saveur comparative entre les thèses franco-britanniques *influencées* par la propagande de la Guerre froide et celles d'après 1990 a pris la tournure d'une étude démontrant que la fracture du débat était survenue en 1961, quelque trente ans avant ce que nous avons anticipé. Lorsque Roberts et Carley affirment que de nombreuses thèses occidentales établissent que le Pacte Molotov-Ribbentrop a causé l'échec des négociations tripartites de 1939, nous ne pouvons qu'acquiescer. Par contre, notre bilan historiographique démontre que ce courant d'idées n'est ni dominant ni majoritaire entre 1961 et 1989 en France et en Grande-Bretagne. Évidemment, l'Occident est loin de se limiter à ces deux pays, et c'est pourquoi nous ne remettons aucunement en question le postulat de Roberts, Carley et bien d'autres historiens. Toutefois, ce que nous enseigne notre recherche c'est qu'il faut rester prudent lorsque nous utilisons une formule générale, comme les « thèses occidentales » ou « les historiens occidentaux », pour qualifier une tendance. Notre analyse démontre bien que l'historiographie occidentale n'est pas aussi monolithique et biaisée par la propagande de la Guerre froide qu'on pourrait le croire a priori.

En revanche, le bilan historiographique démontre aussi que durant les vingt premières années suivant le déclenchement de la guerre il y a effectivement eu une influence idéologique dans le débat. Nous avons donc démontré, dans notre premier chapitre, qu'A.J.P. Taylor a court-circuité le débat idéologique en proposant une thèse qui donnera naissance à l'école de pensée de la sécurité collective, fondée sur l'idée que l'URSS avait recherché une entente avec les

³⁴⁰ *Ibid.*, p. 301.

Puissances occidentales au moins jusqu'à la fin du mois de juillet. Celle-ci a immédiatement et considérablement réduit l'influence de la thèse « allemande » voulant que Hitler ait tout planifié. L'innovation de l'historien britannique est d'avoir contesté l'interprétation dominante de la politique allemande, mais aussi d'avoir obligé ses confrères à remettre en question la perception de la politique étrangère soviétique qui était admise à ce moment en Occident. C'est sur cette base que se développeront les écoles de pensée de la *Realpolitik* et de la sécurité collective à partir de 1961 en France et en Grande-Bretagne.

Par la suite, nous avons vu, dans le deuxième chapitre, que les idées de l'école de la *Realpolitik* ont pris l'ascendant entre 1975 et 1989. Malgré que celle-ci n'adhère qu'en partie aux idées de Taylor, elle concorde dans ses perceptions de la nature profonde de la politique étrangère soviétique entre mars et août 1939. Ainsi, elle ne présente pas Staline comme un être perfide qui a planifié depuis longtemps l'échec des négociations tripartites, mais plutôt comme un réaliste ayant fait un choix logique dans les circonstances. Il est donc juste de dire que, durant les quinze dernières années de la Guerre froide, le débat se poursuit dans le cadre imposé par les thèses de Taylor et qu'il n'y a pas de retour à celles qui présentaient le Pacte germano-soviétique comme étant l'objectif ultime et planifié de la politique soviétique en 1939.

Afin de renforcer cette idée que le débat des trente dernières années de la Guerre froide n'est pas idéologique en France et en Grande-Bretagne, nous avons établi, dans le troisième chapitre, que les arguments des écoles de pensée dominantes sont essentiellement les mêmes avant et après 1990. Nous avons même vu que la convergence des idées s'est poursuivie et que, dans deux des trois facettes que nous avons retenues pour l'analyse du débat, les écoles de la *Realpolitik* et de la sécurité collective adoptent sensiblement les mêmes positions.

L'analyse de ces trois périodes s'est faite autour de trois axes qui permettent de distinguer les courants historiographiques. Le premier thème que nous avons abordé est celui du moment de la décision soviétique de prioriser une

entente avec l'Allemagne. Depuis 1961 et, de façon plus marquée, à partir de 1975, il est juste d'affirmer que la grande majorité des historiens franco-britanniques soutiennent que la décision soviétique ne survient pas avant, au moins, la fin juillet et qu'elle est fort probablement prise en août.

Notre deuxième thème concerne la nature de la politique étrangère soviétique durant les négociations tripartites. Selon deux des trois écoles de pensée relevées, et donc pour la majorité des intervenants dans le débat, la décision soviétique de s'entendre avec l'Allemagne est d'abord pragmatique. Selon ces mêmes auteurs, la situation complexe de 1939 et l'impératif de sécurité ont imposé ce choix aux Soviétiques, malgré leur préférence pour une alliance avec l'Entente. Par contre, le cheminement vers ce choix ne fait pas consensus, comme en font foi les trois interprétations toujours défendues par les historiens. D'une part, l'école de la *Realpolitik* se divise en deux tendances, la première affirmant que l'URSS aurait elle-même pris plusieurs initiatives entre mars et août 1939 pour s'assurer que l'option allemande était toujours viable, dans l'éventualité où les négociations tripartites échoueraient. La deuxième tendance affirme, quant à elle, que la politique soviétique était passive et réactive avec Hitler avant le mois d'août. Cela signifie, selon les tenants de cette version, que, dès le début des négociations, l'Union soviétique envisage la possibilité d'une entente avec Berlin, mais ne prendra pas d'initiative en ce sens, puisque ce n'est pas une priorité à ce moment. D'autre part, l'école de la sécurité collective soutient, de son côté, que non seulement la politique soviétique est passive et réactive, mais que les dirigeants soviétiques n'envisagent aucunement une entente avec l'Allemagne avant le mois d'août. Dans ces circonstances, le Pacte Molotov-Ribbentrop est une improvisation de dernière minute.

Notre troisième thème aborde la question de la responsabilité de l'échec de « l'alliance de la dernière chance ». À ce sujet, les deux écoles de pensée dominantes s'entendent généralement pour affirmer, malgré les torts partagés par tous les acteurs de la négociation, que la France et, plus particulièrement, la Grande-Bretagne doivent porter une grande part du blâme. Les historiens franco-

britanniques ont donc reconnu que l'Union soviétique n'avait pas œuvré à provoquer un cataclysme intercapitaliste en 1939, mais qu'elle avait plutôt tenté de sortir de son isolement diplomatique.

Malgré tout, il y a relativement peu d'auteurs franco-britanniques qui adhèrent entièrement aux idées de Taylor avant 1990. La raison est simple : les sources soviétiques ne sont pas accessibles, ce qui empêche ainsi de vérifier plusieurs de ses hypothèses. Dans ces circonstances, les historiens se doivent de nuancer leurs propos, étant donné que leur analyse de la politique soviétique est basée sur la perception que les diplomates britanniques, français, américains et allemands en ont eue. Il devient donc évident qu'entre 1961 et 1989, le frein à la progression du débat n'est pas la perception idéologique des historiens, mais bien l'accès restreint aux sources soviétiques.

D'ailleurs, malgré l'amélioration de la situation à la suite du démantèlement de l'URSS, la problématique est encore présente dans les années 2000. Il n'existe pas de meilleur exemple à ce titre que les motivations qu'évoque Michael Carley pour écrire son ouvrage « *1939, L'alliance de la dernière chance* » en 1999.

« La plupart des nouveautés concernant cette période [1938-1941] ont été publiées entre 1990 et 1998, et n'ont été que peu utilisées jusqu'à présent. Ces documents présentent un point de vue soviétique sur des événements que jusqu'ici nous avons surtout vus à travers un prisme occidental. Qui plus est, la combinaison des quatre sources archivistiques – britannique, française, soviétique et allemande – crée une plus grande profondeur de champ sur ces sujets encore fort controversés. »³⁴¹

Cette situation explique par elle-même que le sujet soit encore autant d'actualité dans la discipline historique. D'aucuns doivent donc se surprendre du fait qu'en 2011, il n'existe toujours pas de consensus sur la problématique de la responsabilité de l'échec des négociations anglo-franco-soviétique de 1939. D'ailleurs, la corrélation entre l'appui grandissant qu'obtient l'école de la sécurité

³⁴¹ *Ibid.*, p. 8.

collective et l'ouverture des archives soviétiques ne vient que renforcer notre argument selon lequel le véritable frein du débat depuis 1961 n'est pas le facteur idéologique, mais bien l'accès restreint aux sources soviétiques. Nous nous devons donc de remettre fortement en question l'idée que l'influence de la Guerre froide ait orienté l'historiographie occidentale depuis les années 1960.

Il devient alors légitime de s'interroger sur la provenance de cette « majorité » d'historiens occidentaux, selon Geoffrey Roberts, qui affirmerait que la décision soviétique de rechercher une entente avec l'Allemagne avait été prise dès le début des négociations tripartites. En ce sens, il serait fort pertinent d'étudier la perception des historiens américains de l'échec des négociations anglo-franco-soviétiques. Évidemment, les États-Unis ne participent pas à ces négociations, mais la nature de la Guerre froide pourrait bien avoir eu un impact sur leurs analyses des événements. Dans cette optique, il serait tout aussi intéressant d'étudier l'historiographie soviétique sur l'échec des négociations, afin de comparer leurs sources avec celles utilisées par les Occidentaux.

Dans cette étude, seuls les points de vue des historiens français et britanniques sur l'échec des négociations ont été abordés. Il ne fait aucun doute que les historiographies de ces deux pays sont interdépendantes. Tout d'abord, le bilan démontre qu'autant les historiens d'origines françaises que ceux d'origines britanniques ont rejeté l'essentiel du blâme sur l'Union soviétique. Cette tendance était présente pendant une vingtaine d'années après l'échec des négociations. Malgré que cette période corresponde avec le début de la Guerre froide et qu'il est probable que celle-ci ait eu une influence, il est tout aussi possible que les historiens, étant contemporains de la Deuxième Guerre mondiale, n'aient eu ni le recul nécessaire ni un accès assez grand aux différentes archives pour effectuer l'analyse historique qui s'imposait.

Par la suite, dans les années 1960, des voix se sont rapidement élevées suite à la publication de l'ouvrage de Taylor pour soutenir l'idée que l'Union soviétique n'avait pas eu comme premier objectif d'obtenir une entente avec

l'Allemagne entre les mois d'avril et août 1939. Ce phénomène apparaît sensiblement dans les mêmes proportions en France et en Grande-Bretagne entre 1961 et 1974, puis se maintient entre 1975 et 1989. Là, où une différence marquante apparaît entre les historiens français et britanniques, c'est à la suite de la fin de la Guerre froide. À ce moment, les historiens français sont moins rapides que leurs confrères britanniques à remettre en question la domination de l'école de la *Realpolitik*. En fait, parmi les auteurs qui ont été cités dans la période 1990-2011, du côté français, seule Annie Lacroix-Riz rallie sa voix à l'école de la sécurité collective, et cela, sans consulter de façon significative les archives soviétiques. Ce phénomène semble surtout indiquer l'absence de réel débat en France concernant la question et nous ramène à une des premières constatations de ce mémoire, soit que les historiens français ne se sont jamais beaucoup intéressés à l'échec de 1939. Le bilan historiographique démontre bien qu'il a peu de grandes études en France sur le sujet et nous a forcé à utiliser des ouvrages généraux qui n'abordent que légèrement la problématique de la perception de la politique étrangère soviétique de 1939, alors que, du côté britannique, les publications sur le sujet foisonnent à un point tel que nous avons dû limiter leurs utilisations pour faire place aux thèses françaises.

Évidemment, ce dernier constat fait ressortir le fait que la vision d'une population donnée sur un sujet influence directement son approche historique. Lorsqu'on analyse l'histoire des relations internationales des années 1930 et 1940 du point de vue britannique, on comprend que l'échec de « l'alliance de la dernière chance » revêt une importance particulière. Tout d'abord, ce revers de la diplomatie britannique semble être la conséquence de la politique d'*appeasement* menée par le gouvernement conservateur durant les années 1930. Ensuite, il explique, en partie, pourquoi la guerre de 1939-1945 a été si longue et qu'il a fallu attendre l'année 1941 pour obtenir un allié européen capable d'opposer une réelle résistance à Hitler. Puis, l'incapacité à constituer un front collectif en 1939 dévoile une des origines de la Guerre froide; déjà l'Occident et l'Union soviétique

se jugeaient avec une extrême méfiance. Dans cette optique, il n'y a aucune surprise à ce que la littérature britannique soit florissante sur le sujet.

Pour les Français, la catastrophe militaire de 1940 et l'avènement du régime de Vichy marquent bien plus la mémoire collective que l'échec des négociations tripartites, ce qui explique pourquoi l'intérêt historique n'est pas grand pour cette dernière problématique. De plus, les historiens français, autant que leurs homologues britanniques, reconnaissent généralement que le rôle de la France durant les négociations de 1939, tout comme dans leurs échecs, était secondaire. Ainsi, le besoin de s'expliquer cet événement n'est pas le même que du côté britannique.

Il a aussi été possible, grâce à cette étude, de révéler certaines limites de l'analyse historique dans le domaine des relations internationales. La diversité des hypothèses émises et l'absence de consensus sur plusieurs questions concernant l'échec des négociations anglo-franco-soviétiques de 1939 démontrent la difficulté pour les historiens à expliquer les revirements diplomatiques lors de situations périlleuses. Dans ces circonstances, plusieurs acteurs influents tiennent des discours contradictoires en privé et en public ou voient leur opinion évoluer rapidement. La problématique est alors de déterminer lequel des discours représente le plus fidèlement la pensée de l'acteur en question et quels sont les facteurs de l'évolution de celle-ci.

En 1939, la méfiance entre l'Entente et l'Union soviétique est telle que les diplomates de chaque pays impliqué sont constamment déchirés entre l'espoir et la crainte que suscite cette possibilité d'alliance tripartite, ce qui rend leurs décisions imprévisibles. De plus, le déroulement des événements, ainsi que l'interaction et le jeu d'influence entre les différents membres d'une même diplomatie, peut mener à des choix qui n'étaient pas favorisés au départ. Il est donc très difficile d'attribuer une pensée fixe aux différents acteurs. Cela explique pourquoi il est complexe de définir la nature profonde des politiques étrangères des pays concernés.

Plus que tout, ce mémoire nous ouvre les yeux sur le fait que la discipline historique, par ses mécanismes de remise en question constante, arrive à se tenir beaucoup plus à l'écart des idéologies politiques en cours qu'on pourrait le croire a priori. Cependant, il est primordial, lors de l'analyse historique des relations internationales, d'obtenir un accès aux sources de chacun des pays concernés, de près ou de loin, par l'événement en question, puisque cette étude démontre bien que les analyses faites à partir de bases documentaires incomplètes sont provisoires et doivent rester prudentes. Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, il n'est pas surprenant qu'en Occident l'Union soviétique ait été jugée responsable de l'échec de 1939, puisqu'il n'y avait aucun document soutenant son point de vue qui était accessible aux historiens occidentaux.

Bibliographie

Ouvrages

Abramsky, Chimen (dir.). *Essay in Honour of E.H. Carr*. London, Macmillan, 1974. p. 152-170.

Adamthwaite, Anthony P. *Grandeur and Misery: France's bid for power in Europe, 1914-140*. London, Arnold, 1995. 276 pages.

Adamthwaite, Anthony P. *The Making of the Second World War*. London, George Allen & Unwin, 1977. 235 pages.

Alexander, Martin S. *The republic in danger: General Maurice Gamelin and the politics of French defence, 1933-1940*. Cambridge, Cambridge Univ. Press. 1992. 573 pages.

Asselain, Jean-Charles et al. *Études sur la France de 1939 à nos jours*. Paris, Seuil, 1985. 371 pages.

Azéma, Jean-Pierre. *Nouvelle histoire de la France. De Munich à la libération, 1938-1944*. Paris, Seuil, 1979. 412 pages.

Baumont, Maurice. *La faillite de la paix (1918-1939)*. 5^e éd. Paris, PUF, 1968 [1945]. 949 pages.

Baumont, Maurice. *Les origines de la Deuxième Guerre mondiale*. Paris, Payot, 1969. 363 pages.

Bell, P.M.H. *The origins of the Second World War in Europe*. London, Longman, 1986. 326 pages.

Berstein, Serge et al. *Histoire, classe terminale: de 1939 à nos jours*. Paris, Hatier, 1983. 447 pages.

Berstein, Serge. *La France des années 30*. Paris, Armand Colin, 1988. 186 pages.

Birebent, Christian. *Les relations internationales de 1919 à 1939. La paix impossible?* Paris, Ellipses, 2009. 336 pages.

Bonnet, Georges. *De Munich à la guerre.* Paris, Plon, 1967. 585 pages.

Brendon, Piers. *The dark valley: a panorama of the 1930s.* New York, Vintage Books, 2002. 795 pages.

Carley, Michael J. 1939. *L'alliance de la dernière chance. Une réinterprétation des origines de la Seconde Guerre mondiale.* Montréal, Presses de l'Univ. de Montréal, 2001 [1999]. 362 pages.

Carr, E.H. *German-Soviet Relations between the two World Wars, 1919-1939.* Baltimore, John Hopkins Press, 1951. 146 pages.

Carr, William. *Poland to Pearl Harbor. The Making of the Second World War.* London, Arnold, 1985. 183 pages.

Charmley, John. *Chamberlain and the lost peace.* London, Hodder & Stoughton, 1989. 257 pages.

Churchill, Winston S. *The Second World War. The Gathering Storm.* Boston, Houghton Mifflin, 1948. 784 pages.

Cockett, Richard. *Twilight of truth: Chamberlain, appeasement, and the manipulation of the press.* London, Weidenfeld and Nicolson, 1989. 229 pages.

Cœuré, Sophie. *La grande lueur à l'Est: les Français et l'Union soviétique, 1917-1939.* Paris, Seuil, 1999. 358 pages.

Crowson, N. J. *Facing fascism: the Conservative party and the European dictators, 1935-1940.* London, Routledge, 1997. 270 pages.

Crozier, Andrew J. *The causes of the Second World War.* Oxford, Blackwell pub. 1997. 319 pages.

Daridan, Jean. *Le chemin de la défaite : 1938-1940.* Paris, Plon, 1980. 245 pages.

Dockrill, Michael. *British establishment perspectives on France, 1936-1940.* New York, St. Martin's Press. 1999. 212 pages.

Dullin, Sabine. *Des hommes d'influences. Les ambassadeurs de Staline en Europe. 1930-1939*. Paris, Payot & Rivages, 2001. 383 pages.

Durand, Yves. *Histoire de la Deuxième Guerre mondiale*. Paris, Complexe, 1997. 988 pages.

Durand, Yves. *Les causes de la deuxième guerre mondiale*. Paris, Armand Colin, 1992. 143 pages.

Durand, Yves. *La France dans la deuxième guerre mondiale, 1939-1945*. Paris, Armand Colin, 1993. 191 pages.

Duroselle, Jean-Baptiste. *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. 5^e éd. Paris, Dalloz, 1971 [1953]. 807 pages.

Duroselle, Jean-Baptiste. *La décadence, 1932-1939*. Paris, Impr. nationale, 1979. 568 pages.

Duroselle, Jean-Baptiste. *Politique étrangère de la France. L'Abîme : 1939-1944*. Paris, Seuil, 1990. 811 pages.

Faure, Justine. *Relations internationales. Histoire, structures, questions régionales*. Paris, Ellipse, 2004. 549 pages.

Ferro, Marc. *Ils étaient sept hommes en guerre. 1918-1945: histoire parallèle*. Paris, Robert Laffont, 2007. 364 pages.

Finney, Patrick (dir.). *The origins of the Second World War*. London, Arnold, 1997. 461 pages.

Finney, Patrick. *Remembering the Road to World War Two. International history, national identity, collective memory*. London, Routledge, 2011. 325 pages.

Fuchse, Larry W. *Neville Chamberlain and Appeasement. A Study in the Politics of Appeasement*. London, Norton, 1982. 241 pages.

Frank, Robert. *Le prix du réarmement français, 1935-1939*. Paris, Pub. de la Sorbonne, 1982. 382 pages.

Gilbert, Martin et Richard Gott. *The Appeasers*. London, Weidenfeld and Nicolson, 1963. 280 pages.

Girault, René et Janine Bourdin (dir.). *Edouard Daladier, Chef de Gouvernement*. Paris, Presses F.N.S.P. 1977. 320 pages.

Girault, René et Robert Frank (dir.). *La puissance en Europe, 1938-1940*. Paris, Pub. Sorbonne, 1984. 404 pages.

Girault, René et Robert Frank. *Turbulente Europe et nouveaux mondes 1914-1941*. Paris, Payot, 2004 [1988]. Tome II, 514 pages.

Grosser, Pierre. *Pourquoi la Seconde Guerre mondiale*. Bruxelles, Complexe, 1999. 303 pages.

Haslam, Jonathan. *The Soviet Union and the Struggle for Collective Security in Europe, 1933-39*. London, Macmillan, 1984. 310 pages.

Keeble, Curtis. *Britain, the Soviet Union and Russia*. 2^e éd. London, Macmillan, 2000 [1990]. 396 pages.

Keegan, John. *The Second World War*. 2^e éd. New York, Penguin Books, 2005 [1989]. 608 pages.

Lacroix-Riz, Annie. *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*. 2^e éd. Paris, Armand Colin, 2010 [2006]. 679 pages.

McDonough, Frank. *The origins of the First and Second World Wars*. Cambridge, Cambridge Univ. Press. 1997, 124 pages.

McDonough, Frank. *Neville Chamberlain, appeasement, and the British road to war*. Manchester, Manchester Univ. Press. 1998. 196 pages.

McDonough, Frank (dir.). *The Origins of the Second World War: An international Perspective*. London, Continuum International pub. gr. 2011. 535 pages.

Michel, Henri. *1939, La 2^eme guerre mondiale commence*. 2^e éd. Bruxelles, Complexe, 1989 [1980]. 189 pages.

Milza, Pierre. *Les relations internationales de 1918 à 1939*. 3^e éd. Paris, Armand colin, 2008 [1995]. 251 pages.

Mosley, Leonard. *On Borrowed Time. How World War II Began*. London, Weidenfeld and Nicolson, 1969. 509 pages.

Noel, Léon. *La guerre de 39 a commencé quatre ans plus tôt*. Paris, France-Empire, 1979. 211 pages.

Overy, Richard J. et Andrew Wheatcroft. *The Road to War*. London, Macmillan, 1989. 364 pages.

Parker, R.A.C. *Churchill and appeasement. British Policy and the Coming of the Second World War*. London, Macmillan, 2000. 290 pages.

Parker, R.A.C. *Chamberlain and appeasement: British policy and the coming of the Second World War*. Hampshire, Macmillan, 1993. 388 pages.

Paulhac, François. *Les accords de Munich et les origines de la guerre 1939*. Paris, J. Vrin, 1988. 271 pages.

Read, Anthony and David Fisher. *The Deadly Embrace: Hitler, Stalin and the Nazi-Soviet Pact, 1939-1941*. New York, WW Norton & Company, 1988. 687 pages.

Renouvin, Pierre (dir.). *Histoire des relations internationales. La crise du XX^e siècle. Deuxième partie. De 1929 à 1945*. Paris, Hachette, 1958. 426 pages.

Roberts, Geoffrey. *Stalin's Wars: from World War to Cold War, 1939-1953*. London, Yale University Press. 2006. 468 pages.

Roberts, Geoffrey. *The Unholy Alliance: Stalin's Pact with Hitler*. London, I.B. Tauris, 1989. 296 pages.

Roberts, Geoffrey. *The Soviet Union and the origins of the Second World War: Russo-German relations and the road to war, 1933-1941*. New York, St. Martin's Press. 1995. 192 pages.

Robertson, E.M. *The Origins of the Second World War. Historical Interpretations*. London, Macmillan, 1971. 312 pages.

Rock, William R. *British Appeasement in the 1930's*. London, Arnold, 1977. 111 pages.

Rothschild, Robert. *Les chemins de Munich : une nuit de sept ans, 1932-1939*. Paris, Perrin, 1988. 496 pages.

Rothwell, Victor. *The Origins of the Second World War*. Manchester, Manchester University Press. 2001. 211 pages.

Santamaria, Yves. *1939, le pacte germano-soviétique*. Bruxelles, Complexe, 1998. 141 pages.

Taylor, A.J.P. *The Origins of the Second World War*. 2^e éd. London, Hamish Hamilton, 1963 [1961], 296 pages.

Watson, Derek. *Molotov: a biography*. New York, Macmillan, 2005. 376 pages.

Watson, Derek. *Molotov and Soviet government: Sovnarkom, 1930-41*. New York, St. Martin's Press. 1996. 274 pages.

Watt, Donald C. *How War Came: the immediate origins of the Second World War, 1938-1939*. New York, Pantheon Books, 1989. 736 pages.

Wright, Jonathan. *Germany and the origins of the Second World War*. Hampshire, Pal. Macmillan, 2007. 223 pages.

Articles

Carley, Michael J. « 1933-39 : “La drôle d'avant-guerre” et l'alliance de la dernière chance », *Histoire(s) de la dernière guerre, 1939-1945 : au jour le jour*, n° 1 (septembre 2009), pp. 14-20.

Carley, Michael J. « Who Betrayed Whom? Franco-Anglo-Soviet Relations, 1932-1939 », Koch, C. (ed) *Gab es einen Stalin-Hitler-Pakt? Charakter, Bedeutung und Deutung des deutsch-sowjetischen Nichtangriffsvertrages vom 23. August 1939*. Frankfurt am Main, Peter Lang, 2015, pp. 119-37.

Carley, Michael J. « “Only the USSR has... Clean Hands” : the Soviet Perspective on the Failure of Collective Security and the Collapse of Czechoslovakia, 1934-

1938 », 1er partie, *Diplomacy & Statecraft* (UK), vol. 21, n° 2 (June 2010), pp. 202-225; 2e partie, vol. 21, n° 3 (September 2010), pp. 368-96.

Carley, Michael J. « Caught in a Cleft-Stick: Soviet Diplomacy and the Spanish Civil War », dans Gaynor Johnson (ed.), *The International Context of the Spanish Civil War*, Cambridge: Cambridge Scholar's Press, 2009, pp. 151-180.

Carley, Michael J. « Behind Stalin's Moustache: Pragmatism in Early Soviet Foreign Policy, 1917-1941 », *Diplomacy & Statecraft*, vol. 12, n° 3 (September 2001), pp. 159-174.

Haslam Jonathan. « Review: Soviet-German Relations and the Origins of the Second World War: The Jury Is Still Out ». *The Journal of Modern History*, vol. 69, No. 4 (Dec., 1997), p. 785-797.

Herman, John. « Soviet Peace Efforts on the Eve of World War Two: A Review of the Soviet Documents ». *Journal of Contemporary History*, vol. 15, no. 3 (Jul., 1980), p. 577-602.

Roberts Geoffrey. « The Soviet Decision for a Pact with Nazi Germany ». *Soviet Studies*, vol. 44, no. 1 (1992), p. 57-78.

Roberts Geoffrey. « The Fall of Litvinov: A Revisionist View ». *Journal of Contemporary History*, vol. 27, no. 4 (Oct., 1992), p. 639-657.

Watson, Derek. « Molotov, the Making of the Grand Alliance and the Second Front 1939-1942 ». *Europe-Asia Studies*, vol. 54, no. 1 (Jan., 2002), p. 51-85.

Watson, Derek. « Molotov's Apprenticeship in Foreign Policy: The Triple Alliance Negotiations in 1939 ». *Europe-Asia Studies*, vol. 52, no. 4 (Jun., 2000) p. 695-722.

Documents électroniques

« Accord de Rapallo (1922) ». *Encyclopedia Universalis* [En ligne]. <http://www.universalis.fr/encyclopedie/accord-de-rapallo/> (page consultée le 02/07/15).

« 9 juin 1815. L'Acte final du Congrès de Vienne ». *Hérodote* [En ligne]. http://www.herodote.net/9_juin_1815-evenement-18150609.php (page consultée le 08/03/15)

Charmley, John. « Churchill : The Gathering Storm », *BBC* [En ligne]. http://www.bbc.co.uk/history/worldwars/wwtwo/churchill_gathering_storm_01.shtml (page consultée le 04/03/15).

« Commission pour la publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1930-1945 ». *BBF* [En ligne]. <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-1961-07-0345-001> (page consultée le 05/03/15).

« E.H. Carr. A British political scientist. *Encyclopedia Britannica* [En ligne]. <http://www.britannica.com/biography/E-H-Carr> (page consultée le 05/03/15).

« Maurice Baumont ». *Cormoria* [En ligne]. http://www.comoria.com/465136/Maurice_Baumont (page consulté le 05/03/15).

« Politburo ». *Encyclopedia Britannica* [En ligne]. <http://www.britannica.com/topic/Politburo> (page consultée le 03/06/15).

« URSS ». *Encyclopédie Larousse* [En ligne]. <http://www.larousse.fr/encyclopedie/autre-region/URSS/138908> (page consultée le 15/07/15).